

CI-02/CONF.202/3
7 mars 2002
Original : français

**CONSEIL INTERGOUVERNEMENTAL
DU PROGRAMME INTERNATIONAL
POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION
(PIDC)**

RESUMES DES EVALUATIONS DE 100 PROJETS ACHEVES

CONSEIL DU PIDC

**VINGT-DEUXIEME
SESSION**



**PARIS
10-12 avril 2002**

TABLE DES MATIERES		
AFRIQUE		PAGE
PROJETS RÉGIONAUX		
1.	AGENCE PANAFRICAINNE D'INFORMATION (PANA)	7
2.	OPERATION "PARRAINAGE"	8
3.	INSTITUT DE FORMATION AUDIOVISUELLE POUR LES PAYS LUSOPHONES D'AFRIQUE	9
4.	CREATION DE TROIS CELLULES DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE EN AFRIQUE	10
PROJETS NATIONAUX		
5.	BOTSWANA – INFORMATISATION DE LA REDACTION DE RADIO BOTSWANA	11
6.	BURKINA FASO – DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION DE LA TELEVISION NATIONALE	12
7.	GAMBIE – FORMATION A LA COMMUNICATION DANS LA PERSPECTIVE DU CHANGEMENT SOCIAL	13
8.	GABON – DEVELOPPEMENT DU JOURNAL "LEGALITE"	14
9.	GHANA – DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES POUR L'INDUSTRIE DU LIVRE EN AFRIQUE OCCIDENTALE	15
10.	GHANA – THE GHANAIAN CHRONICLE	16
11.	GUINÉE – RENFORCEMENT DU QUOTIDIEN NATIONAL "HOROYA"	17
12.	GUINÉE-BISSAU – DEVELOPPEMENT DE LA RADIO NATIONALE DANS LE SUD DU PAYS	18
13.	MALAWI – ASSISTANCE TECHNIQUE AU DEPARTEMENT DE L'INFORMATION	19
14.	MALI – CENTRE NATIONAL DE PRODUCTION CINEMATOGRAPHIQUE	20
15.	MALI – AMELIORATION DES MOYENS DE PRODUCTION DE LA PRESSE NATIONALE	21
16.	MOZAMBIQUE – PUBLICATION DU MAGAZINE FEMININ "SENDA"	22
17.	NIGER – DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE NATIONAL D'EDITION ET DE PRESSE	23
18.	NIGER – AIDE AUX RADIO-CLUBS (RADIO RURALE)	24
19.	SÉNÉGAL – AGENCE DE PRESSE SENEGALAISE (APS)	25
20.	TCHAD – REHABILITATION DE L'AGENCE TCHADIENNE DE PRESSE	26
21.	TOGO – DEVELOPPEMENT DE L'AGENCE TOGOLAISE DE PRESSE	27
22.	TOGO – REHABILITATION DE RADIO KARA-TOGO	28
23.	ZAMBIE – EQUIPEMENT INFORMATIQUE POUR LES JOURNAUX RURAUX EN LANGUE VERNACULAIRE	29
ASIE ET PACIFIQUE		
PROJETS RÉGIONAUX		
24.	EDUCATION AUX MEDIAS DANS LES PAYS DE L'ASEAN	30
25.	DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE DANS LE PACIFIQUE (PACPRESS)	31
26.	DEVELOPPEMENT DES MOYENS DE FORMATION DES ORGANISMES DE RADIODIFFUSION D'ASIE ET DU PACIFIQUE	32

27. FORMATION A LA TELEVISION DANS LE PACIFIQUE	33
28. MONOGRAPHIES SUR LES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES RELATIFS A LA COMMUNICATION DE MASSE EN ASIE	34
29. ASIAVISION : EXTENSION DES ECHANGES D'INFORMATIONS TELEVISEES EN ASIE CENTRALE	35
30. ASIE CENTRALE : JEUNES, TOLERANCE ET TELEVISION	36
31. ECHANGES DE PROGRAMMES DE TELEVISION REALISES PAR LES FEMMES DU PACIFIQUE	37
PROJETS NATIONAUX	
32. AZERBAÏDJAN – FORMATION ET DEVELOPPEMENT DU JOURNALISME	38
33. BANGLADESH – CREATION D'UNE AGENCE DE PRESSE EN LANGUE BENGALI	39
34. CHINE (REP. POP. DE) – MODERNISATION DU “QUOTIDIEN DES AGRICULTEURS”	40
35. CHINE (REP. POP. DE) – FORMATION DE FEMMES JOURNALISTES A LA PRESSE ECRITE ET ELECTRONIQUE	41
36. CHINE (REP. POP. DE) – RECYCLAGE DES JOURNALISTES	42
37. FIDJI – DEVELOPPEMENT DE L'INSTITUT DE FORMATION DES JOURNALISTES	43
38. ILES COOK – DEVELOPPEMENT DE LA TELEVISION (COOKTEL)	44
39. INDE – FORMATION D'ENQUETEURS AU CENTRE DE RECHERCHES SUR LA COMMUNICATION DE MASSE	45
40. KAZAKHSTAN – DEVELOPPEMENT DE LA STATION DE RADIO INDEPENDANTE “RADIO MAXIMUM”	46
41. KAZAKHSTAN – FORMATION AUX METIERS DU JOURNALISME ET DES MEDIAS A L'UNIVERSITE D'ETAT DU KAZAKHSTAN	47
42. KAZAKHSTAN – JOURNAL POUR LES AGRICULTEURS VOISINS DE LA MER D'ARAL	48
43. REPUBLIQUE KIRGHIZE – CREATION D'UN CENTRE DE DOCUMENTATION DES MEDIAS	49
44. REPUBLIQUE KIRGHIZE – DEVELOPPEMENT DES STATIONS DE RADIO INDEPENDANTES	50
45. REPUBLIQUE KIRGHIZE – FORMATION DES JOURNALISTES A L'UNIVERSITE NATIONALE KIRGHIZE	51
46. KIRIBATI – PROJET DE DEVELOPPEMENT DU JOURNAL “TE UEKERA”	52
47. KIRIBATI – DEVELOPPEMENT DE LA RADIO (K-BROAD)	53
48. LAOS – DEVELOPPEMENT DU RESEAU DE COMMUNICATION DE L'AGENCE NATIONALE D'INFORMATION	54
49. LAOS – DEVELOPPEMENT DU RESEAU PROVINCIAL DE RADIODIFFUSION	55
50. NÉPAL – PROJET D'ENREGISTREMENT DE LA MUSIQUE FOLKLORIQUE NEPALAISE	56
51. NÉPAL – INSTITUT DE PRESSE DU NEPAL	57
52. NÉPAL – RADIO SAGARMATHA	58
53. NIOUE – DEVELOPPEMENT DE LA TELEVISION (NIUTEL)	59
54. OUZBÉKISTAN – CREATION D'UN CENTRE DE DOCUMENTATION POUR LES MEDIAS	60
55. PAKISTAN – INFORMATISATION DE L' “ASSOCIATED PRESS OF PAKISTAN”	61
56. SAMOA – PROJET DE DEVELOPPEMENT DU JOURNAL “SAVALP”	62
57. SAMOA – EXTENSION DE LA TELEVISION (SAMTEL)	63

58. TADJIKISTAN – PROGRAMMES D'INFORMATION POUR LA TELEVISION INDEPENDANTE	64
59. TUVALU – DEVELOPPEMENT DU JOURNAL “TUVALU ECHOES”	65
60. VIÊT NAM – EDIFICATION D'UNE ECOLE DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL DES JOURNALISTES DE LA RADIO	66
61. VIÊT NAM – EDUCATION NON FORMELLE PAR LA RADIO ET LA TELEVISION	67
AMÉRIQUE LATINE ET LES ILES CARAÏBES	
PROJETS RÉGIONAUX	
62. FORMATION PEDAGOGIQUE DES UNIVERSITAIRES EN COMMUNICATION	68
63. FORMATION DE SPECIALISTES DE LA VIDEO POUR LE DEVELOPPEMENT REGIONAL DES COMMUNICATIONS	69
64. CREATION D'UN CENTRE D'EMISSIONS TELEVISEES A L'INSTITUT DE COMMUNICATION DE MASSE DES CARAÏBES	70
65. COPRODUCTION TELEVISEE REGIONALE : LA TELEVISION AU SERVICE DE L'INTEGRATION	71
66. RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION DE FILMS ET DE PROGRAMMES DE TELEVISION DANS LES CARAÏBES	72
67. PROGRAMME DE COMMUNICATION AU SERVICE DU PROCESSUS D'INTEGRATION DANS LE CADRE DU “MERCOSUR”	73
68. LA COMMUNICATION AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT ET DE L'INTEGRATION CULTURELLE, SCIENTIFIQUE ET EDUCATIVE	74
69. ECOLE DES TROIS MONDES	75
PROJETS NATIONAUX	
70. ANTIGUA & BARBUDA – CREATION D'UNE UNITE DE TELEVISION	76
71. ARGENTINE – PRODUCTION TELEVISUELLE POUR LA PROMOTION COMMUNAUTAIRE	77
72. BÉLIZE – PRESENTATION DU PATRIMOINE BELIZIEN A LA TELEVISION	78
73. BOLIVIE – VIDEOTHEQUE POPULAIRE MOBILE	79
74. BRÉSIL – CONTRIBUTION DES MEDIAS A LA FORMATION DES FEMMES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	80
75. CHILI – FORMATION DU PERSONNEL ENSEIGNANT POUR LA RECEPTION ACTIVE DES EMISSIONS DE TELEVISION	81
76. COLOMBIE – CONTRIBUTION DES MEDIAS A LA PREVENTION DES PROBLEMES LIES A LA DROGUE	82
77. COLOMBIE – CENTRE DE PRODUCTION RADIOPHONIQUE POUR LE LITTORAL COLOMBIEN	83
78. COSTA RICA – CENTRE DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE DU MOUVEMENT COOPERATIF	84
79. CUBA – TELEVISIÓN SERRANA	85
80. DOMINIQUE – AMELIORATION DE LA PRODUCTION DE PROGRAMMES DE TELEVISION – MARPIN-TV	86
81. EQUATEUR – RESEAU NATIONAL DE COMMUNICATION POUR LA DIFFUSION CULTURELLE	87
82. GUYANA – CREATION D'UNE UNITE DE PRODUCTION RADIO AU DEPARTEMENT D'ETUDES EN COMMUNICATION DE L'UNIVERSITE DE GUYANA	88

83. JAMAÏQUE – DEVELOPPEMENT D’UN SYSTEME INFORMATIQUE AU SERVICE D’INFORMATION DE LA JAMAÏQUE	89
84. MEXIQUE – RENFORCEMENT DU PROJET MULTIMEDIAS “EL RUMBO DE LOS NIÑOS”	90
85. SAINTE-LUCIE – RENFORCEMENT DES CAPACITES DE RADIODIFFUSION FM DE LA ST LUCIA BROADCASTING CORPORATION	91
86. ST. CHRISTOPHE & NEVIS – CREATION D’UNE UNITE D’EMISSIONS EDUCATIVES	92
87. SURINAM – CREATION D’UNE UNITE DE RADIO EDUCATIVE	93
88. TRINIDAD & TOBAGO – UNITE D’INFORMATION RURALE	94
89. URUGUAY – COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE	95
ETATS ARABES	
PROJETS RÉGIONAUX	
90. CENTRE DE FORMATION DE L’UNION DE RADIODIFFUSION DES ETATS ARABES (ASBU) ; FORMATION DU PERSONNEL DE RADIO-TELEVISION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT MEMBRES DE L’ASBU	96
91. APPUI A LA FORMATION DANS LES ETATS ARABES EN DEVELOPPEMENT	97
PROJETS NATIONAUX	
92. EGYPTE – CREATION ET MISE EN SERVICE DE LA BANQUE DE DONNEES DU SERVICE NATIONAL D’INFORMATION	98
93. EGYPTE – DEVELOPPEMENT DE L’INSTITUT DE FORMATION EN RADIO-TELEVISION DE L’ERTU	99
94. JORDANIE – EQUIPEMENT DES STUDIOS DE RADIO ET DE TELEVISION A L’UNIVERSITE DE YARMOUK (IRBID)	100
95. MAROC- REORGANISATION ET AUTOMATISATION DU CENTRE DE DOCUMENTATION DE L’AGENCE MAGHREB ARABE PRESSE (MAP)	101
96. RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE – INFORMATISATION DE L’AGENCE SYRIENNE D’INFORMATION (SANA)	102
97. TUNISIE – INFORMATISATION DE L’AGENCE TUNIS-AFRIQUE PRESSE –TAP)	103
EUROPE	
98. ARMÉNIE – ETABLISSEMENT DE RELATIONS D’ECHANGES AVEC LES RESEAUX MONDIAUX DE TELEVISION	104
PROJETS INTERRÉGIONAUX	
99. RESEAU INTERNATIONAL POUR LA LIBERTE D’EXPRESSION (IFEX)	105
100. BUREAU CENTRAL DES ECHANGES INTERNATIONAUX POUR LA LIBERTE D’EXPRESSION (IFEX)	106
ANNEXE I: Liste des évaluateurs	107

Résumés des évaluations des projets achevés

On trouvera dans les pages qui suivent une centaine de résumés des documents d'évaluation réalisés à la demande du Conseil du PIDC dans plus de 70 pays (Afrique, Amérique latine, Etats arabes, Asie, Pacifique). Ils portent sur des projets qui ont été approuvés par le Conseil intergouvernemental sur une période de dix-huit années, de la deuxième jusqu'à la dix-neuvième session.

Il est important de souligner que ces évaluations ont été conduites par des consultants hautement qualifiés en matière de communication, totalement indépendants de l'UNESCO et n'ayant jamais appartenu à l'Organisation.

Comme on le verra, les projets ont été dans leur grande majorité mis en œuvre de manière conforme aux prévisions, si l'on excepte les inévitables imprévus, notamment en matière de délais. Ceux-ci résultent généralement de l'éloignement géographique, de contingences administratives ou douanières ou bien, dans certains cas, de difficultés issues d'une connaissance incomplète par les bénéficiaires des mécanismes administratifs de l'UNESCO. On a également pu rencontrer des blocages dus à un déficit de coordination entre fournisseurs et bénéficiaires. La mission essentielle des Conseillers Régionaux pour la Communication (RCA) consiste naturellement à résoudre ces problèmes, qu'ils soient d'ordre administratif, technique ou financier.

Ces évaluations sont éminemment instructives : elles constituent une base de données qui permet de cadrer avec précision les mécanismes de mise à disposition des apports de l'UNESCO auprès des organismes concernés. Elles permettent de détecter les points sur lesquels le PIDC peut utilement faire porter son effort. Les enseignements qui s'en dégagent ont permis au PIDC de mieux orienter les axes de mise en œuvre vis-à-vis des bénéficiaires, en particulier grâce à des missions d'assistance préparatoire. Celles-ci ont pour objectif de trouver le juste équilibre entre le souhaitable, le nécessaire et le possible, et de parvenir ainsi à la mise au point de projets fonctionnels qui s'inscrivent concrètement dans le cadre des critères de recevabilité du PIDC et de ses possibilités budgétaires.

**AGENCE PANAFRICAINNE D'INFORMATION (PANA)
(PDC/02 RAF/01)**

NATURE DU PROJET

Ce projet présente une structure bien particulière, dans la mesure où ses activités se sont étalées sur plusieurs années, vu l'ampleur de la tâche : la création de l'Agence Panafricaine de Presse (PANA), puis sa restructuration, recommandée par l'OUA et soutenue par l'UNESCO, afin de permettre à l'Afrique d'avoir toute sa place au sein du Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication.

MISE EN ŒUVRE

L'aide accordée à ce projet par le PIDC a couvert 6 exercices budgétaires. Les montants versés au cours de ces diverses phases totalisent US\$ 585 000. Ces crédits ont permis, au fil des années, de financer les équipements de télécommunications fournis aux cinq Centres régionaux de Lagos, Kinshasa, Khartoum, Tripoli et Lusaka, à 20 agences nationales de presse africaines ainsi qu'au Siège de l'Agence à Dakar. En outre, de nombreux cours et stages de perfectionnement ont été organisés à l'intention des personnels (journalistes et techniciens) de 20 agences de presse. La période de démarrage (recrutement, conception, ouverture du Siège et des Bureaux, développement et coordination des liaisons entre les Centres régionaux, renforcement du secteur de la commercialisation) a été ultérieurement complétée par un plan de restructuration résultant d'un audit externe, qui a conduit à un recentrage des objectifs et à la mise en recouvrement des impayés. Le nouvel élan de l'Agence passait par une transformation de son mode de gestion en direction d'une "économie de marché", impliquant une dynamique politique commerciale.

RÉSULTATS OBTENUS

Le plan de restructuration s'est accompagné de la mise en place d'une politique de rigueur professionnelle dans tous les domaines. Par ailleurs, la formation et/ou le recyclage des personnels ont fait l'objet d'une attention toute particulière. Les activités diversifiées (sport, sciences, environnement) ont pris de l'ampleur, et des dispositions spéciales ont été arrêtées pour la couverture des grands événements. Avec l'organisation d'une structure efficace de marketing, la PANA est désormais sur la voie de l'autonomie financière.

CONCLUSION

Une culture d'entreprise déterminée, une maîtrise des prestations, des services de qualité, une large diffusion des produits de l'Agence appuyée par la production de brochures et autres supports audiovisuels, représentent une somme d'efforts considérables qui ont été mis en œuvre pour faire de la PANA l'outil efficace de développement dont l'Afrique a besoin.

OPERATION "PARRAINAGE" (PDC/13 RAF/01)

NATURE DU PROJET

Le projet "Opération parrainage" avait pour objectif d'organiser des jumelages entre journaux européens et africains, avec le double objectif d'échanger des informations et développer une véritable solidarité si des censures, saisies ou procès venaient à frapper le journal du Sud.

MISE EN ŒUVRE

Cette opération a permis dix jumelages "doubles" (stages d'un journaliste du Nord dans une rédaction du Sud et vice-versa), à savoir : Ile Maurice/France, Cameroun/Suisse, Cap Vert/Portugal, Sierra Leone/Suède, Mali/France, et dix jumelages "simples" (stage d'un journaliste du Nord dans une rédaction du Sud uniquement): Namibie/Allemagne, Burkina Faso/France, Rwanda/Belgique, Tchad/Suisse et Angola/Mozambique. En outre, ce projet a permis l'édition en trois langues (français, anglais, espagnol) d'un "Manuel de survie " à l'usage des journalistes opérant dans des conditions exceptionnelles (guerres, missions à risques etc.). Ce projet a été entièrement financé par l'UNESCO. Son coût total a été de US\$ 139 900, auquel est venu s'ajouter un complément de \$ 9 100.

RÉSULTATS OBTENUS

Les frais de gestion sont apparus anormalement élevés : 58 % de l'allocation de l'UNESCO, soit \$ 81 700, ont été consacrés par Reporters Sans Frontières (RSF), à la gestion du projet (salaires, communications). 21 % du budget global a servi aux voyages des journalistes chargés de la formation de courte durée, et un montant du même ordre a été affecté à l'achat de petits équipements pour les journaux africains jumelés. Les résultats sont toutefois mitigés : ils s'expliquent par un manque d'expérience dans ce genre d'activités. Même si, individuellement, certains journalistes ont pu en retirer un bénéfice professionnel, le projet a en réalité peu contribué au développement du pluralisme des médias en Afrique. RSF n'était pas en mesure de gérer des jumelages à long terme, ni de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour une participation effective du Sud dans le projet. De même, le trop grand nombre de jumelages ne permettait pas d'organiser une supervision rigoureuse, tant dans la préparation que dans le suivi. Enfin, on doit signaler le manque de motivation des journaux jumelés, au Nord comme au Sud.

CONCLUSION

Avec des projets de ce type, l'UNESCO encourage la coopération Nord-Sud et Sud-Sud ; mais le maître d'œuvre doit avoir au préalable fait la preuve de son expérience dans le domaine concerné. Pour être efficaces, les stages auraient dû être plus longs ; par ailleurs, les critères de sélection des journaux se sont révélés dépourvus de rigueur. A l'avenir, une composante préparatoire devra permettre de définir avec précision les paramètres d'exécution dans un contexte d'une telle envergure.

**INSTITUT DE FORMATION AUDIOVISUELLE POUR LES PAYS LUSOPHONES
D'AFRIQUE (PDC/13 RAF/04)**

NATURE DU PROJET

Les gouvernements de cinq pays lusophones d'Afrique (Angola, Cap Vert, Guinée-Bissau, Mozambique et São Tome et Principe) avaient entrepris de créer un Centre de Formation aux professions de la Radio-télévision, dans le cadre de l'Ecole de Journalisme de Luanda, appelée à devenir la Faculté de Journalisme de l'Université de Luanda.

MISE EN ŒUVRE

Ce projet a été doté de US \$ 115 000 par le PIDC. La difficile situation administrative qui prévaut à Luanda du fait de la guerre civile a empêché la mise en œuvre normale du projet cité en référence. Toutefois, celui-ci a été conçu dans une perspective internationale, et l'équipement prévu expressément affecté à cette fin. Malgré cela, le Directeur de la Radio Escola de la Radio nationale d'Angola a déclaré à l'évaluateur que, bien qu'il ait entendu parler du projet de création d'une Faculté de Journalisme à Luanda, sa mise en œuvre n'était pas à l'ordre du jour. Il a ajouté que la Radio Escola ne dispense aucune formation aux métiers de la télévision, et qu'il n'avait reçu de l'UNESCO aucun matériel de télévision, alors que de nombreux stagiaires suivent les cours normaux de son Ecole, qui est établie depuis longtemps (il y en avait 20 au moment de la mission de l'évaluateur). Enfin, il a été impossible au consultant de connaître les contributions du soumissionnaire annoncées dans le document de projet, car il n'a pu en trouver aucune trace au cours de sa mission.

RÉSULTATS OBTENUS

L'évaluateur n'a pu identifier aucune activité visible en relation avec le projet. Aucun des organismes contactés sur place, y compris le Bureau de l'UNESCO, n'a pu fournir de documentation sur le projet, ni pour son planning, ni pour sa mise en œuvre. Le consultant n'a pu trouver à Luanda aucun document relatif au projet, ni un interlocuteur qui puisse ou veuille lui en parler. L'évaluateur a seulement pu avoir la confirmation que le matériel vidéo envoyé par l'UNESCO au Centre de Formation de la Televisão Popular de Angola (TPA) était bien parvenu sur place. Malheureusement, le Bureau du Directeur général de la TPA n'a pas permis au consultant de voir ce matériel. En outre, il lui a été signifié qu'il ne pourrait pas s'entretenir avec les formateurs, pas plus qu'il n'a pu obtenir de détails sur le Centre de Formation.

CONCLUSION

Les obstacles dressés devant l'évaluateur pour remplir sa mission donnent à penser que les autorités locales n'est pas permis d'évaluer correctement ce projet.

CREATION DE TROIS CELLULES DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE EN AFRIQUE (PDC/14 RAF/01)

NATURE DU PROJET

Si le titre du projet fait référence à la création de trois cellules de production audiovisuelle en Afrique, destinées à être réparties géographiquement sur le continent, la présente évaluation ne porte que sur la première d'entre elles, qui a été mise en place à Cotonou (Bénin). Considérant l'insuffisance des infrastructures télévisuelles en Afrique, le CIRTEF a entrepris l'installation d'une unité de production complète en Afrique de l'Ouest, avec mission de permettre aux réalisateurs et techniciens africains de se familiariser avec le matériel issu des nouvelles technologies de la communication.

MISE EN ŒUVRE

Ce projet a reçu un montant de US \$ 200 000, auquel se sont ajoutées des contributions issues des services de coopération française et Suisse, et de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT). Le recyclage des techniciens a essentiellement porté sur la post-production télévision, la maintenance et la technique du journalisme TV.

RÉSULTATS OBTENUS

Cette première cellule audiovisuelle dispose du potentiel nécessaire pour contribuer au développement de productions endogènes aux normes techniques standard, susceptibles de faire l'objet d'échanges de programmes au plan africain ou international. Au total, une quarantaine de stages pratiques ont permis la réalisation de produits télévisuels de haute qualité, permettant notamment la post-production d'émissions financées par le Fonds de soutien à la production audiovisuelle du Sud. Les agents recyclés pouvant à leur tour devenir formateurs, l'effet multiplicateur est ainsi assuré.

CONCLUSION

La réalisation des objectifs prévus dépasse toutes les espérances, tant pour le savoir-faire acquis en matière de post-production que pour le nombre de sessions de recyclage que ce type de cellule permet d'organiser. Ce projet a donc pleinement satisfait aux objectifs, priorités et orientations du PIDC .

**BOTSWANA
INFORMATISATION DE LA REDACTION DE RADIO BOTSWANA
(PDC/12 BOT/01)**

NATURE DU PROJET

Ce projet visait à moderniser le Département de l'Information et de l'Actualité de Radio Botswana par l'installation d'équipements informatiques à la Rédaction et la formation des personnels.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé un montant de US \$ 95 000 pour l'acquisition et l'installation des équipements (ordinateurs et logiciels), et pour le recyclage des journalistes à l'exploitation informatique. Ces activités ont été conduites dans les délais prévus. Toutefois, on note qu'il n'a pas été procédé à une enquête de marché sur place ; les matériels et les logiciels choisis et fournis n'étaient pas utilisés dans le pays, ce qui a posé des problèmes de maintenance et de compatibilité, et perturbé la première phase de la mise en œuvre du projet. Ni le bénéficiaire ni l'agence chargée de la mise en service des équipements n'ont été appelés à collaborer à la planification de l'installation pour l'adapter aux paramètres appropriés et aux besoins réels.

RÉSULTATS OBTENUS

La Rédaction de Radio Botswana maîtrise parfaitement la technologie informatique ; le traitement de l'information a été fortement optimisé, avec la réception sur ordinateur de dépêches en provenance des agences de presse internationales. L'évaluateur met l'accent sur la nécessité d'une concertation préalable entre les représentants locaux de l'UNESCO (RCA et Chef de Bureau) et les organismes bénéficiaires, afin de cerner les conditions de compatibilité technique avec les équipements déjà en service.

CONCLUSION

L'objectif essentiel a été atteint. Les performances de la Rédaction de Radio Botswana se sont incontestablement améliorées grâce à l'efficacité des ordinateurs. Si l'on considère l'envergure du projet, les résultats obtenus sont globalement satisfaisants, tant au niveau de l'exploitation des équipements qu'à celui du recyclage des personnels.

BURKINA FASO
DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION DE LA TELEVISION NATIONALE
(PDC/11 BKF/01)

NATURE DU PROJET

L'objectif général visait à renforcer les structures de diffusion de l'ensemble du réseau de télévision et d'augmenter la capacité de production endogène de la Télévision Nationale du Burkina Faso, car nombre d'équipements étaient vétustes, et rendaient de plus en plus difficile la réalisation de programmes répondant à l'attente des téléspectateurs Burkinabè.

MISE EN ŒUVRE

Ce projet a été approuvé par le PIDC, qui lui a attribué à un financement de US\$ 143 000. Cette allocation a été consacrée à l'acquisition d'un émetteur TV de 100 watts équipé de ses accessoires, et d'une unité complète de reportage Betacam. Dans l'ensemble, les activités ont été conformes au plan prévu pour ce qui concerne la fourniture des équipements par le PIDC. Toutefois, l'évaluateur signale que le calendrier de mise en œuvre a subi un certain retard du fait des délais de livraison.

RÉSULTATS OBTENUS

La Direction générale et les responsables de la Radio-Télévision ont été unanimes à reconnaître que la dotation du PIDC a permis d'accroître le nombre de programmes et d'améliorer la production des émissions d'information et d'actualité. Cependant, on note qu'un ordinateur 286 acheté sur place par la Direction de la Télévision ne fonctionne pas, car le service de maintenance de cet équipement n'existe plus au Burkina ; cet appareil sera donc remplacé par un modèle plus performant, de type 486. Mais dans l'ensemble, le matériel acquis dans le cadre de l'allocation du PIDC a été mis en exploitation au maximum de ses possibilités, sous réserve que des pièces de rechange soient disponibles, et qu'il soit possible d'organiser la formation technique souhaitable à l'intention des techniciens. Bien que les résultats du projet n'aient pas été quantifiés en termes financiers, l'accroissement de la production et les possibilités ainsi ouvertes à un développement ultérieur constituent des éléments positifs à porter au crédit du projet.

CONCLUSION

Aucun problème n'a été rencontré dans l'exécution du projet, puisque le personnel et les infrastructures existaient déjà. En outre, la fourniture aux stations de province de programmes de télévision produits à Ouagadougou a représenté l'un des moyens d'étendre l'impact du projet.

GAMBIE **FORMATION A LA COMMUNICATION DANS LA PERSPECTIVE DU** **CHANGEMENT SOCIAL (PDC/10 GAM/01)**

NATURE DU PROJET

Ce projet s'adresse en priorité aux femmes de Gambie, qui constituent la majeure partie de la main-d'œuvre rurale du pays. Il vise à leur apporter une formation spécifique informelle dans le domaine de l'organisation des capacités d'exploitation de la production vivrière. En outre, il permet à la la Worldview International Foundation (*WIF*) de tester les techniques de communication permettant d'améliorer la circulation de l'information entre les responsables du projet et les bénéficiaires, et de renforcer les moyens de production audiovisuelle de l'Unité de vulgarisation.

MISE EN ŒUVRE

Les activités ont été réparties sur deux phases, pour lesquelles le PIDC a financé l'acquisition d'équipement audiovisuel et l'organisation d'ateliers de formation (intervenants et matériels pédagogiques) d'une valeur globale de US\$ 110 000. Les programmes portaient sur l'alphabetisation, l'initiation à l'écriture et le calcul élémentaire ; quant aux ateliers de travail, ils comportaient des discussions de groupe, associées à l'utilisation des médias audiovisuels et de la radio.

RÉSULTATS OBTENUS

Ces ateliers ont concerné plus de 200 femmes sélectionnées par les Comités de villages. Il existe 54 groupes d'action villageoise dont le rôle est de diffuser les informations et améliorer la communication interpersonnelle dans les milieux agricoles. Par le biais de ces Comités, les agriculteurs ont vu leurs responsabilités s'accroître en matière de gestion de leur production. Mais l'évaluateur rappelle que le transfert de savoir-faire dépend de paramètres très divers (alphabetisation encore faible, une certaine méfiance des populations rurales face à cette nouvelle approche de la production agricole). En effet, au niveau des problèmes rencontrés, l'initiation à la notion de marketing a posé quelques problèmes : il semble en effet difficile d'expliquer à un agriculteur pourquoi le riz produit en Gambie est plus cher que celui qui est importé d'Asie... Au moment de l'évaluation, 64 villages touchés par le projet avaient abouti à la création de 54 Comités ; la Worldview International Foundation avait formé 22 intervenants, dont 12 demeuraient en activité et commençaient à assurer une relève certaine au sein des Comités villageois.

CONCLUSION

La *WIF* semble fort bien perçue par la population rurale de Gambie pour ses méthodes et son expérience dans le domaine de la communication. Enfin il est important de souligner que les femmes commencent à être intégrées au niveau des décisions. Une grande majorité d'entre elles ont manifesté un vif intérêt pour ce projet : abordant le rôle de gestionnaire, elles ont trouvé dans cette activité une nouvelle motivation pour s'affirmer au sein de la famille ; cette promotion était au centre des objectifs de ce projet.

GABON
DEVELOPPEMENT DU JOURNAL "LEGALITE"
(PDC/13 GAB/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet visait à doter le journal "Légalité " des moyens d'étendre son lectorat grâce à l'acquisition d'équipements informatiques permettant d'accélérer sa périodicité. Cette publication a pour mission d'informer et de sensibiliser l'opinion publique sur les droits et les devoirs de chacun, et susciter la révision des dispositions législatives et réglementaires pouvant avoir un caractère discriminatoire, en particulier vis-à-vis des femmes. En outre, elle souhaite apporter une contribution efficace à l'harmonisation du droit africain et être associée aux activités de développement de la presse africaine indépendante.

MISE EN ŒUVRE

Il ne semble pas y avoir eu de calendrier spécifique de mise en œuvre, dans la mesure où le projet était essentiellement consacré à l'acquisition d'équipements de PAO pour remplacer et compléter celui qui était déjà en service au siège du journal. Les entretiens de l'évaluateur avec les responsables n'ont pas fait apparaître l'existence de difficultés majeures dans l'exploitation de l'équipement, même si ces derniers ont observé que l'allocation du PIDC de US \$ 32 000 leur apparaissait insuffisante.

RÉSULTATS OBTENUS

Le projet a permis de renforcer les moyens éditoriaux et techniques du journal ; toutefois la totalité des objectifs originellement assignés n'ont pu être atteints. On a noté quelques défaillances dans la production et la formation, essentiellement du fait de problèmes budgétaires. Mais si l'on se réfère à l'état d'obsolescence des infrastructures qui étaient celles du journal, l'on peut considérer que les \$ 32 000 ont été judicieusement utilisés. Bien que les résultats du projet n'aient pas été quantifiés en termes financiers, l'accroissement de la production et les possibilités ainsi ouvertes à un développement ultérieur constituent des éléments positifs à porter au crédit du projet.

CONCLUSION

Aucun sondage n'a été conduit, mais de nombreux témoignages renforcent la conviction que le projet a réellement bénéficié au public. À la lumière des objectifs visés, le rapport coût/résultat a contribué à assurer la viabilité financière du journal "Légalité ", permettant à ses responsables de planifier la poursuite de son développement. Ces éléments sont de nature à favoriser le renforcement du pluralisme et une meilleure prise de conscience des droits de la femme.

**GHANA
DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES POUR L'INDUSTRIE DU
LIVRE EN AFRIQUE OCCIDENTALE (PDC/05 GHA/03)**

NATURE DU PROJET

Ce projet s'inscrit à la suite des conclusions d'une conférence organisée à Accra, qui réunissait des spécialistes de l'UNESCO en matière d'édition et des représentants de l'Industrie du Livre en Afrique : c'est le Ghana qui a été choisi pour abriter un Centre de promotion et de vulgarisation du livre en Afrique au sud du Sahara. Le Conseil pour Développement du Livre du Ghana, aidé par le gouvernement, l'UNESCO, les organisations internationales et le Ministère de l'Education ont jeté les bases de la mise en œuvre du programme.

MISE EN ŒUVRE

Echelonnées sur quatre années, les interventions financières du P.I.D.C. ont totalisé US\$ 184,000. Elles ont permis l'acquisition de matériel de presse, de documentation professionnelle, d'équipements de vidéo et de bureautique. En outre, un enseignant a pu effectuer un stage à Londres et un consultant du P.I.D.C. a organisé des activités de formation sur place.

RÉSULTATS OBTENUS

La concrétisation des activités a été ralentie, du fait d'importants délais dans la livraison des matériels, retards dans la finition des locaux destinés à les recevoir, voire quelques divergences d'appréciation dans les choix des équipements. Toutefois, après son démarrage effectif, ce projet a débouché sur des résultats clairement positifs : le niveau de formation a été jugé excellent, tant pour les stagiaires issus de l'administration publique que pour les étudiants, qui ont été globalement recrutés par les industries de presse, éditeurs de manuels scolaires, bibliothèques, banques etc. La qualité des produits s'est notablement améliorée et le personnel dans ces établissements est désormais intégralement ghanéen.

CONCLUSION

Avec l'arrivée de ces nouveaux professionnels dont le Ghana avait un pressant besoin, les journaux privés – c'est-à-dire le pluralisme de la presse – les périodiques et les livres ont connu un net accroissement. En bref, ce projet a eu de fortes retombées concrètes dans le domaine de l'édition, de la formation des enseignants, ainsi que dans l'organisation de voyages d'études organisés au London College au profit des chargés de cours à l'Université de Kumasi.

GHANA
THE GHANAIAN CHRONICLE (PDC/13 GHA/01)

NATURE DU PROJET

Le *Ghanaian Chronicle*, journal indépendant, a fait appel au PIDC afin d'obtenir les moyens de renforcer sa capacité éditoriale, augmenter son tirage et sa périodicité, et mettre en place un réseau de distribution.

MISE EN ŒUVRE

A cette fin, le PIDC a alloué un montant de US \$ 80 000, qui ont été consacrés à l'achat de papier journal, d'équipement informatique spécialisé (PAO), de matériel photographique et d'enregistrement sonore, et d'une fourgonnette pour la distribution. Si l'on tient compte des rectifications apportées au budget, qui ont été rendues nécessaires par l'impossibilité de se procurer certains des équipements prévus à l'origine, on peut dire que le projet a été mis en œuvre de manière professionnelle et responsable, et que le financement a été utilisé de manière appropriée. Parallèlement au renforcement des moyens techniques du journal, le projet visait également à offrir aux étudiants d'organismes tels que l'Institut de Journalisme du Ghana (GIJ) et l'École de Communication de l'Université du Ghana une plate-forme permettant de réaliser des exercices pratiques (80 étudiants ont bénéficié de tels stages) ; enfin, il envisageait de développer une coopération avec les entreprises de presse du Nigeria. La situation dans ce pays n'a pas permis de concrétiser ce dernier objectif.

RÉSULTATS OBTENUS

Dès la mise en service des équipements financés par le PIDC, la périodicité de la parution a pu passer d'hebdomadaire à bihebdomadaire, dans la perspective de parvenir à terme à une édition quotidienne. En outre, le journal a pu diversifier sa production en créant un supplément bimensuel (*Business Chronicle*) et un hebdomadaire (*Weekend Chronicle*). Cette extension a eu au sein de la population un impact nettement plus important que prévu.

CONCLUSION

Ce projet a favorisé l'émergence de la presse indépendante au Ghana en assurant la viabilité du *Chronicle*. Tous les professionnels des médias interrogés par l'évaluateur ont admis que le *Chronicle* a contribué à établir des normes qui ont servi à des journaux indépendants lancés ultérieurement, en termes de courage dans la conduite des enquêtes et de refus de l'autocensure. De plus, il a joué un rôle notable en matière de pluralisme, dans le vaste mouvement de démocratisation qu'a connu le pays.

GUINÉE
RENFORCEMENT DU QUOTIDIEN NATIONAL "HOROYA"
(PDC/12 GUI/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet était destiné à doter "Horoya" d'une imprimerie destinée à lui assurer son autonomie de fabrication quotidienne (sa périodicité étant actuellement hebdomadaire), renforcer les moyens de la rédaction, organiser un plan de formation pour les journalistes et le personnel technique, et étudier la mise en place d'un système de distribution à l'échelle nationale.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet en lui attribuant un financement de US\$ 108 500, qui a été consacré à la fourniture de matériel informatique, de photocomposition et d'imprimerie. Une formation des journalistes a été conduite sur place. Avec ces nouveaux équipements, le journal "Horoya" a pu s'installer dans ses propres locaux. Toutefois, à la date de l'évaluation, le tirage du journal ne dépassait pas un volume de 400 à 1000 numéros par semaine.

RÉSULTATS OBTENUS

Si les équipements fournis par le PIDC permettent de produire la maquette du journal, son tirage (toujours hebdomadaire) est réalisé par la Société d'imprimerie "Patrice Lumumba". Il est évident que tous les objectifs assignés au projet n'ont pas été atteints, mais les moyens éditoriaux et techniques ont été renforcés, et les programmes de formation ont permis d'accroître les qualifications du personnel de la rédaction.

CONCLUSION

L'évaluation fait apparaître que le financement alloué par le P.I.D.C. n'a pas été utilisé en totalité. Le journal pourrait être conduit à une nouvelle restructuration. Par ailleurs, il apparaît très souhaitable que soient entrepris la formation ou le recyclage en profondeur d'un certain nombre de journalistes et du personnel rédactionnel et administratif, afin de perfectionner les méthodes de gestion et de prestation de services.

GUINÉE-BISSAU

DEVELOPPEMENT DE LA RADIO NATIONALE DANS LE SUD DU PAYS

(PDC/13 GBS/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet visait à compléter la couverture radiophonique du territoire national de la Guinée-Bissau en direction du sud du pays. Pour cela, il prévoyait l'installation d'une station émettrice de 1 kW à Catio, équipée d'une antenne directionnelle permettant d'atteindre les Iles Bijagos et d'établir un réseau de radio rurale ayant pour but d'accroître la participation de la population au processus de développement rural intégré.

MISE EN ŒUVRE

Ce projet a reçu un financement de US\$ 30 000 (Compte Spéciale) et de US\$ 405 000 (fonds-en-dépôt allemand), complété par diverses aides multilatérales et bilatérales comportant un volet de communication, telles que la FAO, l'UNICEF, la Coopération française et la Société Technique de Coopération allemande (GTZ). Les activités se sont déroulées conformément au plan prévu : installation et mise en service de l'émetteur et organisation de la formation, sur place pour les journalistes, et à l'étranger (Portugal, Brésil, ex-Yougoslavie) pour les personnels techniques (exploitation et maintenance).

RÉSULTATS OBTENUS

Le projet a permis l'extension de la radio rurale dans le sud du pays (région qui a été la principale bénéficiaire du projet, ainsi qu'il était prévu), l'accroissement du temps de diffusion des programmes produits localement et l'amélioration de la qualité des productions. Il a également rendu possible l'organisation d'un programme sessions de formation nettement plus développé que prévu.

CONCLUSION

Les investissements ont permis à la Radio nationale de couvrir désormais l'ensemble du pays, et en particulier les zones rurales qui représentent près de 95 % de la population. Tous les objectifs visés énoncés dans les documents de proposition ont été atteints. Les interlocuteurs de l'évaluateur ont exprimé le sentiment que la contribution du P.I.D.C. d'une part, les aides bilatérales et multilatérales d'autre part, ont fait de ce projet l'une des réalisations les plus utiles à la Guinée-Bissau.

**MALAWI :
ASSISTANCE TECHNIQUE AU DEPARTEMENT DE L'INFORMATION
(PDC/11 MLW/01)**

NATURE DU PROJET

Ce projet a pour objectif de renforcer la communication entre le gouvernement et la population rurale, en grande majorité illettrée, pour faire avancer le processus de développement. Le Département de l'Information (DOI) a fait appel au PIDC pour compléter l'action de la radio pour l'information, l'éducation et la mobilisation du monde rural, catégorie majoritaire de la population du Malawi.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé un montant de US \$ 139 000, qui a été consacré à l'acquisition de deux unités mobiles de projection (Land Rover 110 équipée du système "Agrivisual", et deux unités de projection composées d'un projecteur, groupe électrogène, caméra vidéo S-VHS et magnétoscope. D'autres intervenants ont offert au DOI un matériel additionnel (Japon, UNFPA, OMS, UE). Ainsi a pu être mise en œuvre l'Unité film, qui a produit des vidéogrammes dont les thèmes entrent dans le cadre des campagnes de sensibilisation à l'intention des populations rurales. D'autre part, des consultants ont été recrutés pour dispenser des cours de formation aux agents destinés à devenir les opérateurs du nouvel équipement vidéo, venant remplacer l'ancien matériel film 16 mm. Toutefois, cette activité s'est révélée insuffisante par rapport aux besoins.

RÉSULTATS OBTENUS

Il est admis que ce projet a considérablement aidé à faire avancer le processus de développement socio-économique du pays, grâce au nombre significatif de programmes de haute qualité traitant de l'éducation civique, des problèmes de santé et d'écologie qui – en l'absence de télévision – ont été visionnés par des auditoires ruraux regroupant jusqu'à 2 000 personnes. On peut néanmoins regretter qu'il n'ait pas été possible pour l'évaluateur d'obtenir des précisions budgétaires ou financières sur la gestion du projet au niveau de la DOI.

CONCLUSION

Si, en son temps, cette activité a répondu avec succès à un besoin, il faudra désormais prendre en compte l'introduction de la télévision au Malawi. L'Unité film du Département de l'Information pourra servir de base, sous une forme à repenser, à un organisme de production qui travaillerait en liaison avec la Télévision du Malawi (MTV).

MALI
CENTRE NATIONAL DE PRODUCTION CINEMATOGRAPHIQUE (CNPC)
(PDC/07 MLI/02)

NATURE DU PROJET

Ce projet visait à étendre les capacités techniques du Centre national de production cinématographique (CNPC) à la production de films vidéo en langues nationales destinés à la télévision et aux organismes de développement, constituer une banque de données sous forme de cassettes vidéo pour les projets communautaires en matière sociale, culturelle et de santé, et associer à ces activités un plan de recyclage des agents du CNPC aux techniques de la production en vidéo.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a affecté un total de US\$ 35 000 à ce projet. Ce financement a été consacré à l'acquisition de matériel de prises de vues et de montage U-Matic. L'ensemble de ces équipements a été mis en service par des techniciens qualifiés dès sa réception.

RÉSULTATS OBTENUS

Conformément aux prévisions, ces nouveaux moyens de production ont permis de réaliser de nombreux programmes de télévision consacrés à différents thèmes de développement (santé, environnement, éducation, culture etc.). Toutefois, l'évaluateur relève que les équipements fournis (U-Matic 3/4") ne répondent plus aux besoins actuels. Le matériel reçu a certes été d'une grande utilité, mais il accuse désormais un degré d'usure certain, et est techniquement dépassé. D'autre part, la Télévision nationale a fait appel au CNPC pour ses propres émissions, mais il fallait dans ce cas convertir les enregistrements U-Matic (low band) en BVU (high band). Aussi, il conclut que l'équipement du Centre en matériel Betacam est désormais une priorité, aussi bien pour renforcer l'équipement déjà acquis grâce à la subvention du PIDC que pour améliorer la qualité des prestations du CNPC.

CONCLUSION

Ce projet a eu pour effet de soutenir les efforts du gouvernement pour développer les infrastructures de communication, accroître le volume des programmes produits localement et améliorer la qualité technique des productions. En outre, le CNPC a initié une évolution vers un plus grand professionnalisme dans le secteur audiovisuel. Ces éléments apparaissent de nature à favoriser l'émergence du pluralisme.

MALI
AMELIORATION DES MOYENS DE PRODUCTION DE LA PRESSE
NATIONALE
(PDC/11 MLI/01)

NATURE DU PROJET

La dégradation progressive des moyens techniques de production et de la qualité des journaux en langue française place la presse malienne à la merci d'équipements peu fiables, de nature à altérer son image auprès du public. Ce projet vise donc entreprendre une rénovation de son appareil de production et prévoit l'acquisition d'une imprimerie pour la production des journaux maliens en langue française et l'amélioration de l'environnement informatique des journalistes au sein des rédactions.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet en le dotant d'un financement de US\$ 81 000, qui a été affecté à l'acquisition de matériel informatique et d'une presse offset (48 × 65cm.) avec ses accessoires, un lot de pièces de rechange et l'outillage de maintenance approprié. Un financement complémentaire de l'ACCT a permis l'installation d'une unité de presse d'une valeur d'environ US\$ 60 000. Tous ces équipements sont installés et opérationnels. Un reliquat de crédit du P.I.D.C. (US\$ 18 500) a été consacré à l'achat de consommables. Le RCA pour l'Afrique occidentale a organisé la venue d'un expert hautement qualifié, M. Kane, qui a assuré l'encadrement et la formation du personnel affecté aux nouveaux équipements. Cette formation a été conduite à la satisfaction de l'Agence Malienne de Presse et de Publicité (AMAP), et s'intégrait dans ses activités courantes.

RÉSULTATS OBTENUS

Les apports reçus par l'AMAP ont eu pour conséquence une productivité accrue. L'exploitation des ordinateurs a simplifié et accéléré les tâches quotidiennes de la presse nationale. Les résultats obtenus ont été conformes aux prévisions : amélioration de la qualité, augmentation du tirage, régularité de la parution des journaux. Enfin, la modernisation de la rédaction a été fortement appréciée par l'ensemble des journalistes.

CONCLUSION

Ce projet a établi les bases d'une structure permanente de rédaction d'articles sur le développement ; il a contribué à renforcer le niveau du professionnalisme dans les médias, condition préalable à l'établissement d'une presse libre et indépendante. Enfin, le résultat le plus significatif sur le long terme est la part que le projet a prise en fournissant à l'AMAP les ressources appropriées qui lui permettent d'organiser et de maintenir le pluralisme des sources d'information au Mali.

MOZAMBIQUE
PUBLICATION DU MAGAZINE FEMININ "SENDA"
(PDC/13 MOZ/01)

NATURE DU PROJET

"Senda " ("La Voie") est la première publication destinée aux femmes des régions rurales du Mozambique. Elle est consacrée aux questions pratiques auxquelles elles sont confrontées : médecine traditionnelle, environnement, culture, langues vernaculaires. Les éditions "ARCA" ont fait appel au P.I.D.C. pour obtenir les moyens techniques permettant d'améliorer la publication du magazine, en qualité et en régularité.

MISE EN ŒUVRE

US \$ 60 000 ont été accordés à ce projet. Ils ont permis l'acquisition d'un équipement informatique complet, avec les logiciels PAO appropriés, du matériel de bureautique (photocopieuse, relieuse), ainsi que des appareils photographiques. Grâce à des apports d'autres sources, il a été possible d'y ajouter un matériel de lithographie. L'installation des équipements a été conduite conformément au calendrier prévu. Le volet formation a été concrétisé par l'envoi d'une éditorialiste à Lisbonne, qui a bénéficié d'une bourse offerte par le gouvernement portugais, et les nouvelles structures issues du projet ont permis le recyclage sur place des rédacteurs et des documentalistes du magazine.

RÉSULTATS OBTENUS

Lorsque les équipements sont devenus opérationnels, l'on a pu constater une nette amélioration de la qualité de la publication. Le tirage a également été augmenté, et le magazine est maintenant assuré de pouvoir paraître régulièrement tous les deux mois. Ainsi, les groupes cibles définis à l'origine ont pu être touchés.

CONCLUSION

Le projet a contribué à renforcer la diffusion de l'information sur la condition des femmes au Mozambique, ce qui constitue l'un des éléments qui conditionnent l'établissement d'une presse libre et indépendante. Enfin, il a établi les bases d'une structure permanente pour un service de rédaction d'articles sur le développement au bénéfice de la presse du Mozambique.

NIGER

**DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE NATIONAL D'EDITION ET DE PRESSE
(ONEP)
(PDC/13 NER/01)**

NATURE DU PROJET

Ce projet visait à renforcer les moyens éditoriaux de l'ONEP, qui publie le quotidien "SAHEL" et l'hebdomadaire "SAHEL DIMANCHE".

MISE EN ŒUVRE

La 13e session du Conseil intergouvernemental du PIDC a accordé un montant de US \$ 100 000 à l'ONEP, somme qui a permis d'acquérir le matériel informatique (PAO) indispensable, avec ses périphériques, du matériel photographique, un groupe électrogène, et également de financer un volet formation à hauteur de \$ 25 000. En outre, l'ONEP a bénéficié d'un don spécial en nature du PNUD (Japon/PNUD) sous forme d'équipement informatique, de machines de tirage et d'impression, représentant une valeur totale de \$ 410 850. Pour sa part, l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT) a fourni une aide au redémarrage du "SAHEL" ainsi qu'à la formation des personnels en charge de l'exploitation du matériel d'impression (\$ 100 000).

RÉSULTATS OBTENUS

L'acquisition et l'installation du matériel se sont déroulées de manière satisfaisante. Les programmes de formation ont été conformes au calendrier. Les autres activités (consultants) ont été mises en œuvre dans le cadre d'un plan général d'organisation. Grâce aux fonds mis à la disposition de l'ONEP, l'on a constaté une sensible amélioration de la productivité. L'exploitation des ordinateurs a simplifié et accéléré les tâches quotidiennes de la presse nationale. Toutefois, l'ONEP connaît également quelques inquiétudes. En effet, la plupart des machines essentielles qui forment la chaîne de fabrication sont en exemplaire unique. Dans ces conditions, si l'une d'entre elles tombe en panne, c'est tout le système qui risque d'être paralysé. Aussi, l'évaluateur préconise-t-il l'acquisition de machines de secours.

CONCLUSION

L'exécution de ce projet a renforcé les moyens éditoriaux et techniques de l'ONEP. Les programmes de formation qui ont été organisés dans le cadre du projet ont permis d'accroître les connaissances et les qualifications des personnels techniques et rédactionnels. Le problème de la confection de "SAHEL" et de "SAHEL DIMANCHE" est résolu : l'ONEP dispose désormais du matériel et des compétences qui lui permettent d'assurer son autonomie de fabrication.

NIGER
AIDE AUX RADIO - CLUBS (RADIO RURALE)
(PDC/14 NER/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet avait pour but de donner à l'ARCN les moyens nécessaires pour créer de nouveaux radio-clubs dans des villages sélectionnés par l'Association.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a alloué US\$ 40 000 à ce projet. Cette somme a permis d'acquérir de l'équipement audio et d'organiser la formation des animateurs pour conduire et enregistrer les débats des radio-clubs respectifs. L'appui financier du P.I.D.C. se situe dans un contexte où plusieurs bailleurs de fonds aident les radio-clubs (UNICEF, USAID, Fondation Hans Seidel etc.). Toutefois, l'évaluateur n'a pu avoir communication des documents administratifs et comptables portant sur les achats effectués et les indemnités perçues par les animateurs et les consultants dans le cadre de ce projet. Dans l'ensemble, l'évaluateur relève une carence au niveau du suivi et du contrôle dans l'exécution du projet. Enfin, la Commission Nationale pour l'UNESCO au Niger ne semble pas avoir été associée au projet Radio-Club, car le Ministère de la Communication s'est adressé directement au P.I.D.C. à Paris sans passer par la Commission Nationale. Il convient en outre de noter l'absence d'un service technique ou d'une structure de maintenance, de nature à entraîner l'interruption des activités des radio-clubs. S'agissant d'une exploitation en zone rurale, le problème des piles nécessaires à l'alimentation des équipements d'écoute est crucial, car lorsqu'elles ne sont pas livrées, les séances d'écoute ne peuvent avoir lieu. En outre, les radiocassettes utilisées sont de qualité "grand public", d'où leur fragilité et leur vulnérabilité aux pannes techniques.

RÉSULTATS OBTENUS

Les 50 nouveaux Centres d'écoute font partie du réseau de 460 radio-clubs du Niger ; ce réseau est de plus en plus sollicité par les agences de développement du pays, qui considèrent les radio-clubs comme d'utiles cellules de base pour les actions de développement. Les débats organisés après l'écoute des émissions radiophoniques réalisées par l'ARCN sur des thèmes liés au développement amènent les villageois à prendre des décisions au niveau local afin d'améliorer leurs conditions de vie.

CONCLUSION

Pour une meilleure efficacité, il serait souhaitable que l'extension du réseau des radio-clubs s'accompagne d'un renforcement de la collaboration entre l'ARCN et les stations régionales de l'ORTN, notamment pour ce qui est de la qualité des messages, tant au plan du contenu que de la forme technique, des efforts devant être poursuivis au niveau de la formation des agents.

SÉNÉGAL
AGENCE DE PRESSE SENEGALAISE (APS)
(PDC/03 SEN/28)

NATURE DU PROJET

Ce projet visait à accroître les moyens techniques de l'Agence de Presse Sénégalaise (APS) et mettre en place les moyens permettant de renforcer ses activités et son réseau de distribution.

MISE EN ŒUVRE

A cette fin, le PIDC a octroyé deux tranches de financement totalisant US\$ 65 000. Comme l'APS diffuse quotidiennement l'intégralité des services de l'Agence Panafricaine d'Information (PANA), dont le siège est également à Dakar, il est particulièrement important que ses moyens de diffusion soient à la hauteur de ses sources. Aussi, les fonds alloués par le PIDC ont-ils été consacrés à l'acquisition d'équipement de bureautique, d'informatique, de reportage et de réception radio et télévision.

RÉSULTATS OBTENUS

Ces moyens techniques ont été mis en service dès réception, conformément au plan prévu et ont permis de donner un nouvel élan aux reportages réalisés à l'intérieur du pays. Toutefois, les problèmes rencontrés se situent au niveau des rentrées financières, dans la mesure où nombre d'abonnés – et non des moindres – n'honorent pas le règlement des abonnements dûment souscrits. En conséquence, le déséquilibre des comptes de l'APS freine son développement, d'autant plus que le manque de moyens financiers n'a pas permis la formation des agents du service commercial, dont l'Agence aurait le plus grand besoin. L'évaluateur conclut qu'elle va devoir restructurer entièrement de son mode de gestion, réduire un personnel pléthorique et organiser des plans de carrière motivants pour ses cadres.

CONCLUSION

Les moyens techniques et les compétences existent, mais le budget de l'APS est en déséquilibre. Avec les équipements fournis par le PIDC, l'Agence a pu réaliser quelques progrès ; mais elle ne pourra se développer et exercer une action efficace et durable dans son rôle national que si sa clientèle, composée à plus de 60 % d'organismes et de structures d'Etat, accepte de payer les abonnements indispensables au fonctionnement de l'Agence de presse nationale.

TCHAD
REHABILITATION DE L'AGENCE TCHADIENNE DE PRESSE
(PDC/11 CHD/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet a été soumis au PIDC en vue de renforcer les structures opérationnelles de l'Agence Tchadienne de Presse (ATP), dont le matériel en exploitation était largement périmé.

MISE EN ŒUVRE

Un montant de US\$106 000 a été alloué (fonds-en dépôt suisse) pour permettre à l'Agence de moderniser ses équipements, notamment dans le domaine informatique (traitement de l'information, transmission des dépêches. En outre, la Coopération suisse a offert une contribution additionnelle de 36 000 FS pour la formation des journalistes et des photographes tchadiens. Dès que les fonds ont été disponibles, le processus de rénovation du matériel et des installations des équipements s'est révélé particulièrement efficace. Toutefois, le plan de travail initialement prévu n'a pu être suivi, car il s'est écoulé un délai entre le moment où le financement a été approuvé et celui où la commande a été exécutée par les fournisseurs. L'évaluateur a pu observer des mains habiles faisant la saisie des articles dans les ordinateurs, et un usage judicieux du logiciel de PAO dans le montage et la mise en page. En fait, l'on constatait une volonté d'adaptation et une approche positive du travail au sein de la rédaction.

RÉSULTATS OBTENUS

Grâce à l'informatisation, il est devenu possible de traiter un plus grand volume d'informations nationales et internationales. La mise en mémoire et la consultation des articles sont devenues plus aisées. Les journalistes, les reporters photographes et les personnels de la rédaction ont fait preuve de leurs compétences dans l'exploitation et la gestion des nouveaux équipements. Mais l'évaluateur a été informé que leur formation avait été quand même insuffisante. En effet, elle est restée très en deçà des objectifs visés. L'évaluateur considère qu'il y aurait lieu de la reprendre et de l'amplifier, car si une nouvelle aide financière doit être attribuée à l'ATP, il conviendra de veiller à ce que ce volet du projet soit conçu en fonction des nécessités d'exploitation de l'Agence, en qualité et en durée.

CONCLUSION

Grâce à l'appui apporté à ce projet par le PIDC, l'objectif de renforcement d'un système socio-politique de type pluraliste est atteint. L'ATP est maintenant en mesure d'informer un plus large public, plus efficacement, avec une grande précision, en même temps qu'elle favorise un degré accru de participation de la population tchadienne.

TOGO

DEVELOPPEMENT DE L'AGENCE TOGOLAISE DE PRESSE (ATOP)

(PDC/06 TOG/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet a été soumis au PIDC dans le cadre du plan de développement des télécommunications togolaises portant sur une extension du réseau des faisceaux hertziens au niveau de toutes les régions du pays et des états voisins, dans le cadre du projet PANAFTEL de l'UIT. Au terme de ces travaux, l'Agence de presse devrait pouvoir disposer de circuits télégraphiques bilatéraux et permanents entre son siège à Lomé et six Bureaux répartis dans le pays.

MISE EN ŒUVRE

A cette fin, le PIDC a alloué un montant de US\$ 60 000 pour la modernisation des installations (achat d'équipement pour le traitement et la distribution des signaux) et l'organisation de stages de formation/recyclage (reportage photographique, techniques d'exploitation, maintenance, relations internationales, ainsi qu'un stage de formation à la gestion, dans le cadre de l'intégration régionale pour les 16 pays de la CDEAO). Les activités se sont déroulées selon le calendrier prévu, et aucun retard n'a été constaté dans sa mise en œuvre. Mais le financement du PIDC n'ayant couvert que 10 % des \$ 600 000 du budget prévu pour l'ensemble des activités, de profondes modifications ont dû intervenir, portant notamment sur la suppression de plusieurs composantes d'équipement. Ainsi, l'informatisation de l'ATOP n'a pas permis de relier par modem les différentes villes du Togo, faute de budget. Par ailleurs, les professionnels n'ont pas le matériel informatique approprié leur permettant de rédiger directement sur écran. De leur côté, les abonnés ont été confrontés aux pannes dues au système de l'ATOP, et à un manque initial de consommables (encres et papier).

RÉSULTATS OBTENUS

Grâce à l'informatisation, il est devenu possible de traiter un plus grand volume d'informations nationales et internationales. Une plus grande vitesse de transmission a réduit les délais de distribution aux abonnés. Le volume diffusé quotidiennement a été doublé, avec un accent particulier mis sur l'actualité nationale et régionale. De même, le temps nécessaire à la production des articles a été considérablement réduit, permettant à l'ATOP d'en diffuser davantage avec les mêmes effectifs. Pour leur part, les agents ont fait preuve de leurs compétences dans l'exploitation et la gestion des équipements, même si quelques matériels et équipements ne sont plus en état de marche faute de pièces détachées. Enfin, la formation en photo journalisme dans le cadre du WANAD à Cotonou a été un succès, et a permis le renforcement des capacités opérationnelles de l'ATOP dans ce domaine.

CONCLUSION

L'informatisation de l'ATOP a eu des répercussions positives allant bien au-delà du simple renforcement de la capacité opérationnelle de l'Agence ; les retombées de ce projet vont dans le sens d'une plus grande liberté de circulation de l'information.

TOGO
REHABILITATION DE RADIO KARA- TOGO
(PDC/08 TOG/01)

NATURE DU PROJET

Dans le cadre de son plan de développement socio-économique, le gouvernement togolais a entrepris de renforcer les moyens techniques des émetteurs de radiodiffusion situés dans des régions agricoles éloignées, tels que la station de Lama-Kara, à quelque 400 km au nord de Lomé. A cette fin, il a soumis au PIDC un document de projet visant à doter Radio Kara en équipements de production, de maintenance et d'émission pour permettre d'encourager l'exécution par les populations rurales des projets de développement socio-économique dans les régions des Savanes, de Kara et du Centre, par le biais d'un programme de radio éducative.

MISE EN ŒUVRE

Un montant de US\$ 30 000 a été attribué par le PIDC pour la fourniture des équipements techniques de production et d'émission en FM destinés à la station régionale de Radio Kara. Toutefois, un long délai s'est écoulé entre le moment où le financement a été approuvé et celui où les commandes ont pu être passées. Le plan initial du projet était d'acquérir en outre les équipements nécessaires aux trois Centres de Yadé-Bohou, Aldejo Kadara et Agou, mais l'insuffisance des crédits n'a pas permis d'équiper ces stations.

RÉSULTATS OBTENUS

Le renforcement des moyens techniques de la radiodiffusion régionale dans ces trois provinces de culture vivrière va aider au développement socio-économique de la région. Pour leur part, les journalistes de la radio ont fait preuve de leurs compétences dans l'exploitation et la gestion des équipements, même si une partie des matériels était en panne, faute de pièces détachées.

CONCLUSION

Si l'on considère l'efficacité de Radio Kara vis-à-vis de ces objectifs, en particulier à court terme, on doit reconnaître qu'elle est désormais en progrès. L'allocation du PIDC a certes permis de réhabiliter le secteur de Radio Kara, mais faute de crédits suffisants, les objectifs à long terme (développement et diversification de la production vivrière, accroissement du rendement des surfaces cultivées, sensibilisation des communautés villageoises aux questions d'hygiène et de santé) ne seront pleinement atteints qu'à condition que soient renouvelés les matériels de montage et d'écoute ainsi que les équipements mobiles de production.

ZAMBIE
EQUIPEMENT INFORMATIQUE POUR LES JOURNAUX RURAUX EN LANGUE
VERNACULAIRE (PDC/14 ZAM/01)

NATURE DU PROJET

Avec l'introduction de l'informatique dans la section des journaux en langue vernaculaire du ZIS, le projet visait à réduire les coûts d'impression, rendre possible la production de brochures éducatives et générer des recettes visant à l'autosuffisance en proposant ses services à divers clients.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a alloué un montant de US\$ 50 000, qui ont permis l'acquisition d'une batterie d'ordinateurs, avec leurs divers périphériques. Mais cet équipement n'a pu être installé dans les locaux du ZIS que deux ans après l'approbation du projet par le Conseil intergouvernemental. La mise en œuvre n'a pas rencontré de problèmes majeurs, sa préparation ayant été élaborée conjointement par le bénéficiaire et les experts de l'UNESCO, et son exécution, incluant la formation, ayant été rationnellement organisée. Le seul problème porte sur le fait que le contenu des livraisons était différent de celui que le ZIS avait préconisé. D'autre part, le ZIS n'avait pas eu communication des descriptifs de la livraison, qui étaient archivés au Ministère. La modification des spécifications est intervenue sans consultation préalable avec les utilisateurs. Cette manière de procéder s'est révélée particulièrement inopportune, car les utilisateurs, qui sont des experts dans leur propre travail, savent mieux que quiconque à quelles activités le matériel est destiné. La collaboration des experts que l'UNESCO a envoyés auprès du ZIS a été particulièrement appréciée, avec pour résultat des locaux bien installés et des contrats de service appropriés. Le seul problème a porté sur la configuration de l'installation.

RÉSULTATS OBTENUS

Ce projet a eu un impact considérable sur le rendement de la section des journaux en langue vernaculaire du ZIS. La composition informatisée a rendu le traitement plus efficace et a considérablement réduit les coûts de production. La consommation de papier a diminué, car seule la copie finale est imprimée. Le projet a été une réussite, en ce qu'il a permis au ZIS de générer des recettes nouvelles, qui ont servi à l'acquisition de consommables pour les ordinateurs.

CONCLUSION

L'évaluateur recommande des contacts préalables directs entre les experts de l'UNESCO et les utilisateurs concernés quand un projet porte sur la fourniture d'un nouveau type de matériel, afin d'éviter tout malentendu quant à la configuration de l'installation. Cela dit, si l'on prend en compte l'ensemble des dépenses, y compris celles de l'agence bénéficiaire, l'on peut conclure que les résultats du projet par rapport à son coûts ont été satisfaisants.

**EDUCATION AUX MEDIAS DANS LES PAYS DE L'ASEAN
(PDC/11 RAS/02)**

NATURE DU PROJET

Former des éducateurs spécialistes de la communication, professionnels des médias et animateurs socioculturels à la conception, la mise au point et l'évaluation de modèles de matériel d'enseignement et d'apprentissage dans le domaine de l'éducation aux médias.

MISE EN ŒUVRE

Le Conseil intergouvernemental du PIDC a alloué à ce projet un montant de US\$ 86 000. Les fonds ont été affectés à l'organisation d'un atelier régional sur l'éducation aux médias dans les pays de l'ASEAN, ainsi qu'à la mise au point et la distribution de matériels pédagogiques réalisés à cette fin. En outre, une brochure a été publiée. Le budget a servi à inviter des participants venant d'Indonésie, de Malaisie, de Singapour et de Thaïlande à se réunir aux Philippines, où ils ont été rejoints par groupe de 12 participants et de conseillers techniques philippins, et par plus de 50 professionnels des médias venus animer le séminaire.

RÉSULTATS OBTENUS

Les matériels pédagogiques développés au cours de cet atelier ont été testés, amendés puis finalisés sous forme de modules qui ont été largement distribués. Les réactions qu'ils ont suscitées ont été recueillies et réunies dans une publication. La gestion du projet a été efficace mais, comme c'est le cas pour beaucoup d'autres projets, le calendrier n'a pas été suivi avec suffisamment de rigueur. Ce projet étant déjà relativement ancien à la date de l'évaluation, et le Centre Asiatique de Recherches et d'Information sur la Communication de Masse (l'AMIC) ayant déménagé depuis sa mise en œuvre, aucun autre document n'a été accessible, et il n'a pas été possible d'obtenir davantage de détails auprès des interlocuteurs. Ce projet semble avoir sous-estimé la question de la langue : l'anglais se trouvant être celle du matériel éducatif prévu, son usage limite sa portée vis-à-vis des publics asiatiques dans leur ensemble. D'autre part, si l'on considère les milliers d'enfants et d'étudiants en Asie qui pourraient être appelés le "groupe cible" de ce projet, son impact réel sur le développement n'est pas mesurable.

CONCLUSION

Face à la diversité des "groupes cibles" en Asie, l'AMIC ne devrait pas poursuivre dans la voie de projets s'adressant à des étudiants, mais plutôt en visant les éducateurs. En outre, les objectifs éducatifs pouvant être très différents en matière d'éducation aux médias dans un aussi vaste contexte, ceux-ci doivent être étudiés et définis de manière beaucoup plus approfondie et détaillée.

**DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE DANS LE PACIFIQUE (PACPRESS)
(PDC/13 RAS/01)**

NATURE DU PROJET

Soutenir le développement des organismes de presse écrite de la région Pacifique en offrant à des professionnels la possibilité de faire des voyages d'études leur permettant de se familiariser avec les méthodes modernes d'organisation et les nouvelles technologies.

MISE EN ŒUVRE

Un montant de US\$ 119 000 a été alloué à la formation, à des missions d'études et de consultants, ainsi qu'à l'établissement d'un réseau d'échanges de dépêches d'actualité et d'articles de fond entre les organismes de presse écrite des pays insulaires du Pacifique.

RÉSULTATS OBTENUS

Le Conseiller Régional pour la Communication dans la région Pacifique qui était en poste à l'époque et les représentants des organismes de presse ont collaboré très efficacement à la planification et à la mise en œuvre du projet. Ses activités semblent avoir renforcé les organismes de presse écrite locaux et régionaux en termes de formation. (On note quand même que la décision de créer l'Association des Editeurs de journaux des Pays insulaires du Pacifique [PINPA] n'a jamais vu le jour). On relève un certain nombre d'initiatives visant à créer des infrastructures nationales de formation grâce à l'aide d'un autre projet financé par l'UNESCO, PACTRAINER (formation de formateurs). Toutefois, l'on peut considérer que ce projet n'a pas été globalement rentable. Il visait à l'établissement d'un mécanisme d'échanges entre les organismes de presse écrite des pays insulaires du Pacifique, mais seul un très petit nombre d'entre eux (4 journaux et 2 magazines) ont été reliés au système. Environ 1/3 de l'assistance du PIDC a bien servi à la formation, mais le développement des centres locaux de formation est toujours en cours. D'autres initiatives découlant du projet ont rencontré divers problèmes, d'ordre technique, financier ou administratif, portant sur les liaisons, les tarifs téléphoniques et le personnel disponible.

CONCLUSION

Les infrastructures techniques ne se développent pas au même rythme dans tous les pays insulaires du Pacifique. De plus, alors que les équipements anciens sont déjà obsolètes, les nouvelles technologies n'y sont pas pour autant pleinement opérationnelles. De ce fait, certaines des propositions techniques du projet ne pouvaient être viables. Ce projet n'a donc été que très partiellement mis en œuvre, dans la mesure où les initiatives n'ont pas toujours pris en compte les réalités du terrain.

**DEVELOPPEMENT DES MOYENS DE FORMATION DES ORGANISMES
DE RADIODIFFUSION D'ASIE ET DU PACIFIQUE (PDC/13 RAS/02)**

NATURE DU PROJET

Dans le cadre d'une action d'ensemble visant à renforcer les moyens des organismes audiovisuels dans la région Asie-Pacifique, ce projet visait à former des spécialistes de programmes et des techniques audiovisuelles, fournir des modules de formation et des matériels pédagogiques aux centres de formation spécialisés et offrir une tribune pour les échanges d'idées et d'expériences dans le domaine de l'initiation à l'informatique.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a alloué US\$ 60 000 à ce projet. Ces fonds ont été utilisés à l'acquisition d'un matériel informatique qui a permis le raccordement de l'AIBD (Institut de l'Asie/Pacifique pour le Développement de la Radiodiffusion) au réseau Internet et à l'e-mail. En outre, des stages ont été organisés portant sur l'utilisation du logiciel BASYS dans le système d'échanges ASIAVISION, sur les systèmes assistés par ordinateur et sur la programmation en matière de télévision.

RÉSULTATS OBTENUS

L'AIBD est désormais en mesure de répondre aux demandes de formation dans un nouveau domaine, celui de l'enseignement et de l'apprentissage interactifs assistés par ordinateur : un laboratoire informatisé a été mis en place, qui a permis de dispenser la formation sur les systèmes assistés par ordinateur et la programmation en matière de télévision, ainsi que des aides pour la formation des coordonnateurs d'ASIAVISION à l'utilisation du logiciel BASYS dans les rédactions. Toutefois, les objectifs du projet n'ont été que partiellement atteints dans la mesure où les moyens de formation ne sont pas encore pleinement utilisés. Des modules pédagogiques n'ont été élaborés que pour une seule discipline (élaboration et mise en œuvre de tests techniques pour la télévision), mais aucun progiciel d'enseignement assisté par ordinateur (EAO) n'a encore été réalisé. Cela dit, grâce à ce projet, l'AIBD est à présent mieux équipé pour former les formateurs aux techniques audiovisuelles pour tout ce qui concerne les applications informatiques.

CONCLUSION

Les objectifs du projet demeurent valides, mais doivent être considérés à la lumière de l'organisation future de l'AIBD et de ses capacités opérationnelles face à la mutation des technologies audiovisuelles en direction du numérique. Il convient enfin de ne pas oublier que les sommes allouées par le PIDC n'étaient destinées à financer que la fourniture du matériel, étant entendu que la formation serait assurée par d'autres sources. De plus, la réalisation des objectifs dépend du résultat des stages plutôt que des apports du PIDC.

**FORMATION A LA TELEVISION DANS LE PACIFIQUE (PACTV)
(PDC/14 RAS/05)**

NATURE DU PROJET

Organiser des cours de formation à la production de programmes de télévision à l'intention des professionnels des îles du Pacifique sur une base nationale, sous-régionale et régionale par le biais du programme du Centre régional des médias de la Commission du Pacifique Sud de (CPS), fournir des services de consultants appropriés pour les cours de formation et acquérir les matériels de base pour renforcer les installations du Centre Régional des Médias de la CPS.

MISE EN ŒUVRE

US\$ 45 000 ont été alloués pour la formation et la production de reportages et de documentaires réalisés par les chaînes de télévision des petites îles du Pacifique. Comme la somme allouée ne correspondait qu'à 30 % du budget initial, seules les chaînes de Fidji et des Iles Cook ont pu bénéficier de la formation. Par la suite, le programme d'échanges de reportages d'information entre toutes les chaînes de ces îles a dû être interrompu car il était trop difficile à maintenir de façon régulière pour de petites équipes travaillant avec de maigres ressources.

RÉSULTATS OBTENUS

Le projet a eu des effets tout à fait positifs sur le développement général de la région car il a pris en considération la spécificité du contexte régional. Les reportages qui étaient prévus dans le cadre du programme d'échanges ont été inclus, après son interruption, dans l'édition mensuelle du magazine "The Pacific Way" ("La Voie du Pacifique"). Ce magazine s'est rapidement constitué un public assidu, au-delà même des pays qui ont pris part au programme, et il contribue à la réflexion générale sur le développement des îles de la région et à l'élaboration d'une identité régionale plus affirmée. De nombreuses femmes ont pris part au programme (grâce aussi, évidemment, au Pacific Women Television Programme Exchange – PWPTE), et leur présence grandissante dans l'audiovisuel est encourageante.

CONCLUSION

L'UNESCO et la CPS ont assuré une collaboration efficace dans le suivi de ce projet, en équilibrant de façon appropriée les dépenses entre formation et production au vu de la participation réelle des bénéficiaires. USAID a également contribué à la formation des jeunes productrices des îles pour le PWPTE, et finance par ailleurs des projets de formation à la production audiovisuelle destinés aux îles du Pacifique.

**MONOGRAPHIES SUR LES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES
RELATIFS A LA COMMUNICATION DE MASSE EN ASIE
(PDC/15 RAS/01)**

NATURE DU PROJET

Ce projet a pour objectif de confier à des juristes et des spécialistes asiatiques hautement qualifiés en matière de communication de masse la tâche d'élaborer des documents en langue anglaise sur les textes législatifs et réglementaires existant dans ce domaine dans chacun des pays asiatiques concernés par ce projet, et d'en assurer la publication dans ces mêmes pays.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé un financement de US\$ 63 000 à ce projet. Ce montant a été utilisé pour l'élaboration des versions en langue anglaise des monographies concernant le Pakistan, les Philippines, le Sri Lanka et la Malaisie. Pour entreprendre ce travail, Centre Asiatique de Recherches et d'Informations sur la Communication de Masse (AMIC), a bénéficié de la collaboration d'universitaires de haut niveau (en nombre supérieur aux prévisions). Si cette série sur la législation en matière de médias devait être poursuivie, il conviendrait que soient définis de manière claire et pertinente les types de lois et les domaines d'application qui doivent être abordés, en gardant à l'esprit que la haute technologie envahit inexorablement le royaume des médias.

RÉSULTATS OBTENUS

Ce projet a été parfaitement mis en œuvre, et est même allé au-delà de ce que l'on pouvait prévoir. Ses résultats sont en parfaite conformité avec les objectifs originaux. Si l'on considère son effet positif et les diverses retombées qu'il a entraînées, son rapport coût/résultat est digne d'éloges. Sa gestion a été exemplaire, et la qualité de certaines des monographies se situe très au-dessus de la moyenne.

CONCLUSION

Il convient de poursuivre dans cette voie, mais il sera bon de s'attacher à une planification plus stricte, et de faire en sorte que des projets comparables qui pourront être lancés à l'avenir s'inscrivent dans la continuité de celui-ci et fassent un usage plus imaginatif des nouvelles technologies de l'information dans ce domaine (Internet, cédéroms).

**ASIAVISION : EXTENSION DES ECHANGES D'INFORMATIONS TELEVISEES
EN ASIE CENTRALE (PDC/15 RAS/04)**

NATURE DU PROJET

Mettre en place des échanges mensuels (par cassettes vidéo) d'information et de programmes entre les stations de télévision d'Asie centrale et le reste de la région. Dispenser la formation professionnelle appropriée aux personnels de ces stations en matière de collecte d'informations, de production et de techniques modernes de présentation.

MISE EN ŒUVRE

Ce projet a été approuvé par le Conseil intergouvernemental du PIDC avec un financement de US\$ 20 000, auquel est venu s'ajouter un montant de US\$ 12 000 alloués par le Conseiller Régional pour la Communication de l'UNESCO. Ces apports financiers ont été principalement affectés à l'organisation d'un atelier de planification à Kuala Lumpur (Malaisie) et les cours de formation. Toutefois, il est apparu que les télévisions concernées ne disposaient ni des moyens ni du savoir-faire nécessaires à la fourniture des productions prévues pour les échanges entre les partenaires. Il a alors été décidé d'organiser une première session de formation au siège de l'AIBD à Kuala Lumpur à l'intention de trois équipes nationales (Kazakhstan, République Kirghize et Ouzbékistan), dont chacune comprenait un réalisateur/producteur, un journaliste et un caméraman. Au moment de la mission de l'évaluateur, les échanges mensuels des cassettes vidéo n'étaient pas encore commencés, mais la station kazakhe *Kabar* recevait déjà des images d'Asiavision (AVN) par Aviasat-2.

RÉSULTATS OBTENUS

Les résultats issus de l'atelier de planification de Kuala Lumpur ont été concrétisés par la disponibilité du service d'AVN pour la Télévision kazakhe *Kabar* à Almaty, et la tenue de deux ateliers de formation à Kuala Lumpur pour des équipes de reportage. Quand ce projet aura atteint tous ses objectifs – et il n'y a aucun doute à ce sujet – l'échange de programmes d'informations deviendra un précieux atout dans la couverture de l'actualité par les diffuseurs de l'Asie centrale.

CONCLUSION

Le projet a été bien conçu, et la collaboration entre le bénéficiaire et le RCA à Almaty a été excellente. La formation dispensée à cette occasion a été un succès, et les échanges prévus ont pu commencer sans délai. Le suivi du projet a été conduit sans problèmes.

ASIE CENTRALE : JEUNES, TOLERANCE ET TELEVISION (PDC/16 RAS/03)

NATURE DU PROJET

Renforcer les objectifs de "l'Année internationale de la tolérance" proclamée par les Nations-Unies par des échanges et la diffusion internationale de programmes produits par de jeunes réalisateurs ; identifier et former un groupe de jeunes producteurs/réalisateurs de télévision de talent dans les pays d'Asie centrale ; donner à ces jeunes professionnels les moyens de produire une série d'au moins six programmes vidéo mettant l'accent sur la coopération et l'entente régionale. En effet, depuis la fin de l'Union soviétique, les fragiles républiques d'Asie centrale et de Transcaucasie ont été confrontées à divers troubles ethniques, politiques et religieux. Aussi, ce projet visait-il avant tout à donner aux populations de la région des occasions de travailler ensemble à la promotion de la paix et de la compréhension. Un deuxième objectif était de renforcer la créativité dans le cinéma et la télévision, en faisant appel à des cinéastes de documentaires et de téléfilms expérimentés pour former la nouvelle génération de professionnels de la télévision.

MISE EN ŒUVRE

Le P.I.D.C. a alloué US\$ 60 000 à ce projet, somme à laquelle est venue s'ajouter une allocation du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) d'un montant de US\$ 20 000. Le total de ces apports a permis d'étendre les activités de ce projet à huit pays : Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, République kirghize, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan.

RÉSULTATS OBTENUS

Le projet a commencé dans les délais prévus ; en six mois les candidats étés sélectionnés, la formation dispensée, la production et le montage achevés. Eu égard au nombre de pays, de personnes et d'organisations impliquées, il s'agit là d'un résultat considérable de planification et de coordination. Les programmes réalisés varient largement par leur approche du sujet de la tolérance, par le style adopté et par la qualité de la vidéographie et du montage. Les productions traitaient de sujets variés (la prison, la drogue, la solitude, les orphelins de guerre etc.). Aussi, il est difficile d'établir une hiérarchie entre les productions, parce que chacune a été réalisée dans un contexte politique différent. Toutefois, l'on peut regretter que la diffusion de ces programmes par MIR se soit révélée insuffisante par rapport au but recherché, et que MIR n'ait guère assuré leur promotion internationale sur les marchés externes ou internes à la CEI.

CONCLUSION

Tous les participants se sont accordés sur le fait qu'il s'agissait là d'un projet innovant et créateur, qui a permis de produire plusieurs excellents programmes, et offert une formation précieuse à de jeunes professionnels.

ECHANGES DE PROGRAMMES DE TELEVISION REALISES PAR LES FEMMES DU PACIFIQUE (PDC/16 RAS/04)

NATURE DU PROJET

Dans le cadre d'activités visant à soutenir la promotion des femmes dans les carrières de l'audiovisuel, ce projet avait pour objectif de mettre en œuvre un mécanisme régional de grande envergure consacrée au développement de la production locale de programmes de télévision réalisés par des productrices des pays insulaires du Pacifique et promouvoir les échanges programmes entre les organismes de télévision de cette région. Il comportait également l'organisation d'un système de récompenses (Pacific Women Television Awards) pour encourager la production locale de programmes de télévision.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a alloué US\$ 66 000 aux activités de ce projet. Ce montant a été utilisé pour permettre le lancement de la production de programmes, pour les rencontres régionales de coordination et pour l'attribution des prix. Les bénéficiaires concernés étaient les productrices des organismes de télévision des Iles Fidji, Cook, de Niue, Samoa, Tonga et Papouasie Nouvelle-Guinée. Mais les ressources et les installations des stations de télévision et des unités de production vidéo se sont révélées très limitées pour ce qui concerne la production de documentaires.

RÉSULTATS OBTENUS

A la suite des réunions de coordination, qui ont donné un nouvel élan à la coopération régionale, huit heures de documentaires ont été produites par les participantes, dont environ six ont fait l'objet d'échanges, soit directement, soit dans le cadre du magazine mensuel The Pacific Way patronné par l'UNESCO. Ces échanges se sont déroulés de manière encourageante et ont rencontré un grand succès auprès des productrices. Mais en dépit de ces réactions positives, les petites stations de télévision de la région, qui tentent de demeurer économiquement viables, ne souhaitent guère investir dans ce type de production locale : en dehors de The Pacific Way, les échanges de programmes entre les pays participants n'ont été qu'occasionnels. Toutefois, ces documentaires ont contribué à bâtir une identité Pacifique en matière de télévision ; en outre, le projet a bien mis en évidence le rôle des femmes dans la réalisation des programmes de télévision.

CONCLUSION

Si la coordination d'activités conjointes d'une telle envergure géographique n'est pas chose aisée, elle en a pas moins été couronnée de succès grâce à l'action efficace du RCA pour la région Pacifique. Ce projet a donc rempli ses objectifs, car il a parfaitement pris en compte le contexte régional dans lequel il était mis en œuvre.

AZERBAÏDJAN

FORMATION ET DEVELOPPEMENT DU JOURNALISME (PDC/16 AZN/01)

NATURE DU PROJET

L'objectif essentiel de ce projet consistait à améliorer la qualité de la formation aux diverses spécialités du journalisme à la Faculté de journalisme de l'Université d'Etat de Bakou, en procédant à un réaménagement du cursus et en fournissant un matériel moderne au studio-école de radio et de télévision, ainsi qu'un équipement de PAO pour la presse écrite.

MISE EN ŒUVRE

Le montant approuvé par le PIDC s'est élevé à US\$ 50 000, consacrés au réaménagement des locaux, à l'acquisition d'une unité de PAO et de matériel pédagogique. L'observateur relève que les équipements livrés à l'organisme bénéficiaire n'étaient pas suffisants pour assurer l'amélioration des installations techniques nécessaires à la formation, et ajoute que cet inachèvement du projet a sérieusement perturbé le déroulement normal des cours, dans la mesure où l'ancien équipement périmé de radio et de télévision avait été démonté dans l'attente du nouveau matériel, lequel n'est jamais arrivé.

RÉSULTATS OBTENUS

Diverses modifications au projet original sont intervenues ; les restrictions budgétaires imposées à l'Université avaient entraîné l'arrêt de toutes les publications de la Faculté de journalisme. Aussi elle a demandé au P.I.D.C. de modifier la liste des équipements afin d'y inclure du matériel de reprographie. Cette révision des priorités a eu pour conséquence d'annuler la fourniture du matériel destiné à la formation pour la radio, qui était pourtant prévu dans le document de projet. En outre, il semble qu'un certain degré de confusion soit apparu au sujet de l'achat sur place du matériel et de la nécessité de produire des devis émanant de divers fournisseurs locaux, ce dont la Direction de la Faculté ne semble pas en avoir mesuré l'importance. Ce projet a également rencontré de sérieux problèmes de classement, car de nombreux documents n'ont pu être localisés par l'évaluateur. Enfin, il est impossible d'évaluer le rapport coût/résultat de ce projet, puisque les coûts ont été très réduits et qu'il n'y a eu pratiquement aucun résultat.

CONCLUSION

La situation financière très difficile que connaît l'Université rend pourtant les éventuelles phases ultérieures de ce projet plus importantes que jamais ; non seulement il doit permettre la formation des étudiants aux nouvelles technologies, mais il est également appelé à offrir des instruments pratiques pour la publication de journaux réalisés par les étudiants et pour l'édition de matériels pédagogiques et de recherche. Dans cette hypothèse, un suivi attentif de son déroulement de la part du PIDC sera indispensable.

BANGLADESH CREATION D'UNE AGENCE DE PRESSE EN LANGUE BENGALI (PDC/15 BGD/01)

NATURE DU PROJET

Doter le Bangladesh d'une agence de presse nationale en langue bengali, accroître le nombre de journaux accessibles aux populations nouvellement alphabétisées, notamment les femmes, et soutenir les programmes d'alphabétisation et d'éducation.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé un financement de US\$ 30 000 pour ce projet. Ce montant a été investi dans l'acquisition d'un équipement informatique spécialisé, adapté à la langue bengali. Il a en outre permis d'organiser un atelier de formation, réunissant tous les membres de la rédaction de l'UNB (United News of Bangladesh) et l'ensemble de ses correspondants locaux dans le pays ; cette expérience s'est révélée très positive et elle sera renouvelée à la cadence de deux sessions par an.

RÉSULTATS OBTENUS

L'objectif principal de la création d'une agence de presse viable en langue bengali a été atteint. Il semble que ce service ait trouvé un écho favorable auprès des éditeurs de presse, si l'on en juge par le taux encourageant d'utilisation des dépêches et des images de l'UNB. Ses articles font désormais la une de nombreux journaux qui n'étaient pas très lus ; dans certains cas, ils en constituent les gros titres ; d'où l'intérêt croissant des éditeurs à l'égard du service d'informations en langue bengali. Les journalistes qui ont été interviewés ont estimé que ce service a permis d'augmenter le volume d'événements et d'images en provenance de l'étranger. Ils ajoutent que l'UNB peut très justement revendiquer sa place de numéro un du pays dans ce domaine.

CONCLUSION

L'évaluateur conclut en suggérant d'adapter la technologie du Web au traitement et au transfert des scripts en langue bengali. Cette conversion permettra de développer les moyens de communication de l'UNB et des abonnés potentiels sur Internet.

CHINE
MODERNISATION DU "QUOTIDIEN DES AGRICULTEURS" (PDC/13 CPR/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet a été conçu dans le but de mettre en œuvre un système de transmission rapide des articles et des documents photographiques en direction des imprimeries situées en province, installer un équipement et un réseau de terminaux informatiques au Centre de production de Beijing et organiser le recyclage du personnel en matière de méthodes de production et de techniques journalistiques.

MISE EN ŒUVRE

Le Conseil intergouvernemental du PIDC a approuvé un financement de US\$ 100 000 pour ce projet. Cette somme a permis l'acquisition d'un équipement informatique adapté à la gestion de la mise en page et des images (scanner couleur, logiciel, système de transmission à distance, machines de réception etc.). En outre, deux membres du personnel ont reçu une formation adéquate pour l'exploitation des nouveaux équipements. L'évaluateur observe que la mise en œuvre de ce projet ne s'est pas heurtée à la classique résistance psychologique face à des équipements de technologie avancée ; au contraire, il a pu observer un usage adroit du logiciel de PAO, une volonté d'adaptation et une approche positive du travail au sein des salles de rédaction.

RÉSULTATS OBTENUS

Le projet a eu des résultats incontestablement bénéfiques. Il est désormais possible aux imprimeries réparties dans le pays de lancer sans délai leurs éditions, alors qu'avec l'ancienne méthode (transit des plaques d'impression par avion), le retard pouvait aller jusqu'à deux jours. Grâce aux machines fac-similé, les correspondants de province disposent de beaucoup plus de temps pour la collecte et la rédaction des dépêches, l'acheminement étant pratiquement instantané. Le système informatisé de traitement des photographies en couleur a également contribué à réduire le temps nécessaire à la mise en page. Avec l'assistance du PIDC, le Quotidien des Agriculteurs a ainsi pu constituer une infrastructure de base pour la transmission rapide et fiable des documents, qui permet au journal d'apporter aux millions d'agriculteurs de Chine les informations aptes à améliorer leur productivité et leurs moyens d'existence.

CONCLUSION

Grâce à cette nouvelle infrastructure, le Quotidien des Agriculteurs dispose d'un plus large choix entre les articles rédigés par ses propres correspondants et les dépêches de l'Agence officielle Xinhua. Ceci est de nature à renforcer le pluralisme, puisque les points de vue des agriculteurs de toutes les régions de la Chine sont ainsi rapportés.

CHINE
FORMATION DE FEMMES JOURNALISTES A LA PRESSE ECRITE ET
ELECTRONIQUE (PDC/14 CPR/01)

NATURE DU PROJET

Les objectifs principaux de ce projet visaient à élaborer un plan national de formation de femmes journalistes aux médias écrits et électroniques, et améliorer les perspectives d'évolution professionnelle de celles qui résident dans les zones rurales et les régions isolées de Chine. Pour y parvenir, les activités prévoyaient l'organisation d'une grande enquête nationale ayant pour objet l'évaluation des besoins spécifiques des femmes journalistes en matière de formation, ainsi qu'en fonction de l'état du marché de l'emploi ; les conclusions de cette enquête devaient déboucher sur un accroissement des perspectives professionnelles des femmes journalistes, en particulier dans les zones rurales et les régions isolées.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet avec un financement de US\$ 35 000. L'enquête a comporté la distribution de plus de 8200 questionnaires, sur lesquels près de 6000 réponses se sont révélées exploitables. L'analyse statistique des éléments reçus a débouché sur l'élaboration d'un rapport, intitulé "Rapport d'enquête sur la situation actuelle des femmes journalistes chinoises et ses perspectives", dont le contenu a été communiquée à l'UNESCO. Ses conclusions ont été également présentées à la Quatrième Conférence mondiale des Femmes, qui s'est tenue en 1995 à Beijing.

RÉSULTATS OBTENUS

Au cours des deux années qui ont suivi la publication de ce rapport, le nombre de femmes inscrites dans les cours de formation a considérablement augmenté. Sur le plan de l'emploi, l'ACJA (Agence panchinoise des Journalistes) relève qu'avant la publication du rapport, les classes de journalisme comptaient quelque 33 % de femmes ; désormais, elles représentent près de 50 % des effectifs. D'une manière générale, il y a maintenant davantage de femmes dans les médias de masse, et une plus grande proportion de présentatrices et rédactrices en fonction dans les carrières du journalisme. Enfin, l'ACJA a indiqué qu'elle souhaiterait effectuer une deuxième enquête dans un proche avenir, afin d'évaluer les changements intervenus dans la situation professionnelle des femmes journalistes.

CONCLUSION

La collaboration entre l'Association panchinoise des Journalistes, l'Académie chinoise des Sciences Sociales et l'UNESCO a été exemplaire. Le succès du projet en témoigne, et les relations harmonieuses entre les différents partenaires ont permis de mettre en place un mécanisme de mise en œuvre parfaitement équilibré.

CHINE
RECYCLAGE DES JOURNALISTES (PDC/15 CPR/01)

NATURE DU PROJET

L'objectif de ce projet était de répondre à un besoin urgent de recyclage et de formation permanente des journalistes de Chine, où les récents changements économiques et sociaux ont stimulé une activité accrue dans le secteur des médias. Afin d'y parvenir, il était prévu d'organiser plusieurs cours de formation de trois mois pour une centaine de cadres journalistes des principaux journaux du pays (directeurs de département, rédacteurs en chef et grands reporters), contribuer à l'actualisation de leurs connaissances et de leur maîtrise des techniques de communication moderne, et organiser à Beijing un symposium sur le thème "Journalisme et économie de marché", afin d'en éclairer les aspects théoriques.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet, en lui allouant un financement de US\$ 40 000, qui ont servi à l'acquisition d'équipement, aux activités de formation et à l'évaluation finale. Un stage préparatoire a été organisé à l'intention des membres du personnel de l'Ecole en vue de les familiariser avec les équipements. Les ateliers de formation à l'informatique, au nombre de deux, ont totalisé environ 90 heures de cours et ont été suivis par un total de 80 stagiaires, provenant de 34 organes de presse.

RÉSULTATS OBTENUS

Les activités que l'ACJA a organisées dans le cadre de ce projet ont été efficacement mises en œuvre et ont obtenu des résultats incontestablement positifs. Le symposium a offert une excellente occasion aux journalistes de diverses régions de la Chine de mettre à jour leurs connaissances sur l'économie chinoise et son traitement journalistique. L'équipement acquis et les cours de formation en informatique ont constitué les éléments fondamentaux de la réussite de ce projet. Toutefois, l'évaluatrice a rencontré quelques difficultés liées à l'accessibilité des archives du projet, dans la mesure où plusieurs documents, y compris des contrats, n'ont pu être localisés. A cet égard, la gestion du projet a présenté quelques faiblesses.

CONCLUSION

L'évaluatrice considère qu'il conviendrait de prendre davantage en compte le contexte politico-culturel dans le cas d'un projet engagé dans le secteur des médias d'un pays qui a été relativement fermé et qui connaît maintenant des mutations socio-économiques considérables. Mais en définitive, elle estime que la coopération entre le PIDC et l'ACJA a constitué une expérience positive pour les deux parties.

**FIDJI
DEVELOPPEMENT DE L'INSTITUT DE FORMATION
DES JOURNALISTES (PDC/14 FIJ/01)**

NATURE DU PROJET

En collaboration avec l'Institut de formation des journalistes (FJTI), ce projet visait à appuyer l'action menée localement pour améliorer les compétences et les connaissances des journalistes fidjiens à tous les niveaux de la profession.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet en lui allouant un financement de US\$ 45 000. Ce montant a été consacré à l'acquisition de matériel audio, vidéo et informatique, ainsi qu'aux activités de formation/recyclage. Les activités préparatoires à l'exécution de ce projet ont été entreprises près de trois ans avant l'arrivée des premiers étudiants ; elles portaient sur la planification, l'élaboration du cursus, l'acquisition d'équipement, une étude internationale, la préparation de la documentation et, à terme, la formation et la gestion. Le niveau, la large participation, l'engagement personnel et la coordination au-dessus activités se sont révélées exceptionnelles ; il en est résulté une mise en oeuvre rapide et efficace du projet.

RÉSULTATS OBTENUS

Sur le plan des installations, Fidji dispose désormais d'un Institut de formation des journalistes bien adapté et raisonnablement bien équipé. Après une année d'études à temps partiel au FJTI, plus de trente jeunes journalistes fidjiens ont obtenu leur Certificat de journalisme. A ce seul résultat, il est clair que le projet a atteint les objectifs essentiels pour lesquels il était prévu. Le FJTI a édité un manuel très complet consacré à la formation au journalisme radiophonique, bien qu'il soit maintenant quelque peu dépassé pour ce qui concerne les méthodes modernes d'exploitation d'un studio radio. Sur ce point, l'évaluateur recommande que les responsables de la formation actualisent les programmes en fonction des technologies modernes de la communication, notamment en matière de journalisme électronique.

CONCLUSION

Les réformes et les aménagements réalisés au sein du FJTI vont accroître nettement ses perspectives, notamment si tous les organismes de communication importants s'y associent. L'introduction de sessions intensives pourrait attirer des étudiants provenant de tout l'archipel ainsi que d'autres pays ; ainsi, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a exprimé son intérêt. Pour sa part, le gouvernement fidjien envisage son engagement sur le long terme et souhaite que soient formés des journalistes expérimentés, faisant preuve de maturité et assurant une couverture de l'information de qualité, indépendante et fiable.

ILES COOK DEVELOPPEMENT DE LA TELEVISION (COOKTEL) (PDC/15 CKI/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet consistait à améliorer et développer la capacité de production locale de la CIBC (Cook Islands Broadcasting Corporation) grâce à la fourniture de matériel moderne de production, et la formation du personnel à l'exploitation et à l'entretien du nouvel équipement numérique. En outre, il comportait un programme destiné à développer la production télévisée de la CIBC en direction des îles éloignées.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet avec un financement de US\$ 45 000. Ce crédit a été consacré à l'acquisition de matériel numérique de prises de vues (DVCPRO) et de montage vidéo (AVID). Toutefois, la mise en œuvre a été retardée par la crise économique qu'ont connue les Iles Cook. Elle a entraîné la privatisation de la Broadcasting Corporation, qui a donné naissance à une nouvelle société, la Cook Islands Television (CITV). Pour que cette dernière soit viable, il était nécessaire de disposer d'un matériel moderne et performant. Cet équipement a été livré et installé sous le contrôle du Conseiller technique, qui a organisé un cours de formation consacré aux fonctions de base de l'unité de montage virtuel. Au moment de l'évaluation, plusieurs membres de l'équipe de production étaient en mesure de travailler sur AVID et maîtrisaient la caméra numérique.

RÉSULTATS OBTENUS

Avec les nouveaux équipements, il est maintenant possible de produire davantage de programmes avec un personnel plus réduit et polyvalent. La production locale a considérablement augmenté ; l'actualité, les événements sportifs et culturels sont largement couverts ; la Société possède également une équipe chargée de réaliser des spots publicitaires, car elle les intègre désormais dans la gestion de son autosuffisance. Pour ce qui concerne les îles éloignées, plusieurs producteurs de CITV s'y sont rendus pour ramener des reportages ; la Société prévoit d'y envoyer des équipes chaque mois afin de renforcer les échanges d'informations au sein de l'archipel.

CONCLUSION

La mise en œuvre de ce projet s'est révélée excellente, grâce à l'activité déployée par le Directeur de la Télévision. L'analyse de la situation et l'évaluation de l'installation ont été conduites avec efficacité. CITV est gérée comme une entreprise commerciale ; mais dans le cadre d'un marché aussi réduit, il s'agit surtout de la faire fonctionner de façon viable. Les mesures prises pour atteindre l'autosuffisance dans des délais aussi courts dénotent la volonté de la Société d'assurer au mieux sa pleine autonomie.

INDE
FORMATION D'ENQUETEURS AU CENTRE DE RECHERCHES SUR LA
COMMUNICATION DE MASSE (PDC/13 IND/01)

NATURE DU PROJET

Dans le cadre d'activités visant à définir les priorités de développement de la communication en Inde pouvant être mises en œuvre par le MCRC (Centre de Recherches sur la Communication de Masse), ce projet prévoyait de constituer un noyau de chercheurs expérimentés et de développer leurs aptitudes aux enquêtes sur le terrain, acquérir les équipements nécessaires à la collecte de données et offrir à 30 stagiaires un programme intégré d'actions de formation.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a accordé un financement de US\$ 90 000 à ce projet, apport complété ultérieurement par un crédit de US\$ 18 000 destiné à couvrir l'acquisition d'équipements complémentaires audio et de matériel informatique de traitement de données. Les cours associaient des enseignements théoriques donnés par des experts spécialisés dans les domaines qui touchent à l'amélioration des conditions de vie, à l'organisation d'enquêtes sur le terrain. A noter que l'Université leur a accordé le statut de "cours diplômants".

RÉSULTATS OBTENUS

Un noyau de base de formateurs a ainsi été constitué. Les stagiaires ont procédé à des analyses d'impact et à des enquêtes de réactions d'envergure nationale. A titre d'exemple, un groupe de stagiaires a fourni des données de recherches utiles au film "Stopper le sida", réalisé par le MCRC pour le Département de la Jeunesse et des Sports et le Ministère du Développement des Ressources humaines. Dans l'ensemble, les objectifs immédiats du projet ont été atteints. L'évaluateur souligne qu'un sentiment de motivation a émergé parmi les étudiants, chercheurs et enquêteurs de terrain dans le domaine des études en communication, tant à Jamia Millia que dans d'autres universités et organismes nationaux de recherches sur les médias.

CONCLUSION

Le programme de formation de formateurs que le MCRC diffuse par satellite sur tout le pays, ainsi que les projets de recherches entrepris pour le compte d'agences gouvernementales sur des questions d'importance nationale, pourront désormais être conduits de manière plus scientifique, grâce à la collecte et l'analyse régulière des opinions des utilisateurs. Cette perspective concrétise la contribution que le projet a apportée au développement du pluralisme dans le pays.

**KAZAKHSTAN DEVELOPPEMENT DE LA STATION DE RADIO
INDEPENDANTE "RADIO MAXIMUM"
(PDC/14 KZH/01)**

NATURE DU PROJET

"Radio Maximum" est une station de radio indépendante qui couvre la capitale Almaty. Dans le cadre de la politique de promotion des médias indépendants et pluralistes en Asie entreprise par le PIDC, cette station a soumis un projet portant principalement sur l'acquisition d'équipements techniques (production et liaisons H.F.), et sur l'organisation sur place de stages de formation technique de courte durée destinés aux personnels d'exploitation de la station.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé le financement de ce projet à hauteur de US\$ 70 000. Cette allocation a permis d'équiper deux studios de production et un studio d'émission doté de liaisons avec l'émetteur. Diverses raisons juridiques ont conduit "Radio Maximum" à changer de nom ; elle est ainsi devenue "Radio Max". Toutefois, au moment où les équipements fournis par l'UNESCO étaient prêts à être mis en service, des difficultés de collaboration survenues entre les deux directeurs de Radio Max ont malheureusement conduit à une scission. Il en est résulté l'apparition de deux stations : Radio Max et Radio M. Après ce remaniement, il convenait de décider de la répartition de l'équipement fourni par l'UNESCO ; ce ne fut pas chose facile de le scinder en deux lots. Afin que chacune des deux parties du matériel puisse demeurer fonctionnelle, il a été décidé de demander à l'UNESCO un crédit supplémentaire de 4 000 dollars.

RÉSULTATS OBTENUS

Aujourd'hui, six stations de radio émettent sur Almaty. Mais les deux stations issues de Radio Maximum sont toujours considérées comme les mieux équipées de la capitale. La viabilité de Radio Maximum, ou plutôt celle de ses deux héritiers, Radio Max et Radio M, a été renforcée. En fait, si l'on considère le déroulement des opérations, ce n'est pas une, mais deux stations qui ont ainsi été équipées par l'UNESCO. Pour ce qui concerne le personnel, la formation qui a été conduite dans le cadre du projet a couvert de façon satisfaisante les besoins réels liés à l'exploitation du nouveau matériel.

CONCLUSION

Grâce au renforcement des capacités de Radio Maximum – et de ses héritiers – le grand public a pu avoir accès à des sources alternatives d'actualité, d'information et de divertissement, à Almaty et même au-delà. Il convient de préciser qu'après la scission, les deux stations sont demeurées fidèles aux orientations définies au départ en matière de diffusion d'une information indépendante et de programmes populaires et dynamiques.

KAZAKHSTAN
FORMATION AUX METIERS DU JOURNALISME ET DES MEDIAS A
L'UNIVERSITE D'ETAT DU KAZAKHSTAN (PDC/15 KZH/01)

NATURE DU PROJET

L'objectif principal de ce projet consistait à renforcer le niveau de l'enseignement du journalisme et de la formation aux médias de masse à la JOURFAC, grâce à l'échange d'enseignants avec des institutions étrangères similaires, approfondir l'expertise pour la réforme des cursus, et installer des studios-écoles modernes pour la radio et la télévision, ainsi qu'une imprimerie et une bibliothèque de documentation.

MISE EN ŒUVRE

Un montant de US\$ 71 000 a été approuvé par le PIDC pour soutenir ces activités. Toutefois, l'ensemble des ressources s'est révélé insuffisant pour atteindre la totalité des objectifs à court terme. En effet l'allocation du P.I.D.C. a été intégralement consacrée à l'acquisition et l'installation d'équipement audio, vidéo et informatique, fournitures, rénovation de locaux et ameublement. Pour achever cette phase, le Bureau régional de l'UNESCO a même dû prélever un complément de US\$ 5000 sur le Programme Régulier ; dès lors, il ne restait que fort peu de crédits pour la formation pratique et pour les échanges.

RÉSULTATS OBTENUS

Le projet a doté la Faculté de l'équipement audio, vidéo et informatique indispensable à la formation pratique des étudiants. Elle est désormais en mesure de leur offrir un plus large éventail de cours en studio qui leur ouvrent plus aisément l'accès à des emplois dans les médias. L'évaluateur relève néanmoins que l'enseignement du journalisme dans une institution académique est confronté à un paradoxe : la plupart des enseignants pourvus de diplômes universitaires qui possèdent le droit d'enseigner à ce niveau ont une faible expérience en matière d'exploitation radio et télévision, alors que les professionnels des médias en activité n'ont pas les qualifications requises pour l'enseignement universitaire... C'est la raison pour laquelle un échange de professeurs, qui est intervenu avec l'Université d'Etat de l'Oklahoma, s'est révélé particulièrement précieux, dans la mesure où il a fait venir pour de longs séjours des professeurs expérimentés en journalisme et en communication de masse.

CONCLUSION

On peut regretter que ce projet n'ait pas disposé de suffisamment de ressources pour atteindre les objectifs visés ; en toute hypothèse, l'Université n'ayant pas prévu de provisions budgétaires pour la formation, et ses contributions en nature étant de valeur imprécise, il est peu probable que tous les angles du projet auraient pu être couverts de manière satisfaisante. En définitive, cet excellent projet était, peut-être, un peu trop ambitieux.

KAZAKHSTAN
JOURNAL POUR LES AGRICULTEURS VOISINS DE LA MER D'ARAL
(PDC/19 KZH/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet avait pour objectif de créer un hebdomadaire indépendant, spécialisé dans les questions agricoles et commerciales, à l'intention des agriculteurs de la région de la mer d'Aral. Cette publication, "Kasipker", (L'homme d'affaires) se situait dans le créneau du développement des méthodes modernes en matière de gestion agricole.

MISE EN ŒUVRE

Le P.I.D.C. a approuvé ce projet avec un financement de US\$ 30 000. Ce montant a servi à l'acquisition de matériel informatique, à couvrir des frais d'impression (papier journal), et à des honoraires de consultant pour un séminaire de formation. Les activités ont été, dès le début, prises en main par le Conseiller régional pour la Communication, en liaison avec le coordonnateur du projet, dans la mesure où l'association soumissionnaire ne possédait pas l'expérience requise en matière de collaboration avec une organisation internationale. Aucun problème n'a été signalé, et la coopération entre les parties s'est révélée harmonieuse.

RÉSULTATS OBTENUS

L'hebdomadaire "Kasipker" est le premier de son genre dans la région. L'environnement de la mer d'Aral ayant été déclaré "zone de catastrophe écologique", cette publication apporte des réponses aux préoccupations de la population, en même temps qu'elle consacre de nombreux articles à la gestion rationnelle des exploitations et à l'économie de marché. Même si, dans l'immédiat, sa diffusion n'est pas encore très étendue, l'évaluateur souligne que ce projet a répondu à un besoin clairement exprimé d'une information indépendante, professionnelle et concrètement utilisable par les lecteurs. En outre, ses perspectives d'autosuffisance sont renforcées par des activités complémentaires (publicitaires et commerciales).

CONCLUSION

En dépit d'un financement modeste, le PIDC a permis la création d'un organe de presse utile à l'économie du Kazakhstan, dans sa mutation vers l'économie de marché. D'autres projets de cette nature, conclut l'évaluateur, doivent être encouragés et soutenus.

RÉPUBLIQUE KIRGHIZE
CREATION D'UN CENTRE DE DOCUMENTATION DES MEDIAS (PDC/14
KIZ/01)

NATURE DU PROJET

Cet important projet a été conçu pour contribuer au développement de la presse indépendante en Asie centrale grâce à la création d'un Centre de documentation susceptible de servir de cadre à des activités de formation journalistique, l'accès des petites entreprises indépendantes de presse écrite à de l'équipement informatique (PAO) pour leurs productions, et la constitution une bibliothèque de référence à l'usage des journalistes et autres professionnels des médias.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet en lui attribuant un financement de US\$ 75 000, investi dans l'acquisition d'un équipement de PAO, du matériel destiné à la production/formation en vidéo et en radio, de la documentation de base (livres et abonnements) pour la bibliothèque de référence, ainsi que des matériels pédagogiques ; il a également permis d'assurer la collaboration de consultants/formateurs. Dès que les installations sont devenues opérationnelles, cours, séminaires, ateliers de formation, initiation à la PAO, enquêtes, conférences de presse, voyages d'études se sont succédés ; ces activités étaient répercutées dans la Lettre d'information que le CDM publie en russe et en anglais.

RÉSULTATS OBTENUS

En trois ans d'existence du CDM, plus de 100 séminaires et conférences ont été organisés, et 30 conférences de presse tenues. Les cours d'anglais ont attiré plus de 500 journalistes, tandis que 230 professionnels suivaient les cours d'informatique. D'éminents journalistes, qui exercent un droit de regard sur la gestion du Centre, ont également mis sur pied un Club de la Presse, appelé à devenir lieu de contact entre personnalités officielles, presse d'Etat et médias indépendants. Une enquête sur les médias de masse, conduite sous l'égide du CDM, est devenue la bible incontournable de tous les professionnels des médias. Le CDM est récemment devenu ONG, et une Unité de production TV a été mise en place. Elle offre ses services aux donateurs et aux agences d'envergure bilatérale et multilatérale ; on a toutes les raisons de penser qu'elle contribuera efficacement à la viabilité du Centre.

CONCLUSION

Les résultats de ce projet sont tout à fait impressionnants, qu'il s'agisse de cours d'anglais ou de sessions de formation pratique. Selon la Lettre d'Information de l'ABU, les professionnels des médias savent qu'à Bishkek, le Centre de documentation est désormais incontournable. En outre, comme il a acquis le statut d'ONG, il est en fait le Centre de documentation des médias pour l'Asie centrale.

RÉPUBLIQUE KIRGHIZE
DEVELOPPEMENT DES STATIONS DE RADIO INDEPENDANTES (PDC/15
KIZ/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet visait à contribuer au développement de la radiodiffusion indépendante en République Kirghize, en dotant deux stations privées, Radio Pyramida et Radio Almaz, d'équipements de studio les mettant en mesure d'assurer une production autonome et d'améliorer la qualité technique de leurs programmes.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a accordé une subvention de US\$ 60 000 à ce projet, qui à l'origine portait sur les deux stations mentionnées ; par la suite, une troisième station, Max-CN a été intégrée parmi les bénéficiaires du projet. Parvenu en République Kirghize avec plusieurs mois de retard, le matériel a été rapidement installé et mis en service. Pour ce qui est de la formation, elle ne semble pas avoir été prévue à Radio Pyramida ; pour Radio Almaz, elle a été dispensée au Centre de Documentation des Médias (CDM) financé par le PIDC ; à Max-CN, elle a été conduite sous l'égide de la Fondation Soros. En dépit des importants délais de livraison constatés, l'évaluateur considère que le projet n'en a pas moins avancé sans difficulté majeure. Il ajoute pourtant que bien que tous les bénéficiaires aient été invités à plusieurs reprises à profiter des cours de formation organisés au CDM, seule Radio Almaz semble l'avoir fait.

RÉSULTATS OBTENUS

1) Radio Pyramida : cette station est considérée comme celle qui a le mieux réussi et qui bénéficie de la part de marché de la plus importante. L'équipement de studio permet une production de qualité professionnelle et, grâce à l'assistance du PIDC, ses recettes ont augmenté de 30 %. En outre, elle a porté la durée de ses transmissions à 24 heures. 2) Max-CN : l'assistance du PIDC lui permet d'émettre 24 h / 24 ; elle a diversifié sa programmation en offrant des forums de discussions et des émissions où les auditeurs peuvent intervenir en direct, grâce au nouvel équipement de reportage. 3) Radio Almaz : cette jeune station possède une équipe permanente de huit personnes, elle émet 24 h / 24 et diffuse des informations, des programmes sur le développement et des variétés dans un format compétitif. Elle propose également des émissions interactives en direct, procédé quelque peu périlleux qui peut, à l'occasion, faire passer à l'antenne des propos d'une rude franchise. Enfin, le consultant a noté le nombre élevé de femmes occupant des postes de responsabilité dans ces stations.

CONCLUSION

Les résultats positifs de ce projet sont multiples : outre que les bénéficiaires en ont tiré le plus grand profit, le renforcement des médias privés constitue un élément majeur dans le processus de démocratisation.

RÉPUBLIQUE KIRGHIZE
FORMATION DES JOURNALISTES A L'UNIVERSITE NATIONALE KIRGHIZE
(PDC/16 KIZ/01)

NATURE DU PROJET

Améliorer le niveau du journalisme en République Kirghize en fournissant à la Faculté de journalisme de l'UNEK des équipements de PAO et le matériel audiovisuel nécessaire à la formation pratique dans tous les domaines du journalisme : reportage, production, éthique professionnelle et gestion d'entreprises de presse.

MISE EN ŒUVRE

Ce projet a été approuvé par le PIDC avec un financement de US\$ 60 000, qui ont été affectés à l'acquisition d'un ensemble de matériel de PAO (11 ordinateurs, périphériques), et d'un petit équipement de vidéo. Au cours d'une première phase, le PIDC avait offert à l'UNEK un studio de radio et la formation appropriée. Cette fois, l'équipement vidéo avait pour but de relancer le Département des médias électroniques, l'équipement de PAO étant destiné à la formation pratique des journalistes.

RÉSULTATS OBTENUS

Divers problèmes d'organisation sont venus perturber le schéma prévu. Le matériel vidéo a été installé mais, à la suite d'un déménagement, il a dû être transféré deux mois plus tard dans un autre bâtiment ; un temps précieux a ainsi été perdu. A l'arrivée d'un des consultants, l'équipement du studio était encore dans ses cartons, personne dans le Département ne sachant comment le monter. Le personnel enseignant n'était pas en mesure d'aider à l'installation technique par manque d'expérience et ne semblait pas réaliser, de l'avis de l'évaluateur, la nécessité absolue d'une réforme des cursus pour l'acquisition d'un savoir-faire pratique. Le Bureau de l'UNESCO à Almaty et le Centre de Documentation des Médias de Bishkek ont installé le matériel de PAO et formé des enseignants à son exploitation ; cependant, comme il n'y avait pas de mode d'emploi en langue russe, l'équipement n'a jamais été pleinement utilisé. Sur le plan de la gestion, l'évaluateur déclare n'avoir pu avoir accès qu'à un nombre restreint de documents financiers du projet, et aurait souhaité davantage de transparence dans ce domaine : la Faculté ne semble pas maîtriser les procédures administratives inhérentes à un projet mis en œuvre avec un organisme international. Enfin, le consultant a noté que les deux premiers ordinateurs personnels du studio avaient disparu.

CONCLUSION

Bien que sous-utilisé, le matériel fourni par le PIDC a cependant permis à la Faculté d'améliorer le niveau académique ainsi que la formation des étudiants. Mais les objectifs n'ont pas vraiment été atteints pour des raisons structurelles inhérentes à la Faculté, bien que d'une manière générale les investissements aient été pertinents.

KIRIBATI
PROJET DE DEVELOPPEMENT DU JOURNAL "TE UEKERA" (PDC/13 KIR/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet avait pour objectif de procurer à la Broadcasting and Publications Authority (BPA) de Kiribati un équipement moderne pour l'impression de son journal et ses travaux de laboratoire, et former son personnel aux techniques de l'impression des journaux en offset, ainsi qu'aux procédés de photocomposition et de clichage.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet en lui allouant un financement de US\$ 90 000. Un consultant de l'UNESCO a été appelé à apporter son concours à l'installation et organiser la formation du personnel à l'exploitation du nouveau matériel. La presse offset et l'équipement informatique ont ainsi été installés dès réception et mis en service sans aucun problème.

RÉSULTATS OBTENUS

Dès que les conditions techniques et humaines ont été réunies, Te Uekera a pu reprendre une parution qui avait été interrompue après une longue période d'incertitude et de retards. Sa ponctualité est désormais assurée, ce qui a entraîné une notable reprise des ventes. Le matériel moderne d'impression en offset a permis d'améliorer sa présentation de manière sensible; le personnel de Te Uekera assure désormais seul sa rédaction et son impression. De plus, l'acquisition d'un matériel lui appartenant en propre a permis à Te Uekera de diversifier ses activités en réalisant à des fins commerciales la composition et l'impression d'autres documents dans les intervalles où ce matériel n'est pas utilisé pour la production du journal. Cette nouvelle source de revenus l'a aidé à renforcer son autonomie financière.

CONCLUSION

Te Uekera paraît désormais régulièrement tous les quinze jours. Le tirage sur le principal atoll, Tarawa, a augmenté et atteint à nouveau les 2000 exemplaires. Les annonceurs reviennent, les travaux exécutés pour des clients extérieurs renflouent les caisses et accroissent les perspectives d'autosuffisance. Enfin, le développement de Te Uekera augmente les chances d'une diversification des sources d'information.

KIRIBATI DEVELOPPEMENT DE LA RADIO (K-BROAD) (PDC/14 KIR/01)

NATURE DU PROJET

Le projet initial visait à moderniser un studio de Radio Kiribati pour qu'il puisse y être procédé à des enregistrements stéréophoniques de musique locale destinés à la production de cassettes (à titre commercial), et organiser une formation aux techniques modernes d'enregistrement sonore. En outre, il prévoyait l'informatisation de la rédaction de la radio, associé à la formation correspondante.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet en lui allouant un financement de US\$ 28 000. L'intégralité de ce crédit, auquel se sont ajoutés quelques fonds locaux, a été consacrée à l'acquisition de deux tables de lecture et de deux magnétophones, essentiellement utilisés pour améliorer la qualité technique des programmes. La mise en œuvre du projet s'est donc trouvée limitée, mais n'en a pas moins obtenu des résultats qui ont entièrement satisfait la BPA, bien qu'un certain délai ait été observé entre l'approbation par le PIDC et sa notification au bénéficiaire.

RÉSULTATS OBTENUS

Radio Kiribati n'a pas une exploitation sophistiquée, mais travaille avec efficacité et de manière rationnelle, tout comme l'ont été les résultats de ce projet. Tous les objectifs n'ont pu être atteints, car la production radiophonique en a bénéficié plus que l'enregistrement proprement dit. Mais le meilleur usage possible a été fait de l'allocation du PIDC, et le niveau des programmes diffusés à Kiribati, que ce soit en matière d'information, d'éducation ou de divertissement, a nettement progressé. En résumé, avec la mise en place de l'équipement moderne, la qualité technique des transmissions s'est trouvée considérablement améliorée.

CONCLUSION

Bien que nettement réduite par rapport aux objectifs initiaux du projet, l'assistance du PIDC s'est révélée d'un grand secours, en ce qu'elle a donné une impulsion à la poursuite du développement de la radio à Kiribati. Mais il reste encore beaucoup à faire pour mener à bien l'extension de la couverture géographique des émetteurs, ainsi que le renforcement des moyens informatiques de la rédaction, ce dont la radio a maintenant le plus grand besoin.

LAOS

DEVELOPPEMENT DU RESEAU DE COMMUNICATION DE L'AGENCE NATIONALE D'INFORMATION (PDC/12 LAO/01 – PDC/16 LAO/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet a été exécuté en deux phases : le développement et la modernisation du réseau de télécopie de KPL (Agence Nationale d'Information du Laos), et son extension, en l'occurrence l'augmentation du volume des dépêches traitées.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a doté la première phase d'un financement de US\$ 95 000, et la deuxième phase d'un montant de US\$ 40 000, soit un total de US\$ 135 000. Ces crédits ont été affectés à l'acquisition d'équipement informatique, avec ses périphériques et pièces de rechange, et d'émetteurs/récepteurs spécialisés. L'installation et la mise en service se sont déroulées sans problème, et selon le plan prévu.

RÉSULTATS OBTENUS

Un plus grand volume d'informations nationales constitue un élément clé dans le processus de développement d'un pays. L'équipement fourni par le PIDC a placé KPL à un niveau international, en lui permettant d'ouvrir un site Internet, offrant ainsi au Laos une autre vitrine sur le monde. Avec le système fiable de collecte et de distribution des dépêches dont elle dispose désormais, la Direction de KPL va pouvoir diversifier ses services et sa clientèle, c'est-à-dire commercialiser des produits à forte valeur ajoutée comme les bulletins économiques, et réhabiliter sa précieuse photothèque pour en tirer un profit, utile à sa viabilité et à son autonomie.

CONCLUSION

La gestion du projet s'est déroulée sans contretemps majeur, et une collaboration étroite a été établie entre l'Agence et le Conseiller Régional pour la Communication de Kuala Lumpur. Le personnel technique l'Agence assure avec enthousiasme et efficacité une mise en œuvre viable du projet.

LAOS

DEVELOPPEMENT DU RESEAU PROVINCIAL DE RADIODIFFUSION (PDC/13 LAO/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet avait pour but d'offrir aux provinces reculées du pays un meilleur accès aux programmes de radiodiffusion, grâce à un apport en matériel d'émission FM, associé à des stages de formation aux diverses techniques de la production, du journalisme et de la technique (exploitation et maintenance).

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a accordé un financement de US\$ 80 000 à ce projet. Ce crédit a été consacré à l'acquisition d'émetteurs FM, de matériel de production et de consommables. Il a également permis d'organiser la formation des personnels concernés, en collaboration avec Deutsche Welle. L'équipement a été installé dans les stations provinciales de Xaignburi, Luang Prabang, Luang Namtha et Oudomxay, et les responsables interrogés s'en sont déclarés très satisfaits.

RÉSULTATS OBTENUS

L'évaluateur fait observer l'importance des problèmes posés par le manque de pièces détachées lorsque surviennent des pannes, et le déficit d'assistance technique de la part des fabricants, alors qu'une solution d'évidence serait de faire confiance aux techniciens et experts nationaux pour choisir eux-mêmes les équipements qui conviennent le mieux à leurs besoins. En effet, avec la responsabilité de ce choix, ils pourraient se procurer des matériels moins onéreux fabriqués en Asie, rendant ainsi plus facile le remplacement des pièces défectueuses en cas de besoin. L'évaluation a permis d'encourager le lancement d'une seconde phase de ce projet, qui prévoit l'attribution d'une aide similaire à six autres stations provinciales du pays.

CONCLUSION

Ce projet a été bien conçu, car il tenait compte de l'évaluation des besoins qui avait été effectuée sur place, à Vientiane et dans les provinces. L'installation des matériels et la formation qui a été dispensée correspondaient aux besoins techniques des stations concernées, bien que la couverture des communautés isolées du pays ne soit pas encore achevée, du fait de la portée relativement limitée des émetteurs FM.

NÉPAL
PROJET D'ENREGISTREMENT DE LA MUSIQUE FOLKLORIQUE NEPALAISE
(PDC/10 NEP/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet avait pour objectif d'assurer la sauvegarde des musiques folkloriques du Népal, protéger et développer la culture traditionnelle népalaise qui tend actuellement à s'affaiblir, et mettre en place un Centre de documentation musicale ayant pour mission d'encourager les recherches dans les domaines qui appartiennent au patrimoine folklorique du Népal.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet avec un financement de US\$ 90 000. Ce montant a été utilisé à l'acquisition de magnétophones (de studio et de reportage), micros, casques et un petit lot de consommables. Au moment de la livraison du matériel, de nouveaux studios étaient en construction, ce qui allait entraîner un retard de trois ans dans la mise en œuvre. Pendant cette période, l'équipement fourni par le P.I.D.C. est demeuré inutilisé. Pourtant, au moment où l'évaluation a été conduite, la Télévision Népalaise a assuré le consultant que l'équipement était réellement en service, bien qu'elle ait admis que ce n'était pas totalement dans le cadre de l'usage prévu, et qu'une partie avait été mise à la disposition d'un Forum de journalistes.

RÉSULTATS OBTENUS

Pour la Direction de la Télévision Népalaise, les objectifs ont été atteints : une série de dix programmes de télévision d'une heure portant sur la culture et les traditions népalaises a été produite, en partenariat avec la Télévision Finlandaise. Une Division des Programmes Culturels a été créée. Elle a pour mission d'enregistrer les chants, la musique et les danses des différents groupes ethniques pour la réalisation de documentaires culturels. Pourtant, bien que cette unité produise incontestablement des documents utiles, l'on ne peut guère la considérer comme le Centre de Documentation musicale prévu par le projet car, dans le cas présent, le pays n'avait aucune expérience préalable en matière de création d'un tel Centre ; en outre, aucun budget n'était prévu pour la formation ou pour les consultations techniques.

CONCLUSION

La préservation du patrimoine du Népal en matière de chants populaires et de musique traditionnelle mérite naturellement une assistance internationale. Toutefois, il est possible que quelques-uns des domaines concernés par ce projet se situent hors de la compétence du secteur de la communication.

NÉPAL
INSTITUT DE PRESSE DU NEPAL (PDC/14 NEP/01)

NATURE DU PROJET

Dans le contexte du développement des médias indépendants et pluralistes au Népal, ce projet visait à consolider la viabilité financière de l'Institut de Presse du Népal (NPI). Le plan d'extension de ses activités devait également bénéficier d'apports stratégiques destinés à l'infrastructure de distribution.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet en lui accordant un financement de US\$ 45 000. Ce crédit a été consacré à l'organisation d'ateliers de formation à l'intention des journalistes, l'octroi de bourses pour le journalisme rural, la sélection et la distribution des Prix de journalisme et la publication de manuels pédagogiques. L'Institut de Presse du Népal est une ONG réputée qui a déjà contribué de façon significative au développement des médias dans le pays, ses activités de formation n'étant pas les moindres. Or le projet mis en œuvre par le PIDC se trouvait être complémentaire avec des actions entreprises par DANIDA en faveur de Centres de Documentation en province. Aussi, en renforçant les moyens de l'Institut, le PIDC lui a permis d'entreprendre le programme de développement plus ambitieux financé par DANIDA.

RÉSULTATS OBTENUS

Au cours de l'exécution du projet, qui s'est déroulée conformément aux prévisions, l'Institut a entrepris d'importantes réformes de ses services de distribution. Une aide fort bienvenue a été apportée à la formation, à la production de manuels pédagogiques ainsi qu'à d'autres activités prévues dans le cadre du programme d'extension de l'Institut. Aussi, les résultats de ce projet ont-ils largement répondu aux attentes par rapport aux modestes crédits investis. Deux des activités (les ateliers mobiles et les bourses pour des reportages sur le monde rural) ont dépassé les prévisions.

CONCLUSION

Bien que le montant de l'assistance octroyée ait été nettement inférieur à ce qui avait été demandé, les objectifs prévus ont quand même pu être atteints. En dehors des apports en matériel, l'aide que l'UNESCO/PIDC a apportée à ce projet a eu un important retentissement psychologique sur l'ensemble de la scène médiatique. Le choix d'un partenaire national fiable et hautement motivé a été le facteur déterminant qui a assuré son succès.

NÉPAL **RADIO SAGARMATHA (PDC/15 NEP/01)**

NATURE DU PROJET

Dans le contexte de la promotion de l'indépendance et du pluralisme des médias, ce projet visait à créer à Katmandou une radio communautaire pilote de faible puissance et d'un coût modéré, et former un corps de spécialistes dans les domaines de la programmation et de la technique, dans la perspective d'une extension du projet dans le pays. La création de Radio Sagarmatha a été encouragée dès le départ par l'Institut de Presse du Népal (NPI), la Worldview International Foundation (Népal) et l'Association Himal.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet avec un financement total de US\$ 60 000. Ce montant a permis l'acquisition de matériel d'émission FM, de production et de reportage, l'organisation de stages de formation professionnelle et un abonnement à Internet. Parallèlement à la livraison des équipements, les sessions de formation à la production et à la technique se sont poursuivies, de même que la constitution de stocks de programmes. Ainsi, les activités de mise en œuvre ont été strictement conformes aux objectifs du projet.

RÉSULTATS OBTENUS

A l'issue de la formation, un petit studio a été installé au Bureau du NEFEJ à Thapathali, concrétisant la création d'une station de radio d'intérêt général au service des nombreuses communautés qui vivent dans la Vallée de Katmandou. Toutefois, les excellents résultats de ce projet ne doivent pas faire oublier que la licence d'émission délivrée par le Ministère de l'Information et des Communications stipule un certain nombre de conditions dont quelques-unes apparaissent restrictives, voire contraire aux principes du pluralisme démocratique dans les médias. Entre autres : limitation de la durée et de la puissance des émissions, interdiction d'aborder les questions politiques, de diffuser des programmes commerciaux ou de faire appel à des sponsors, présence d'un représentant du Ministère au Conseil d'administration. L'organisme chargé de la mise en œuvre a jugé sage de ne pas se mettre en situation d'affrontement aussi longtemps que ces conditions ne constituent pas des obstacles majeurs au fonctionnement et aux objectifs de la station, même si la question de son autosuffisance reste posée.

CONCLUSION

En dépit des difficultés rencontrées, surtout d'ordre administratif et réglementaire, les résultats obtenus par ce projet et leur impact sur le processus de démocratisation au Népal constituent une ample justification des investissements consentis. Enfin, l'évaluateur recommande que les conditions qui régissent l'attribution des licences à des radios communautaires soient révisées à la lumière des pratiques internationales. Il pourrait être fait appel à l'expérience de l'UNESCO en la matière.

NIOUE
DEVELOPPEMENT DE LA TELEVISION (NIUTEL) (PDC/15 NIU/01)

NATURE DU PROJET

Les objectifs du projet initial répondaient exactement au besoin de doter la BCN (The Broadcasting Corporation of Niue) de studios modernes permettant d'offrir à la population de Niue un service télévisuel performant et moderne.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet en le dotant d'un financement de US\$ 55 000, qui a été intégralement investi dans l'acquisition d'une unité complète de montage virtuel pour la télévision. Un stage de formation professionnelle à l'exploitation de ce nouveau matériel a été organisé dès que les équipements ont été installés et mis en service. Le Conseiller Régional pour la Communication et le Directeur de la BCN ont assuré une mise en œuvre rapide et efficace du projet, jusque dans les points de détail, comme le fait de faire acquitter les factures directement par l'UNESCO afin d'éviter les frais bancaires, très élevés dans la région.

RÉSULTATS OBTENUS

La BCN dispose de nouveaux bâtiments permanents qui abritent l'ensemble des studios et des bureaux de la Radio-Télévision. Le banc de montage virtuel a permis d'améliorer considérablement la qualité technique des émissions et permet en outre de produire plus rapidement les journaux télévisés. L'ancien matériel peut maintenant servir à la production de programmes indépendants réalisés par les divers groupements et associations de l'île.

CONCLUSION

L'évaluatrice relève avec satisfaction que le gouvernement de Niue soutient le développement des médias dans un contexte économique instable, et suggère que le PIDC continue à soutenir les projets de formation avancée en production audiovisuelle, afin d'aider à la promotion de la culture de Niue par la télévision sur la scène régionale et internationale.

OUZBÉKISTAN
CREATION D'UN CENTRE DE DOCUMENTATION POUR LES MEDIAS (MRC)
(PDC/17 UZB/01)

NATURE DU PROJET

Le document de projet prévoyait la création d'un Centre de documentation pour les médias à Tachkent, ayant mission d'offrir aux journalistes et professionnels de la communication un accès aux équipements, à la documentation et à la formation, pour un renforcement de leurs compétences et de leur savoir-faire dans une optique internationale. Il était prévu que les activités de ce projet seraient conduites par des organismes locaux de formation, l'Union des journalistes, les agences de presse et autres institutions.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet avec un financement de US\$ 55 000, essentiellement consacré à l'acquisition de matériel informatique et d'équipement audio et vidéo. La coopération entre la Commission nationale et le RCA à Almaty est apparue tout à fait satisfaisante, et l'on peut considérer que la gestion du projet a été raisonnablement bien conduite. En dépit de quelques retards dans la livraison des équipements, son exécution s'est déroulée sans problèmes majeurs.

RÉSULTATS OBTENUS

Le MRC est devenu le premier Centre en Ouzbékistan capable d'assurer une formation sur du matériel numérique audio et vidéo, alors même que la Radio-Télévision nationale n'en dispose pas. Il a entrepris d'organiser une série d'ateliers et de séminaires de formation, nationaux, régionaux et internationaux, a procédé à l'édition du "Bulletin du MRC" en anglais, ouzbek et russe, produit un clip vidéo et divers courts métrages, a réalisé et édité un CD sur l'enseignement de l'informatique et produit des matériels pédagogiques consacrés à la PAO et à l'exploitation audio et vidéo. Le MRC a également conduit un certain nombre d'actions communes avec le Centre International de formation continue des journalistes de Tachkent.

CONCLUSION

L'évaluateur conclut en souhaitant que le gouvernement de l'Ouzbékistan puisse continuer à encourager les programmes de recyclage destinés aux journalistes locaux et soutenir les activités du MRC. L'évolution de la situation socio-économique du pays implique que les professionnels de la communication soient plus qualifiés et mieux aptes à remplir leurs fonctions, afin de promouvoir le développement de médias libres et indépendants.

PAKISTAN
INFORMATISATION DE L' "ASSOCIATED PRESS OF PAKISTAN" (APP)
(PDC/11 PAK/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet visait à renforcer le rendement de l'Associated Press of Pakistan (APP) en modernisant son équipement par l'informatisation du traitement de l'information et du réseau de distribution.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a attribué un financement de US\$ 66 000 à ce projet, intégralement consacré à l'acquisition d'équipement informatique et de divers matériels de communication. Il convient de reconnaître qu'à ses débuts, ce projet a été confronté à deux problèmes majeurs : l'appréhension du passage à l'informatique au sein des collaborateurs de l'APP, et l'insuffisance d'un appui technique initial auprès des abonnés. En outre, de nombreux cadres du Service technique ont exprimé la crainte de perdre leur emploi du fait de l'arrivée de la nouvelle technologie. Toutefois, ces problèmes ont pu être résolus à travers une série de réunions organisées à la direction et au niveau du personnel ; l'organisation d'une formation pratique associée aux cours théoriques d'informatique a progressivement fait disparaître cette peur.

RÉSULTATS OBTENUS

Avec l'informatisation, il est devenu possible de traiter un plus grand volume de dépêches, nationales et internationales. La mise en mémoire et la consultation des articles sont devenues plus aisées. Une plus grande vitesse de transmission a réduit les délais de distribution aux abonnés. Chaque journaliste sait désormais que ses articles pourront "sortir" sans retard, même pendant les heures de pointe. Aussi, l'image de l'APP a-t-elle grandi auprès du public.

CONCLUSION

Tous ces éléments ont grandement contribué à la libre circulation de l'information et à un meilleur accès à celle-ci, à la fois pour les distributeurs et les consommateurs. Grâce à l'appui apporté à ce projet, l'objectif de renforcement d'un système socio-politique de type pluraliste est atteint. L'APP est désormais en mesure d'informer un plus large public, plus efficacement, avec une plus grande précision, et en même temps elle favorise un degré accru de participation.

SAMOA
PROJET DE DEVELOPPEMENT DU JOURNAL "SAVALI" (PDC/13 SAM/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet visait à développer les infrastructures de base du journal Savali en le dotant des systèmes informatiques appropriés, faciliter la collecte des informations et la distribution du journal grâce à un véhicule, et assurer la formation du personnel aux techniques de la PAO et du traitement de l'image, afin d'améliorer l'efficacité des méthodes de production pour ses éditions en samoan et en anglais.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet et l'a doté d'un crédit de US\$ 90 000. Il est ainsi devenu possible d'acquérir l'équipement informatique (stations de travail, logiciels), le matériel de reportage photographique et un véhicule. Pour sa part, le fournisseur des ordinateurs a procédé, lors de l'installation, à une initiation sommaire du personnel à leur utilisation.

RÉSULTATS OBTENUS

Le déménagement vers de nouveaux locaux a retardé l'installation et la mise en exploitation des outils informatiques et photographiques. Aussi, en l'absence des sessions de formation appropriées, le personnel de Savali n'a-t-il qu'une connaissance encore limitée de la technologie informatique ; pour le moment, le système est davantage utilisé comme traitement de texte que comme un véritable instrument de PAO : le logiciel permet de préparer une maquette, mais on ne peut pas encore réaliser une véritable mise en page. L'évaluateur ajoute que le Directeur de la publication, ancien enseignant, n'a lui-même aucune expérience du journalisme ou de la gestion d'un journal en dehors de Savali. De plus, aucun des autres membres de l'équipe n'a acquis d'expérience en travaillant dans une autre publication. Bien que le programme de formation n'ait pas encore été mis en œuvre, le personnel a fait preuve d'une grande volonté d'adaptation, et a consenti d'importants efforts pour tenter d'améliorer ses méthodes de travail par ses propres moyens.

CONCLUSION

Le projet a permis à la Direction de Savali de satisfaire en partie aux directives gouvernementales portant sur l'autonomie financière, une meilleure fréquence de parution et l'accroissement du tirage. Les recettes ont augmenté et les publicités insérées par les annonceurs permettent de financer la majeure partie des salaires du personnel. Enfin, dernière note positive, au moment de la mission de l'évaluateur, le dernier numéro de Savali était épuisé, chose qui ne s'était encore jamais vue à Samoa. Les structures requises pour un développement soutenu sont désormais en place.

SAMOA
EXTENSION DE LA TELEVISION (SAMTEL)
(PDC/15 SAM/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet visait à soutenir le plan d'extension de la couverture de Televisé Samoa à toutes les zones habitées du pays, en lui fournissant les moyens techniques de développer ses capacités de production, principalement en direction des zones rurales ou éloignées.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet en le dotant d'une allocation de US\$ 53 000. Ce crédit a été utilisé à l'achat de matériel vidéo et d'un véhicule. Pour sa part, Televisé Samoa a financé l'acquisition et l'installation d'un matériel de transmission (émetteur et pylône). Le budget d'origine ayant été considérablement réduit, l'unité mobile qui avait été prévue pour la réalisation de reportages dans les zones reculées du Samoa occidental n'a pu être constituée.

RÉSULTATS OBTENUS

En dépit de quelques difficultés résultant de diverses contraintes d'ordre administratif, l'ensemble de ces apports a permis de parvenir à un bilan nettement positif : le signal de Televisé Samoa couvre maintenant 75 % de la population. Avec l'installation du nouvel émetteur relais prévu pour la deuxième île du pays par ordre d'importance (Sava'i), le signal devrait toucher la quasi-totalité de la population. Si aucune unité mobile ne parcourt les zones rurales du pays pour diversifier la production locale, il n'en demeure pas moins que Televisé Samoa produit aujourd'hui davantage de reportages qu'auparavant. En outre, elle réalise régulièrement des spots publicitaires pour des entreprises locales, ce qui apporte un complément de revenus non négligeable à la station. Enfin, l'évaluatrice suggère que soit entreprise l'étude des modalités de mise en place d'un code déontologique et d'une Cour d'Arbitrage pour la profession, en liaison avec les autres pays insulaires du Pacifique.

CONCLUSION

Comme pour la plupart des sociétés télévision de la région, la question de l'autonomie financière ne pourra être résolue à court terme, car le produit de la redevance demeure nettement insuffisant par rapport aux nécessités de l'exploitation (Televisé Samoa est totalement financée par le gouvernement). Il est certain que pour un public réduit (50 000 récepteurs de télévision pour 162 000 habitants) pour lequel la vie des 'villages' demeure le point central de la vie sociale, une télévision plus communautaire dans son approche contribuerait de façon positive au processus de développement.

TADJIKISTAN
PROGRAMMES D'INFORMATION POUR LA TELEVISION INDEPENDANTE
(PDC/15 TAD/01)

NATURE DU PROJET

A l'origine, ce projet avait pour but de soutenir la première station de télévision indépendante du Tadjikistan à Douchanbe, en la dotant de matériel de production ; mais diverses circonstances internes au pays ont conduit le PIDC à approuver le déménagement du matériel à Bichkek, Kirghizistan, où il a constitué le socle d'une activité non prévue à l'origine : l'Unité Régionale de Communication au service du Développement (UCSD), installée dans les locaux du très important Centre de Documentation des Médias mis en place par l'UNESCO, et qui a été récemment transformé en Centre de Documentation des Médias d'Asie centrale, avec un statut d'ONG.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC avait approuvé ce projet avec un financement de US\$ 50 000 ; par la suite, un crédit additionnel de US\$ 35 000 a été affecté à un complément d'équipement et au transfert de Douchanbe à Bichkek. Depuis l'arrivée des équipements dans la capitale du Kirghizistan, l'activité de production de documents vidéo bat son plein au sein de l'UCSD.

RÉSULTATS OBTENUS

Le personnel de l'UCSD a constamment produit un travail de qualité exceptionnelle, au point que des organismes comme l'UNICEF, le HCR, l'UNAIDS, le PNUD et la Commission nationale kirghize antisida y ont effectué des recrutements. Les résultats obtenus dans le cadre des objectifs révisés de ce projet eux sont naturellement différents de ceux qui étaient escomptés dans le projet initial : les messages en faveur du développement atteignent désormais un public plus vaste, à comparer avec l'objectif initial qui en limitait la portée à la région de Douchanbe.

CONCLUSION

Dans la mesure où le projet originel ne pouvait être mis en œuvre en raison de la situation prévalant au Tadjikistan, l'équipement de télévision fourni dans le cadre de ce projet a permis de mettre en place une installation de production de haute qualité, qui renforce les moyens du Centre de Documentation des Médias de Bichkek et aide au processus de transition en cours en Asie centrale.

TUVALU

DEVELOPPEMENT DU JOURNAL "TUVALU ECHOES" (PDC/14 TUV/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet visait à fournir des installations modernes d'imprimerie et de PAO, et à développer les compétences locales pour aider au développement des journaux nationaux et des services publics d'imprimerie.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a accordé US\$ 45 000 à ce projet. Ce crédit a été utilisé pour l'acquisition de matériel d'imprimerie (presse offset et accessoires) et d'équipement informatique de PAO avec un ensemble de périphériques. Toutefois, l'évaluateur relève que la gestion de ce projet a manqué de rigueur. Au lieu des 12 mois prévus, il a fallu 2 ans et 11 mois pour que le projet soit mis en œuvre. Le Bureau de l'UNESCO à Apia a géré la fourniture d'équipement et la formation par le biais de sous-traitances ; or, le signataire de l'un des contrats n'a pas fourni le type de matériel informatique et la qualité de formation attendus par le bénéficiaire : problèmes de livraison, matériel douteux (et non neuf : deux experts au moins ont jugé qu'il avait déjà servi, logiciels pirates...), et une "formation" qui s'est révélée pour le moins bâclée et vite expédiée. En outre, il n'existe aucune trace d'appels d'offres pour les matériels, mais seulement des contacts directs avec des fournisseurs uniques. Par contre, dans le cas de la presse offset, le résultat a été satisfaisant, le matériel et la formation ayant été délivrés dans des conditions conformes.

RÉSULTATS OBTENUS

Aucun journal n'a encore été publié. La responsabilité de cet échec partiel incombe pour une part à l'organisme bénéficiaire, qui a tenté de procéder lui-même à des réparations sur le matériel informatique au lieu de le renvoyer au fournisseur. Un contrôle plus attentif des contrats aurait permis d'éviter la plupart des problèmes mentionnés. Cela dit, l'imprimerie fonctionne de manière satisfaisante et fiable, et réalise un volume croissant de travaux. Le matériel a été bien installé par le fournisseur et est correctement entretenu. Cet aspect du projet est un véritable succès. Par divers moyens, le BIS (Tuvalu Broadcasting and Information Service) a pu réunir une capacité informatique plus que suffisante pour produire régulièrement le journal ; qu'il n'y soit toujours pas parvenu peut être la conséquence d'autres priorités.

CONCLUSION

En termes de fourniture d'équipement pour une imprimerie de service public, ce projet a été assurément bénéfique pour le gouvernement de Tuvalu. L'impression à 3 ¢ la page que permet la presse offset représente le meilleur rapport coût/résultat possible. Par contre, la viabilité d'un journal national apparaît moins sûre : le potentiel publicitaire est certes inexploité mais limité, et il n'est pas certain que le gouvernement soit disposé à assurer au journal un financement continu.

VIETNAM

CREATION D'UNE ECOLE DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL POUR LES JOURNALISTES DE LA RADIO (PDC/11 VIE/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet entraine dans le cadre des activités entreprises par "La Voix du Viêt Nam" pour la construction et l'équipement d'un Centre de recyclage et de formation professionnelle ayant pour mission d'offrir des stages spécialisés à 50 ou 60 professionnels de radiodiffusion (journalistes, techniciens, gestionnaires), et organiser une série de colloques de courte durée consacrés à la radio.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet en lui attribuant US\$ 70 000, auxquels est venu s'ajouter un apport de la France sous forme de Fonds-en-dépôt d'un montant de US\$ 41 000, soit un total de US\$ 111 000. L'ensemble de ces crédits a été consacré à l'acquisition de matériel audio (magnétophones, microphones, console de mixage) et d'un minibus, à l'organisation des cours de formation, d'un voyage d'études auprès d'organismes de formation en Asie du Sud-Est pour deux responsables de la radio, et la prise en charge des honoraires des collaborateurs affectés au projet.

RÉSULTATS OBTENUS

La construction et l'équipement des espaces de formation ont été achevés dans les délais prévus. Depuis l'ouverture du Centre, quelque 200 personnes ont été formées à la réalisation des journaux et à la présentation des émissions en direct, à l'informatisation des reportages et à la définition des auditoires cibles. Voyage d'études et colloques ont également ouvert la voie à un réexamen des méthodes de réalisation. Le nombre de personnes qui ont bénéficié de la formation est conforme aux objectifs, mais il est permis de se demander si la cible actuelle (former 200 journalistes chaque année) est suffisamment ambitieuse. A ce rythme, il faudrait de nombreuses années pour "toucher" l'ensemble des journalistes de radio du pays. Toutefois, estime l'évaluateur, le rapport coût/résultat demeure excellent.

CONCLUSION

Tous les objectifs du projet ont été atteints. Les équipements de studio et de reportage sont utilisés au maximum et les conditions sont désormais réunies pour que "La Voix du Viêt Nam" puisse réactualiser la présentation de ses émissions d'actualité en adoptant les formules journalistiques modernes. Elle est aussi mieux équipée pour organiser des stages de formation et d'orientation et pour tirer le meilleur parti des possibilités de formation offertes par les organismes extérieurs.

VIETNAM
EDUCATION NON FORMELLE PAR LA RADIO ET LA TELEVISION (PDC/14
VIE/01)

NATURE DU PROJET

La modernisation des studios des deux stations de radio-télévision de Hanoi et de Ha Tay a pour objectif d'étendre leur couverture à l'ensemble du territoire vietnamien et de répondre aux attentes des populations. Avec des moyens modernisés, ces deux stations pourront renforcer leur capacité de production et de diffusion de programmes d'éducation non formelle, qui contribueront in fine au développement des ressources humaines du pays.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet avec un financement de US\$ 55 000. Ce crédit a permis l'acquisition d'équipement vidéo pour la station de Hanoi, et de matériel radio d'émission et de production pour la station de Ha Tay. Toutefois, la gestion de l'opération sous le contrôle du Bureau de Kuala Lumpur alors que la centralisation des achats s'effectuait à Paris, semble avoir contribué à un important retard (plusieurs mois) observé dans les livraisons.

RÉSULTATS OBTENUS

La Télévision de Hanoi et la station de radio de Ha Tay utilisent ces équipements pour la diffusion de leurs programmes d'éducation non formelle. Hanoi produit quotidiennement une émission qui traite de différents sujets tels que les langues étrangères, la science, l'hygiène, les connaissances de la vie etc. ; son audience potentielle est estimée à 10 millions de téléspectateurs. Quant à la Radio de Ha Tay, elle aborde régulièrement les différents thèmes d'éducation et de culture qui intéressent les populations de la province. En outre, l'émetteur FM qui a été livré à cette station a joué un rôle important dans le lancement d'émissions en stéréo FM auprès du public, car jusque-là les programmes n'étaient retransmis qu'en ondes moyennes.

CONCLUSION

Comme les deux stations ne disposent pas des moyens de réaliser leurs émissions en extérieurs, ce qui les cantonne en zone urbaine, l'évaluateur suggère de consacrer les prochaines phases du projet à l'accroissement des moyens de production sur le terrain, ce qui permettrait d'augmenter le niveau de participation du public et de renforcer l'efficacité du processus d'information. Enfin, leurs dirigeants et leur personnel ont souhaité exprimer leur gratitude à l'égard du PIDC et du gouvernement français pour leurs différentes contributions.

**FORMATION PEDAGOGIQUE DES UNIVERSITAIRES EN COMMUNICATION
(PDC/10 RLA/01)**

NATURE DU PROJET

Ce projet visait à offrir une formation intensive en matière de pédagogie à 600 universitaires (chargés de cours) des Facultés et des écoles de communication de l'Amérique latine, afin d'optimiser les méthodes d'enseignement, veiller à ce que la pratique et la théorie soit nettement distinguées dans l'organisation et cours et obtenir un effet multiplicateur de nature à inciter les institutions des autres pays à réviser leurs propres méthodes.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a alloué US\$ 70 000, qui ont servi à couvrir les frais de consultants, de matériel, de publications et de déplacements. Pour sa part, la FELAFACS (Fédération latino-américaine des Associations de Facultés de Communication sociale) a investi \$ 134 100 dans les activités du projet. Elle a organisé 20 ateliers d'une durée de 3 à 5 jours, qui ont été suivis par 614 stagiaires venant de 14 pays. Toutefois, la participation issue des Facultés et des écoles de communication en Amérique latine n'a pas dépassé 50 %. L'évaluateur a relevé le coût élevé résultant de la venue de participants de pays éloignés (Mexique, Brésil). Il a également noté des disparités entre les diverses institutions chargées de l'organisation des ateliers. Mais chaque pays a eu l'occasion d'analyser les méthodes d'enseignement dans le domaine des communications. Ainsi, il a été suggéré d'augmenter les travaux de recherche, de développer les méthodes de formation fondées sur la créativité et la participation, et d'accorder une plus grande importance à l'association de la théorie et de la pratique.

RÉSULTATS OBTENUS

Le programme a atteint ses objectifs, dans la mesure où il a suscité une prise de conscience parmi les universitaires. Le Président de la FELAFACS a fait état des améliorations sensibles constatées au niveau des Facultés de communication : des professeurs plus compétents, un nombre accru de titulaires et la mise en œuvre de méthodes d'enseignement mieux adaptées.

CONCLUSION

Les universitaires ont été formés en nombre suffisant pour que soit assurée la pérennité de la méthodologie préconisée. La FELAFACS a réussi à planifier et coordonner plusieurs ateliers dans un court laps temps dans une douzaine de pays. Elle a ainsi acquis une expérience précieuse dans le domaine de la formation, qu'elle pourra parfaire et développer au fil du temps.

**PROGRAMME ANDIN DE FORMATION DE PRODUCTEURS DE FILMS VIDEO
POUR LE DEVELOPPEMENT (PDC/12 RLA/03)**

NATURE DU PROJET

La conception de ce projet résulte des difficultés que rencontrent les producteurs de la région, dépourvus des moyens de concurrencer la programmation importée des pays industrialisés.

MISE EN ŒUVRE

Les US\$ 64 000 alloués par le PIDC à ce projet ont été consacrés à un coordinateur pédagogique, l'élaboration des cursus, la production de manuels, les charges de fonctionnement, ainsi qu'à 18 bourses complètes et 15 demi-bourses. Quatre ateliers de 7 jours chacun ont été organisés, au Pérou (2), en Equateur et en Bolivie ; ils ont permis de former 60 professionnels à la méthodologie de la vidéo, aux diverses formes de langage audiovisuel et aux systèmes de maintenance.

RÉSULTATS OBTENUS

Dans l'ensemble, le projet s'est bien déroulé. Toutefois il a rencontré quelques problèmes, notamment liés à des questions de logistique. Ainsi, l'IPAL (Institut pour l'Amérique Latine) a réalisé avec retard qu'il n'y avait en Equateur ni les infrastructures ni l'équipement nécessaire aux ateliers. Par ailleurs, l'objectif de l'IPAL visant à assurer la viabilité du programme a échoué du fait de sa situation financière précaire, qui l'a amené à cesser ses activités ; le programme devait porter sur trois ans, mais il a dû être abrégé pour cette raison. Enfin, l'évaluateur déplore que l'IPAL n'ait pas souhaité collaborer avec la Commission nationale péruvienne pour l'UNESCO, en ne lui communiquant pas les documents portant sur l'exécution du projet. Ce type de problème relationnel, estime l'évaluateur, est de nature à perturber le bon déroulement des projets de développement.

CONCLUSION

Bien que la plupart des objectifs paraissent avoir été plus ou moins atteints, l'évaluateur considère que ces mêmes résultats auraient pu être obtenus à moindre coût. La planification financière semble avoir exagéré l'ampleur des besoins, et la justification du budget des déplacements n'est pas claire. En outre, aucune méthodologie transférable n'est ressortie des travaux, et seuls 60 professionnels ont été formés sur les 80 prévus. En résumé, l'évaluateur recommande une responsabilisation et un contrôle plus rigoureux de l'agence d'exécution, et une révision des normes budgétaires en matière d'honoraires, de frais de déplacements et d'indemnités de subsistance.

CREATION D'UN CENTRE D'EMISSIONS TELEVISEES A L'INSTITUT DE COMMUNICATION DE MASSE DES CARAIBES (PDC/12 RLA/04)

NATURE DU PROJET

L'objectif de ce projet est d'installer un centre d'émissions de télévision permettant de produire et de diffuser avec un émetteur de faible puissance, à l'intention du campus universitaire de l'Université des Antilles et des environs, des programmes audiovisuels destinés à la formation et à la recherche, ainsi qu'à l'information dans toute la région. Il intègre la mise en place d'un laboratoire destiné à la formation de 30 stagiaires à la gestion d'une station et à l'exploitation d'un studio de télévision.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé un budget de US\$ 77 000 pour la réalisation de ce projet. Le budget initial a été révisé à la baisse pour ne couvrir que la composante régie, à condition que CARIMAC (Institut de Communication de Masse des Caraïbes) prenne des dispositions appropriées pour la réalisation des autres composantes. Dans l'ensemble, le projet a été mis en œuvre selon le plan de travail et dans les délais prévus. La station a commencé à émettre trois fois par semaine pendant deux heures, avec une portée d'environ 1 km 600.

RÉSULTATS OBTENUS

Le laboratoire de formation est opérationnel. Après un an exploitation, les productions réalisées par les stagiaires représentaient environ un tiers des programmes diffusés. La station retransmet également les programmes de la "Mind Extension University" (Université de l'ouverture d'esprit) ainsi que des sources régionales ; de plus, CARIMAC fournit des productions vidéo au programme de Maîtrise en Administration des Affaires (MBA), à la Maîtrise en Etudes de l'Héritage Caraïbe et au Centre des Arts Créatifs (CAC). Toutefois, la faible puissance de l'émetteur et les moyens limités dont dispose la station n'ont pas permis d'atteindre les objectifs portant sur la promotion de la communication à l'échelle régionale et les conditions d'une meilleure prise de conscience du rôle du média télévisuel dans le processus de développement de la région. Y parvenir nécessiterait une collaboration plus étroite entre l'Université des Antilles, l'administration de CARIMAC, les décideurs politiques des Caraïbes et l'industrie régionale de la télévision.

CONCLUSION

Ce projet devrait s'insérer dans un plan plus vaste de communication et de développement visant à renforcer les moyens de sauvegarder l'éventail des possibilités d'expression régionale et le pluralisme des médias, face à l'invasion des produits internationaux de télévision.

COPRODUCTION TELEVISEE REGIONALE EN AMERIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES : LA TELEVISION AU SERVICE DE L'INTEGRATION (PDC/13 RLA/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet avait pour objectif de produire une série de programmes télévisés composée de 12 émissions de 30 minutes, en vue de favoriser l'intégration entre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Le projet incluait également un volet de formation, associé aux activités de réalisation.

MISE EN ŒUVRE

Le P.I.D.C. a alloué US\$ 120 000 à l'exécution de ce projet. Ce montant a été utilisé pour les travaux de la Commission de coproduction, les voyages et séjours des professionnels et des stagiaires dans les Caraïbes, la post-production et l'utilisation des équipements. Les films réalisés dans le cadre de ce projet (au Mexique, à Costa Rica, en Colombie, à la Barbade, à Curaçao, à Sainte-Lucie, au Brésil et en Bolivie) ont été distribués à travers plusieurs réseaux de télévision : la Caribbean Broadcasting Union (CBU), la SINART (Costa Rica), TV Cultura (Brésil) et Hispavision.

RÉSULTATS OBTENUS

L'objectif principal de ce projet visait à rassembler un maximum de pays des régions concernées autour d'un même thème. Les émissions produites se sont révélées dans l'ensemble de bonne qualité, et attestent du succès de cette entreprise. En outre, les programmes de formation mis en place ont constitué des expériences bénéfiques pour les participants ; les formateurs ont pu noter la motivation des étudiants, et les contacts se sont poursuivis bien au-delà de la période de formation. La collaboration entre l'UNESCO et ARTEVISIÓN a été fructueuse, en dépit d'une certaine lenteur dans les contacts, sans doute due en partie à l'ampleur géographique du projet, à laquelle s'est ajouté un délai d'exécution allant un peu au-delà des prévisions, résultant du retard dans le déblocage des crédits. Toutefois, si l'on considère l'orientation globale du projet, il est clair qu'il a atteint les résultats espérés.

CONCLUSION

Il n'est pas facile de pénétrer un marché de la télévision dominé par des productions étrangères. Ce projet constitue un pas dans la bonne direction, même s'il ne pourra pas changer du jour au lendemain le goût des téléspectateurs pour les produits américains. Toutefois, malgré les quelques problèmes rencontrés, il a connu un grand succès, qui met en évidence l'efficacité du travail accompli au niveau régional par tous les intervenants dans cette entreprise.

RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION DE FILMS ET DE PROGRAMMES DE TELEVISION DANS LES CARAÏBES (PDC/14 RLA/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet a porté au départ sur la réalisation d'une série de 6 courts métrages filmés en Super-16, retraçant la vie des jeunes des Caraïbes. Cette série est appelée à être redistribuée par la Caribbean Broadcasting Union (CBU) aux Télévisions affiliées de la région, ainsi qu'aux cinémas et Télévisions internationales. La série prévoit la production d'un film pour chacune des trois zones d'influence linguistique : francophone hispanique et néerlandaise, et de trois films pour la zone anglophone.

MISE EN ŒUVRE

Le montant approuvé par le PIDC s'est élevé à US\$ 40 000. Compte tenu des fonds alloués, les objectifs du projet ont dû être révisés à la baisse. Ainsi, au lieu des six films prévus, un seul (le pilote, "Entry denied ") a pu être réalisé, à la Jamaïque. Ce film, produit avec un budget réduit, témoigne de la persévérance de l'agence chargée de la mise en œuvre du projet.

RÉSULTATS OBTENUS

Si l'on considère les résultats de l'entreprise et le montant des fonds alloués, l'on peut parler d'un bon rapport coût/résultat. Ce type de production pourrait avoir un impact notable sur le développement de l'industrie audiovisuelle de la région, s'il inaugure une série. En effet, la prédominance des produits américains sur le marché des Caraïbes entraîne de sérieuses conséquences sur le plan socioculturel au niveau du sentiment d'identité des populations de la région. Aussi, une production locale de films de bonne qualité a pour ambition d'exercer à terme une influence salutaire sur le développement de la région, notamment dans le domaine socioculturel et de la communication.

CONCLUSION

Le document produit dans le cadre de ce projet présente les situations concrètes et les problèmes quotidiens que connaissent les populations des Caraïbes, en particulier les jeunes. Or, pour tenter de contrebalancer l'influence des productions américaines, ce projet vise à élever le niveau de la production locale afin de promouvoir la créativité régionale, stimulant ainsi au sein de la jeunesse un sentiment de fierté et de confiance en ses propres capacités. Enfin, ce projet est à l'évidence un moyen de renforcer la coopération régionale en établissant des contacts directs et en renforçant les liens établis entre les divers partenaires professionnels.

PROGRAMME DE COMMUNICATION AU SERVICE DU PROCESSUS D'INTEGRATION DANS LE CADRE DU "MERCOSUR" (PDC/14 RLA/03)

NATURE DU PROJET

IL s'agit ici de promouvoir le processus d'intégration socioculturelle des pays membres du MERCOSUR en produisant des programmes éducatifs et culturels à diffuser sur les médias publics et privés.

MISE EN ŒUVRE

Le P.I.D.C. a apporté US\$ 27 000 à la réalisation de ce projet. Les activités se sont articulées autour de trois axes : collecte de documentation sur la communication pour l'intégration, traitement, publication et distribution des données aux médias associés dans les pays du MERCOSUR, et réalisation par le Département de production du CIESPAL (Centre de recherches et d'études supérieures pour l'Amérique latine d'un bref programme radiophonique d'information sur le MERCOSUR, document devant être communiqué à la Représentation de l'UNESCO en Amérique latine pour diffusion par le canal de l'Association Interaméricaine de Radiodiffusion (A.I.R.).

RÉSULTATS OBTENUS

Des missions d'enquête approfondies ont été organisées dans les quatre pays du MERCOSUR, et les travaux de l'équipe d'investigation permettent d'espérer des résultats prometteurs. Ainsi, il sera possible d'avoir accès à des informations classées par pays et par catégories d'interlocuteurs. Les résultats seront largement diffusés, dans la mesure où ils fourniront des données utiles à la prise de décision en matière de politique de communication. Les médias du MERCOSUR recevront directement de l'A.I.R. le "microprogramme" à diffuser. De l'intérêt qu'il suscitera dépendra la rediffusion systématique de ce type d'émission. Le budget de l'ambitieux projet original soumis au PIDC (\$ 215 000) ayant été pratiquement réduit au dixième de ce qui était demandé, celui-ci devait être entièrement repensé. Il doit maintenant être considéré comme un projet d'investigation, de production et de publication pour le MERCOSUR (bloc qui regroupe 200 millions d'habitants). Dans ce contexte, il a été convenu de redéfinir un "projet réaliste" : au lieu des 6 "microprogrammes" prévus (de 3 minutes chacun), il a été décidé de réaliser un unique programme d'information. Malheureusement, il a été impossible à l'évaluateur d'avoir accès au script de cette émission, ni de rencontrer sa réalisatrice, directrice du Département de Production du CIESPAL (il serait d'ailleurs utile de pouvoir disposer de quelque forme d'évaluation de l'impact réel que peut avoir la diffusion d'un "microprogramme" de trois minutes).

CONCLUSION

Une action conjointe des acteurs politiques et des gestionnaires des médias pourra seule faire passer dans les faits leur contribution à l'intégration culturelle. Enfin, pour procéder à une mise à jour des informations utilisables dans la sous-région, il serait profitable de songer aux ressources existant dans les Universités et dans les organismes qui disposent déjà de banques de données actualisées.

LA COMMUNICATION AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT ET DE L'INTEGRATION CULTURELLE, SCIENTIFIQUE ET EDUCATIVE (PDC/14 RLA/05)

NATURE DU PROJET

Ce projet visait à organiser des séminaires et ateliers internationaux sur la communication au service du développement et de l'intégration à l'intention des cadres des médias et des journalistes des pays membres de la Convention Andrés Bello (CAB) et des pays limitrophes.

MISE EN ŒUVRE

Le Conseil intergouvernemental du PIDC a approuvé un financement de US\$ 26 000, qui a servi à l'acquisition de matériel informatique pour les séminaires, la rétribution de collaborateurs (consultants, formateur en informatique) et les frais de déplacement des stagiaires. Ce projet constitue la phase pilote d'un plan de développement réparti sur quatre ans en vue de la mise en œuvre du réseau informatique de la CAB.

RÉSULTATS OBTENUS

Les manuels techniques ont été élaborés selon le plan prévu, et après l'installation des équipements, l'atelier de formation à l'utilisation des outils informatiques a pu être organisé. Le réseau est déjà opérationnel au siège du Secrétariat permanent, et des progrès ont déjà été réalisés en vue d'une installation dans les agences sous-régionales de la CAB. Le système informatique de la bibliothèque a été amélioré, et de nouvelles vidéos et programmes radio ont été réalisés. Ce réseau permet désormais à 250 institutions d'échanger des publications avec le Centre, et d'accroître considérablement le volume de demandes d'information et d'achats. Une nouvelle ligne éditoriale a été définie, comprenant de nouvelles collections en vue de promouvoir la politique d'intégration de la CAB dans les domaines de la science, de l'éducation et de la culture.

CONCLUSION

A terme, la mise en œuvre de ce projet garantit un impact positif sur le développement. Dotée de nouveaux moyens de communication, elle pourrait effectivement devenir le réservoir d'idées qui avait été envisagé lors de sa création et développer les politiques d'intégration culturelle votées par le Conseil des Ministres de l'Education. Ainsi, la CAB a été chargée de l'élaboration d'une législation commune sur l'environnement, l'héritage et la reconnaissance des diplômes scolaires et universitaires. Ces objectifs et ces actions sont fondamentalement axés sur le processus d'intégration culturelle en Amérique latine.

ECOLE DES TROIS MONDES
(PDC/15 RLA/03)

NATURE DU PROJET

Ce projet a pour but de contribuer aux activités de formation de l'EICTV (Ecole Internationale de Cinéma et de Télévision) à l'intention des professionnels d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Asie et d'Afrique. Il vise en outre à contrebalancer la "fuite des cerveaux" dans ce secteur, en renforçant les potentiels endogènes. C'est grâce au concours déterminant de Gabriel García Márquez que l'EICTV a pu voir le jour en 1985, par le biais de la "Fondation pour le Nouveau Cinéma Latino-américain" (FNCL).

MISE EN ŒUVRE

Le P.I.D.C. a approuvé un financement de US\$ 55 000, qui ont servi à l'organisation du cursus, aux émoluments des enseignants et à l'acquisition d'équipement. Les cours qui ont été dispensés à l'EICTV ont totalisé 34 mois, à raison de 120 heures par mois, associant théorie et exercices pratiques dans les diverses spécialités de la profession (prise de vues, réalisation, technique du son, post-production). L'évaluateur fait ressortir que l'EICTV offre l'un des meilleurs programmes de formation en cinéma et en vidéo – si ce n'est le meilleur – dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes. Les étudiants proviennent des pays du Tiers-monde, ce qui est conforme aux objectifs généraux de l'Ecole.

RÉSULTATS OBTENUS

Le projet a été exécuté dans les délais prévus. Les objectifs ont été atteints : conception des programmes de formation et de qualification, ateliers de formation générale, ateliers de post-production. Les ateliers consacrés au son ont pris quelque retard, dû à des délais dans la livraison du matériel importé à cet effet. Les difficultés rencontrées par le projet ne trouvent pas leur origine dans les activités de formation ; il est incontestable que le niveau professionnel de l'EICTV est élevé. Les seules difficultés auxquelles elle est confrontée résultent essentiellement de l'isolement politique de Cuba, qui apparaît comme un frein à l'exploitation optimale du potentiel de formation de l'EICTV.

CONCLUSION

Même s'il est clair que le financement du PIDC n'a pas eu d'impact décisif sur le budget global de l'EICTV, les fonds ont été judicieusement utilisés. La formation et l'enseignement sont dispensés avec compétence, dévouement et professionnalisme. Cela dit, il pourrait être fructueux d'identifier les synergies possibles avec d'autres institutions et stations de télévision en Amérique latine et dans les Caraïbes dans les domaines de la coopération et de la coproduction.

ANTIGUA & BARBUDA

CREATION D'UNE UNITE DE TELEVISION EDUCATIVE (PDC/12 ANT/01)

NATURE DU PROJET

Comme son titre l'indique, ce projet vise à la mise en place d'une unité de production vidéo spécialisée dans la réalisation d'émissions éducatives ayant trait tant aux programmes scolaires qu'à la santé, à la culture, à l'agriculture et au tourisme, et d'autre part, mettre à la disposition des enseignants un matériel apte à améliorer la pratique pédagogique.

MISE EN ŒUVRE

Le P.I.D.C. a accordé un montant de US\$ 63 400 à ce projet. Cette subvention a permis d'acquisition de matériel de production U-Matic, et l'organisation de deux stages de formation qui se sont déroulés à l'Institut de Communication de Masse des Caraïbes (CARIMAC) et sur place à l'ABS-TV.

RÉSULTATS OBTENUS

De nombreuses difficultés ont entravé la bonne marche de ce projet : une partie du matériel technique fourni par l'UNESCO a été égarée pendant 18 mois ; l'absence de coordination entre les deux ministères de tutelle du projet (Education et Information) a ralenti la constitution d'une équipe spécialisée en télévision éducative ; le Ministère de l'Education n'a pas apporté le soutien prévu, et ne semble pas avoir considéré ce projet comme l'une de ses priorités. Aussi, les programmes produits grâce aux facilités offertes par ce projet sont-elles différentes des prévisions. Circonstance aggravante, le cyclone Luis a totalement ravagé les locaux d'ABS-TV, détruit une partie du matériel et de ses archives. De plus, les écoles ayant elles aussi subi des dommages considérables, les élèves n'ont pu bénéficier des séries d'émissions prévues. Toutefois, en dépit de l'intérêt limité de certains responsables, les enseignants ont continué à consacrer leur temps libre à la production de quelques émissions régulières. Le Ministère de l'Information a débloqué des crédits qui ont permis l'acquisition de matériel BETACAM destiné à renouveler un parc U-Matic désuet, mais il ne peut évidemment pas être intégré dans la régie U-Matic et implique l'acquisition d'équipements compatibles. L'évaluateur relève que grâce à l'action de ce Ministère, l'augmentation du nombre de programmes produits localement fournit une alternative à l'omniprésente programmation américaine.

CONCLUSION

Si l'on considère l'efficacité de l'Unité de télévision éducative (qui n'existe pas encore en tant que structure constituée) par rapport à ses objectifs, tout reste encore à organiser : le rapport coût / résultat n'est pas totalement favorable. Le matériel et la formation ont certes permis la fabrication de programmes d'une valeur pédagogique informelle, mais les besoins en matière d'éducation demeurent tout aussi urgents. Si une petite équipe motivée est mise en place, les moyens sont là pour produire de bonnes émissions éducatives.

ARGENTINE
PRODUCTION TELEVISUELLE POUR LA PROMOTION COMMUNAUTAIRE
(PDC/14 ARG/01)

NATURE DU PROJET

Le projet de la Fondation Solidarité avait pour objectif de contribuer à une réflexion sur le rôle de la Femme dans la vie publique, et de favoriser la formation de productrices et de réalisatrices aux techniques de la vidéo utilisée comme instrument de communication et d'éducation.

MISE EN ŒUVRE

Un montant de US\$ 30 000 a été approuvé par le Conseil intergouvernemental du PIDC. Comme ce montant ne représentait que 10 % du budget demandé à l'origine, l'objectif initial, qui prévoyait l'installation d'un studio vidéo est devenu : "Organisation de 2 ateliers de formation en vidéo". Les ateliers "Femme et participation" et "Rosario : pour le droit à la ville" ont donc constitué les activités principales du projet.

RÉSULTATS OBTENUS

Les bénéficiaires se situent sur un éventail très large (municipalités, organismes d'Etat, écoles, ONG, partis politiques etc.), ce qui rend très difficile l'évaluation de l'impact réel de ses activités. Mais dans l'ensemble, les ateliers ont atteint leur objectif qui était de former des professionnels à la production de matériel pédagogique. Ils ont permis la formation de 34 personnes : 12 enseignants universitaires, 1 professeur, 4 ingénieurs, 4 architectes, 3 avocats, 6 communicateurs, 2 psychologues et 2 techniciennes radio. Toutefois, la structure des documentaires produits, lourdement didactique, n'encourage guère la mobilisation du public-cible, ce qui rend difficile leur accès aux grands circuits de diffusion, et n'est pas de nature à motiver des initiatives concrètes. Les producteurs doivent prendre en compte le public auquel ils s'adressent, et savoir maîtriser à cette fin les divers styles de réalisation : documentaire, reportage, scénario de fiction thématique entre autres. L'évaluateur rappelle que l'organisation d'ateliers de formation en vidéo par des organismes qui ne disposent pas des infrastructures ni des équipements adéquats et qui n'ont pas d'expérience en matière de production audiovisuelle peut être à l'origine de problèmes dans la gestion des budgets. Or, la Fondation Solidarité n'est pas apparue suffisamment familiarisée avec les procédures de travail du PIDC, qui prévoient des formats précis et des échéances à respecter.

CONCLUSION

Il est souhaitable que les soumissionnaires définissent au préalable une stratégie de communication précise et réaliste. Il n'en demeure pas moins que la diversité des organismes et des professionnels qui ont participé aux ateliers s'inscrit dans le cadre des objectifs de pluralisme et de démocratisation de la communication, qui sont ceux du PIDC.

BÉLIZE

PRESENTATION DU PATRIMOINE BELIZIEN A LA TELEVISION (PDC/13 BZE/01)

NATURE DU PROJET

Réaliser une série vidéo de huit épisodes d'environ 45 minutes chacun, qui apporte aux Beliziens, et plus particulièrement aux élèves des écoles primaires, de solides notions de base sur l'histoire de Belize, sa culture, son environnement et son archéologie, et offrir gratuitement la série à toutes les stations de télévision du pays.

MISE EN ŒUVRE

Le P.I.D.C. a accordé un financement de US\$ 70 000 à ce projet, dont \$ 60 000 ont été effectivement versés, le soumissionnaire ayant réduit à 6 le nombre d'épisodes initialement prévu pour 8, renonçant ainsi au dernier versement de \$ 10 000. La réalisation de la série s'est déroulée conformément aux prévisions, en association avec des partenaires locaux (Belize Audubon Society, Angelus Press Ltd., Programme for Belize et Belize Holding Inc.).

RÉSULTATS OBTENUS

A la date de l'évaluation, 4 des 6 productions étaient achevées : "Le Patrimoine Maya", "La Terre de Belize", "La Mer de Belize", "Histoire de Belize". Les copies de ces émissions ont été communiquées au P.I.D.C. La quasi-totalité des objectifs ont été atteints. Le principal problème a porté sur la coopération avec le Ministère de l'Education, quand il a été question d'introduire la série dans le cursus des programmes scolaires étendus à l'ensemble du pays. Le contenu des productions s'adresse à des élèves du niveau de 6e année de l'école primaire, qui correspond aux premières années des établissements d'enseignement secondaire. Selon les commentaires émis par les enseignants et deux provideurs, ces programmes s'insèrent parfaitement dans les cours de sciences naturelles, d'histoire des Caraïbes et de sciences sociales. Pour ce qui concerne le rapport coût/résultat, la qualité finale des programmes réalisés à ce jour justifie pleinement l'investissement financier. Enfin, l'évaluateur considère que le niveau professionnel atteint par ces productions aura un impact considérable sur le plan régional, par le biais de leur distribution via la Caribbean Broadcasting Union (CBU), apportant ainsi un plus aux standards de la télévision dans la région.

CONCLUSION

Considérant la situation particulière de la télévision à Belize, caractérisée par la rareté de la production locale face à l'énorme quantité de programmes provenant des stations étrangères – et surtout des USA – avec toutes les conséquences culturelles qui en résultent, il est incontestable que ce projet a – et continuera d'avoir – un impact considérable, en offrant un autre type de contenu, en même temps que suscitant parmi les Beliziens eux-mêmes le désir de mieux connaître la réalité de leur pays.

BOLIVIE
VIDEOTHEQUE POPULAIRE MOBILE (PDC/12 BOL/01)

NATURE DU PROJET

Le projet de vidéothèque mobile visait à mettre en place un réseau de distribution et de diffusion de la production audiovisuelle locale et latino-américaine. En tant que troisième plus grande ville de Bolivie, Cochabamba a été choisie comme le lieu de lancement du projet.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a accordé à ce projet un financement de US\$ 48 000, qui ont servi à l'acquisition d'équipement, la rétribution de consultants internationaux, d'un expert en communication, ainsi qu'aux frais de déplacement et de séjour. L'agence l'exécution a mis en place la vidéothèque au Centre Juan Wallparrimachi et installé les Centres de vidéo communautaire. Deux groupes étaient ciblés : les quartiers populaires des environs de Cochabamba et les organismes communautaires tels que les paroisses, les groupes féminins, les syndicats et les associations agricoles ; par leur accès direct aux communautés, ils étaient idéalement placés pour servir de relais. Durant cette phase d'organisation, le Centre a publié une brochure sur son fonctionnement et un catalogue des documents audiovisuels disponibles. La formation constituait l'autre grand volet ; elle portait sur plusieurs stages de courte durée et des ateliers plus longs, destinés à former les coordonnateurs à la méthodologie de l'écoute active de la télévision.

RÉSULTATS OBTENUS

4 stages d'une semaine ont réuni 57 participants, et 38 séances de formation d'un jour ont été dispensées à 364 stagiaires. En outre, 759 productions vidéo ont été acquises, représentant 1730 heures de diffusion. Enfin, trois éditions de la circulaire Video Educativo ont été publiées, en même temps qu'une brochure sur le projet de télédiffusion populaire. L'évaluateur relève toutefois que les coordonnateurs du projet ont dû faire face aux réticences de certaines ONG et organismes de développement, sceptiques quant à la validité des objectifs du projet, à quoi s'ajoutait parfois une attitude protectionniste, les agences de développement n'acceptant pas facilement une intervention extérieure sur leur territoire.

CONCLUSION

La création de la vidéothèque populaire mobile a été un moyen d'action au service du développement auprès des classes populaires et des populations locales. L'agence d'exécution s'en est trouvée renforcée, ce qui l'a orientée vers de nouvelles initiatives en matière de communication. D'une manière générale, l'on peut dire que l'infrastructure des communications a été renforcée grâce à la création de la vidéothèque populaire mobile.

BRÉSIL
CONTRIBUTION DES MEDIAS A LA FORMATION DES FEMMES POUR
LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (PDC/14 BRA/01)

NATURE DU PROJET

Encourager les groupes organisés de femmes du Brésil à mieux utiliser les médias en vue d'une action durable en faveur de la protection de l'environnement. Pour y parvenir, procéder à la formation de 30 femmes spécialistes de la communication aux techniques des médias (trois ateliers), et 150 communicatrices chargées de la promotion, grâce à l'effet multiplicateur des ateliers déjà organisés pour les 45 premières.

MISE EN ŒUVRE

Le montant approuvé par le PIDC s'est élevé à US\$ 32 000. Après la révision du plan de travail en fonction du budget alloué, très inférieur au montant sollicité (\$ 143 600), le projet a permis l'organisation d'un atelier radio, d'un atelier vidéo, et la publication d'un manuel ("Les Femmes et la Communication sur l'Environnement") élaboré sur la base des travaux des ateliers (500 ex.).

RÉSULTATS OBTENUS

La principale retombée de ce projet a été de favoriser les échanges grâce au réseau de communication, ce que réalise CEMINA (Centre de projets d'information au bénéfice des Femmes) par le biais de son projet "Réseau des Femmes communicatrices en radio". La production de documents radio et vidéo a bien été réalisée, mais il faut y voir le résultat des travaux pratiques du groupe de participantes plutôt qu'un matériel de formation destiné aux autres communicatrices. Néanmoins, il est clair que les ateliers ont atteint leur but de formation et de production de matériel pédagogique. Il convient toutefois d'insister sur la nécessité de concevoir des activités qui aillent, bien au-delà des circuits alternatifs, en direction des médias de masse, dans le cadre d'une stratégie d'action permanente, et de mettre en place des mécanismes d'évaluation qui permettent la conception de projets intégrés de formation. L'évaluateur signale que l'état des dépenses met en évidence des dépassements injustifiés, notamment pour ce qui concerne certains déplacements et l'édition du manuel. Enfin, ne disposant pas de matériel vidéo, CEMINA a dû avoir recours aux services d'une société de production, ce qui a entraîné un dépassement des prévisions budgétaires.

CONCLUSION

CEMINA a montré sa capacité à organiser des activités de formation ; cependant, l'ampleur des objectifs et la diversité des bénéficiaires du projet ne permettent pas de définir le degré auquel les objectifs du PIDC ont été réalisés.

CHILI

FORMATION DU PERSONNEL ENSEIGNANT POUR LA RECEPTION ACTIVE DES EMISSIONS DE TELEVISION (PDC/13 CHI/01)

NATURE DU PROJET

Former des enseignants aux méthodes pédagogiques relatives aux médias, notamment dans le cadre d'ateliers portant sur la "réception active" des émissions de télévision, afin que cette activité soit introduite dans le système scolaire de manière systématique et permanente. La notion de télévision comme outil éducatif n'a été rendue possible que dans la foulée des changements politiques survenus au Chili au cours de la dernière décennie.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a financé ce projet à hauteur de US\$ 40 000. Deux ateliers pilotes ont été organisés à Santiago à l'intention de 30 éducateurs en vue de l'adaptation du matériel et des méthodes d'enseignement et d'apprentissage. Les deux modules existants : "L'éducation relative à la télévision" et "La télévision et la réception active" ont été révisés et tirés à 2000 exemplaires. Enfin, le CENECA (Centre de Recherche et d'expression culturelle et artistique) a organisé 28 ateliers à l'intention de 375 éducateurs. Sur une période d'un an, environ 2000 enfants participant au projet pilote ont reçu en classe un enseignement dans cette matière, sur des thèmes traitant de la politique de l'économie, de la santé et du divertissement.

RÉSULTATS OBTENUS

Le bilan de ce projet met en évidence une expérience positive d'apprentissage aussi bien pour les enseignants que pour les élèves, une formation étendue à 197 écoles dans six régions du pays, et la réussite d'un objectif primordial, celui de donner une nouvelle dimension au rôle des enseignants des écoles publiques au Chili. Toutefois, la formation dans un domaine aussi spécifique que la méthodologie de la communication exige une interaction étroite entre les formateurs les enseignants et les élèves. Or, plusieurs instituteurs se sont sentis plus ou moins menacés par les idées préconisées par ce projet, particulièrement en ce qui concerne le rôle de l'enseignant en tant que guide et entraîneur. Là réside la difficulté de la mise en œuvre de projets novateurs face à la pesanteur des habitudes.

CONCLUSION

Le matériel pédagogique et autres documents que le CENECA a préparés pour les ateliers témoignent d'une assise solide sur le plan académique, tout en présentant une approche imaginative apte à toucher l'auditoire cible. D'après les enseignants, les enfants ont semblé devenir de meilleurs élèves après avoir été en contact avec la notion d'écoute interprétative de la télévision. Enfin, l'évaluateur est heureux de noter que plusieurs professionnels de la communication de pays voisins (Bolivie et Colombie) utilisent les manuels pédagogiques et les documents de travail édité par le groupe CENECA.

COLOMBIE
CONTRIBUTION DES MEDIAS A LA PREVENTION DES PROBLEMES LIES A
LA DROGUE (PDC/12 COL/01)

NATURE DU PROJET

Il s'agissait avant tout de rompre la loi du silence qui règne sur les problèmes liés à la drogue, en élaborant une nouvelle stratégie de communication pour les prochaines campagnes du Ministère des Communications à partir des résultats d'une enquête nationale, et de produire de nouveaux messages à diffuser largement au sein d'organismes éducatifs et dans les médias.

MISE EN ŒUVRE

Le Conseil intergouvernemental du PIDC a accordé la totalité du budget demandé, soit US\$ 98 000. Le Département audiovisuel du Ministère de la Communication a chargé deux sociologues de coordonner une enquête à l'échelon national sur l'ensemble du circuit (économique, culturel et social) au sein duquel s'organisent la production, le trafic et la consommation de drogue. A la suite de deux séminaires/ateliers : "Enquêtes régionales" et "Communication et drogue", le projet a abouti à la réalisation d'un documentaire ("Drogue, la perspective colombienne"), à la publication du manuel de communication intitulé "Nouveaux repères" et du compte-rendu de l'enquête nationale. Enfin, un séminaire a rassemblé 50 spécialistes venus de sept pays d'Amérique latine. Si cette rencontre a permis des échanges fructueux, elle n'a cependant pu aboutir à la mise en place d'un mécanisme d'action concertée sur le problème.

RÉSULTATS OBTENUS

Le rapport de la première enquête insistait sur la nécessité de démystifier le sujet. Or, les campagnes télévisuelles de prévention ont été diffusées de façon irrégulière, et ne s'inscrivaient pas dans une stratégie inter-institutionnelle concertée. En conséquence, elles n'ont eu qu'un impact limité sur les téléspectateurs : la structure d'un spot de courte durée ne peut en effet que produire des messages simplistes qui se perdent généralement dans la masse des autres messages publicitaires. Toutefois, bien que la communication ne puisse constituer le seul remède à un problème aussi complexe, il est clair que ce projet représente une étape décisive dans la manière dont sont désormais perçus les problèmes liés à la drogue, dans la mesure où il a contribué à rompre la loi du silence.

CONCLUSION

Les Colombiens considèrent aujourd'hui que ce trafic serait plutôt le reflet de l'état de sous-développement du pays, alors qu'auparavant ces activités étaient simplement perçues comme un moyen rapide de s'enrichir. Aussi, une stratégie de communication efficace est-elle l'une des premières réponses à apporter au problème : elle devra permettre de concevoir de nouvelles solutions politiques et de renforcer les programmes déjà créés pour lutter contre les activités liées à la drogue.

COLOMBIE
CENTRE DE PRODUCTION RADIOPHONIQUE POUR LE LITTORAL
COLOMBIEN
(PDC/13 COL/01)

NATURE DU PROJET

Renforcer le fonctionnement de l'actuel Centre de production radio de l'Université Del Valle, former 120 animateurs/producteurs locaux, qui assureront à leur tour la formation des opérateurs des radios communautaires du réseau, produire et diffuser des programmes appropriés aux attentes de la population.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a accordé un financement de US\$ 50 000 à ce projet. Ce montant a été principalement consacré à l'acquisition d'équipement, à la formation et à la recherche (enquêtes de terrain). Les ateliers qui ont été organisés dans le cadre de ce projet portaient sur "La radio créative" et "Production et programmation radio". L'évaluateur signale que le délai d'un an qui est intervenu entre l'approbation du projet et la disponibilité des crédits a été perçu comme trop long. Toutefois, dès que les fonds ont été disponibles, la procédure n'a subi aucun retard ; le projet a été attentivement suivi par le Conseiller Régional en Communication.

RÉSULTATS OBTENUS

C'est grâce aux étroites relations entretenues par les membres du Centre de production avec les nouvelles radios communautaires que la mise en place des stations du réseau du littoral pacifique a pu se faire aussi rapidement. Ce réseau est bien conçu et répond, dans la mesure de ses moyens, aux besoins de communication de la région. Dix fondations ont été créées dans diverses villes du littoral : elles constituent des entités juridiques permettant à un collectif local de produire et d'émettre régulièrement. En outre, après leur atelier de formation, les producteurs nouvellement qualifiés continuent à recevoir conseils et soutien du Centre de Cali.

CONCLUSION

La Colombie n'a jusqu'à présent autorisé que la mise en place d'émetteurs peu puissants. Or, les zones couvertes par les radios communautaires ne sont pas adaptées à la dispersion géographique des communautés éloignées du littoral, et nombreuses sont les localités qui ne peuvent recevoir les émissions de ces stations. L'amélioration de la communication dans cette région ne doit donc être qu'une étape dans le processus de développement, qui devra être soutenu par d'autres projets.

COSTA RICA
CENTRE DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE DU MOUVEMENT COOPERATIF
(PDC/14 COS/01)

NATURE DU PROJET

L'objectif essentiel de ce projet visait à créer un centre de production et une unité de réalisation audiovisuelle, organiser un cours de formation, réaliser deux programmes vidéo et conduire une étude sur les moyens de communication et d'information au sein du mouvement coopératif, afin de développer un réseau de communication entre les différentes coopératives.

MISE EN ŒUVRE

Le P.I.D.C. a approuvé un financement de US\$ 30 000, qui a principalement servi à l'acquisition d'équipement et l'organisation d'un cours de formation sur la production audiovisuelle. Mais l'absence de communication entre l'agence bénéficiaire, le Bureau régional et la Commission nationale a constitué un obstacle majeur à l'efficacité de la mise en œuvre de ce projet. Compte tenu des problèmes rencontrés lors du démarrage des activités, et de la non-réalisation de certains de ses principaux objectifs (centre de production, unité de réalisation), il apparaît évident qu'un suivi plus rigoureux aurait permis d'éviter les dérives constatées.

RÉSULTATS OBTENUS

Très peu d'objectifs ont été atteints : les fonds alloués étaient insuffisants par rapport aux objectifs initiaux. Mais il n'a pas été possible de surmonter les obstacles résultant d'un manque de rigueur dans la gestion des activités. A cela, s'est ajouté le comportement regrettable d'un agent qui a dû être sanctionné. Au moment de la mission d'évaluation, il a été constaté qu'une grande partie des matériels étaient toujours dans leurs emballages d'origine, et que l'unité de réalisation n'était pas installée. En outre, un seul programme vidéo a été réalisé (par le biais d'une sous-traitance...). Enfin, l'agence chargée de la mise en œuvre n'a pas été en mesure de fournir des informations claires sur l'utilisation du budget. Les résultats sont donc loin d'être satisfaisants. Le cours de formation semble être le seul point positif du projet : il a rencontré un grand succès, et les participants l'ont jugé très enrichissant, même si son évaluation n'a pas été conduite.

CONCLUSION

Il conviendra d'être particulièrement circonspect à l'occasion d'une collaboration ultérieure avec l'organisme soumissionnaire, et mettre en place un système de contrôle strict préalablement au déblocage de toute assistance. Toutefois, la CONACOOOP (Mouvement national coopératif du Costa Rica) a aujourd'hui une nouvelle équipe dirigeante, et le mouvement coopératif lui-même est entré dans une phase de mutation. Ces changements auront peut-être une influence positive sur les collaborations à venir.

CUBA
TELEVISIÓN SERRANA (PDC/12 CUB/01)

NATURE DU PROJET

Promouvoir les médias de proximité, en particulier la télévision, à l'intention de des communautés rurales isolées dans la région montagneuse de la Sierra Maestra. L'ANAP (Association nationale des petits exploitants agricoles) souhaite ainsi satisfaire le besoin d'information des populations agricoles.

MISE EN ŒUVRE

Dans une première phase, le PIDC a fourni du matériel de télévision (US\$48 000) et, au cours d'une deuxième phase, alloué US\$ 30 000. Ce crédit a permis d'acquérir un équipement complémentaire, des pièces de rechange et des consommables pour un équipement de production au format semi-professionnel S-VHS/NTSC. Bien que dépourvue de son propre émetteur, Televisión Serrana assure la diffusion de ses programmes sur d'autres canaux TV, de portée régionale et nationale. Dans les zones éloignées, la présentation de ses programmes est assurée par des visionnages collectifs organisés dans des "Salas de video".

RÉSULTATS OBTENUS

Le rapport coût/résultat ne peut être chiffré, car si le taux de change officiel est de 1 peso pour un dollar, les changeurs autorisés offrent environ 20 pesos pour un dollar. De la sorte, il est impossible de calculer un budget sur la base de deux monnaies différentes. Au cours de la période de référence, Televisión Serrana a produit 56 films, traitant d'une large gamme de sujets, plus particulièrement dans les domaines de la culture (locale et provinciale), de l'éducation (en direction des enfants et des adolescents), et des questions agricoles, notamment celles qui portent sur les maladies du café, lequel représente l'essentiel de la production de la région de la Sierra Maestra. Ainsi, les objectifs du projet ont-ils été pleinement atteints, que ce soit au niveau du développement des régions d'accès difficile, du transfert de l'information et de la participation active des communautés rurales à la création d'une télévision communautaire ; tout cela concourt à faire de Televisión Serrana un véhicule efficace de progrès des populations rurales.

CONCLUSION

Le financement accordé a pleinement porté ses fruits. La qualité des productions de Televisión Serrana est appréciée dans tout le pays. Il est en effet peu de projets qui parviennent à un tel degré de réussite avec un budget aussi réduit.

**DOMINIQUE
AMELIORATION DE LA PRODUCTION DE PROGRAMMES DE TELEVISION –
MARPIN-TV (PDC/14 DMI/01)**

NATURE DU PROJET

Développer la production locale de façon à accroître le pourcentage de programmes réalisés localement et offrir aux Dominicains davantage d'ouvertures leur permettant d'utiliser leurs talents créatifs à la télévision.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a accordé US\$ 35 000 à ce projet. Cette somme a permis d'acquérir deux caméras de studio avec leurs accessoires. En outre, MARPIN-TV a totalement pris en charge sur ses apports propres la formation de deux chefs-opérateurs et d'un monteur.

RÉSULTATS OBTENUS

Le matériel a été installé dans un studio rénové, permettant la réalisation d'un plus grand nombre d'émissions ; il a également servi aux programmes de formation organisés sous l'égide de la Caribbean Broadcasting Union (CBU). L'assistance fournie par le P.I.D.C. a assurément eu un impact positif sur le fonctionnement de MARPIN-TV, qui est devenue le principal producteur de programmes audiovisuels de l'île. Le projet a donc atteint plusieurs de ses objectifs. Toutefois, l'évaluateur considère que la part du budget de formation s'est révélée insuffisante pour atteindre le niveau de qualité visé. De plus, force est de constater que l'apport de matériel nouveau et le réaménagement du studio n'ont pas véritablement eu pour conséquence d'ouvrir l'espace créatif promis aux réalisateurs dominicains. En effet, des programmes culturels autres que ceux qui sont déjà produits par MARPIN-TV n'entrent pas dans le cadre de la politique d'investissement de la chaîne. Par ailleurs, plusieurs représentants du secteur audiovisuel ont exprimé leur surprise en apprenant que l'UNESCO avait choisi de soutenir une entreprise commerciale, alors que d'autres structures survivent tant bien que mal et manquent de matériel. Cependant, ils reconnaissent que MARPIN-TV était la plus apte à accroître la production de programmes locaux, et qu'ils bénéficient indirectement de l'aide apportée à cette société.

CONCLUSION

Ainsi, le soutien apporté à MARPIN-TV a eu pour effet secondaire d'accentuer le déséquilibre entre les divers acteurs du paysage audiovisuel de la Dominique, sans véritablement encourager la création locale. Le gouvernement de la Dominique et l'UNESCO étaient bien conscients de cette éventualité, car le PIDC. a approuvé une allocation de US\$ 37 000 destinée à l'aménagement d'une unité audiovisuelle mobile pour le S.I.G. (Service d'Information du gouvernement), qui semble être la structure la plus à même de fournir une alternative à la programmation commerciale de MARPIN-TV.

**EQUATEUR
RESEAU NATIONAL DE COMMUNICATION POUR LA DIFFUSION
CULTURELLE
(PDC/15 ECU/01)**

NATURE DU PROJET

Dresser un inventaire des programmes et projets mis en œuvre dans le domaine culturel et les regrouper dans une banque de données ; organiser un atelier sur le développement des stratégies de la communication à l'intention des communicateurs sociaux de l'Equateur et identifier les mécanismes de coordination inter-institutionnelle.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé un financement de US\$ 45 000. Habit-Com a organisé un cours national sur la communication (24 participants de 15 institutions : Universités, Bibliothèques, Centres culturels, ONG, Fondations), et 2 conférences régionales (à Guayaquil et Cuenca). Les travaux ont porté sur la création de réseaux de communication ayant pour but de renforcer les échanges culturels. Les concepts développés par Habit-Com sont très importants : la coopération régionale en matière d'échanges d'information est une excellente idée pour un investissement rentable des fonds publics. Toutefois, pour que cette coopération puisse entrer dans les faits, il apparaît urgent de coordonner les activités des divers organismes gouvernementaux et ONG engagés dans des activités de communication culturelle. Or, ces derniers travaillent de manière isolée et l'on observe une sévère concurrence en matière d'accès aux subventions, qui résulte de l'absence de financement public. Pour assurer une bonne coordination des échanges, il est essentiel qu'il n'y ait pas de conflits de territoire entre les partenaires. En l'absence de collaboration, les résultats demeurent souvent loin des prévisions.

RÉSULTATS OBTENUS

Les conférences ont débouché sur certains résultats positifs, mais qui sont insuffisants pour conduire à la création de réseaux régionaux et nationaux. L'évaluateur note à ce sujet qu'il n'est pas réaliste de vouloir constituer de tels réseaux avec moins de \$ 50 000. La création d'une banque de données et l'élaboration d'un "Annuaire des institutions et des projets de développement culturel " sont certes utiles et bien conçus ; malheureusement, les informations qu'ils contiennent n'ont pas été remises à jour. Habit-Com a monopolisé les activités du projet en dépit d'une structure inadaptée à des activités de coopération internationale. Le projet a ainsi été ramené à un niveau qui limitait son efficacité.

CONCLUSION

Il convient d'examiner les effets d'une politique qui consiste à réduire l'envergure des projets : quelques-uns d'entre eux ont besoin de durée et d'un certain niveau d'activité pour être viables. Si l'ensemble des financements possibles n'atteint pas un seuil minimal de mise en œuvre, un ajournement pourra être préférable à un démarrage prématuré.

GUYANA

CREATION D'UNE UNITE DE FORMATION A LA PRODUCTION RADIO AU DEPARTEMENT D'ETUDES EN COMMUNICATION DE L'UNIVERSITE DE GUYANA (PDC/06 GUY/01)

NATURE DU PROJET

Développer des ressources humaines disposant d'une formation adéquate dans les diverses techniques de la communication, et améliorer le niveau de performances de la radiodiffusion en formant des diplômés qui maîtrisent les technologies modernes.

MISE EN ŒUVRE

Le Conseil intergouvernemental du PIDC a accordé un financement de US\$ 66 000 pour l'exécution de ce projet. Ce montant a été réparti en deux volets : acquisition d'équipement et formation. Ce dernier chapitre prévoyait l'organisation de stages sur place et l'envoi d'un technicien de maintenance aux cours d'été organisés par le CARIMAC. La formation pratique des étudiants n'a pu être entreprise comme prévu, car le studio de radio n'a été opérationnel que pendant une période de six mois. Une partie du recyclage du personnel a bien été conduite au CARIMAC, mais dans le cadre du Programme Régulier. D'autre part, une maintenance inadéquate du système de climatisation est responsable de dommages causés aux équipements. En conséquence, les objectifs à court terme n'ont pas été complètement réalisés, dans la mesure où les installations n'ont pu être exploitées comme prévu.

RÉSULTATS OBTENUS

Son installation ayant été handicapée par de nombreux retards et ajournements, le projet du studio de radio n'a eu que peu ou pas d'impact au niveau du pays ou de la région, car il n'a jamais été considéré comme partie intégrante de l'effort national de développement ; il s'est donc trouvé dans une situation vulnérable. Alors que l'Université de Guyana occupe une position clé dans l'enseignement supérieur du pays, elle a été sérieusement handicapée par un financement inadapté et sa collaboration, essentielle pour la réussite du projet, a fait défaut. L'enquête de l'évaluateur, conduite en premier lieu parmi les étudiants, a mis en évidence une conception du programme de formation trop théorique, inadaptée aux besoins de l'industrie des médias, et le désir d'avoir accès à une formation qui soit davantage axée sur la pratique. Enfin il n'y a aucune trace de productions réalisées par le studio radio.

CONCLUSION

L'impossibilité dans laquelle se trouvait le projet d'atteindre ses objectifs a nui à la réforme du programme des études en communication, ainsi qu'à la contribution potentielle que le Département aurait pu apporter à l'effort national de développement.

JAMAÏQUE

DEVELOPPEMENT D'UN SYSTEME INFORMATIQUE AU SERVICE D'INFORMATION DE LA JAMAÏQUE (J.I.S.) (PDC/11 JAM/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet visait à renforcer le rendement des services offerts au public par le J.I.S. grâce à l'installation d'un équipement informatique et la création d'un réseau entre les bureaux du J.I.S. Le dispositif de consultation devait être informatisé et sa collection de coupures de presse enregistrée sur microfilms. Un catalogue "en ligne" devait rendre toutes ces données directement accessibles.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a attribué un financement de US\$ 60 000 à ce projet. Ce montant a exclusivement servi à l'acquisition de l'équipement informatique complet (serveur, ordinateurs, périphériques et logiciels), car les fonds prévus à l'origine pour l'installation du matériel et pour la formation n'étaient plus disponibles au moment de la mise en œuvre. Celle-ci a commencé dès que la contribution financière a été débloquée. Mais près de la moitié des ordinateurs fournis dans le cadre du projet sont tombés en panne peu après leur mise en service : une mise en œuvre effectuée sans assistance ni contrôle de l'UNESCO avait conduit à une paralysie du projet. Par ailleurs, du fait de l'absence de Kingston de la Secrétaire générale de la Commission nationale de la Jamaïque pour l'UNESCO, l'évaluateur n'a pu avoir accès aux dossiers du projet.

RÉSULTATS OBTENUS

L'agence bénéficiaire ne semble pas avoir pris la mesure de la complexité de la mise en service d'une banque de données multifonctions configurée en réseau. D'autre part le choix d'un consultant qualifié et de logiciels appropriés aurait dû être étudié avec une plus grande rigueur, car l'intervention d'un consultant manifestement insuffisant a engagé le projet dans une impasse. Il en est résulté un gaspillage considérable d'argent et de temps. Confier la responsabilité générale d'un tel projet au seul organisme bénéficiaire a été, dans le cas présent, une erreur. Toutefois, quatre ans après l'accord pour l'installation (en 12 mois) d'un réseau informatique au J.I.S., celui-ci est enfin opérationnel, même si la moitié des ordinateurs financés par l'UNESCO sont entreposés dans des cartons, attendant d'être réparés ou réaffectés. Le réseau fonctionne maintenant grâce aux nouveaux ordinateurs acquis par le gouvernement jamaïquin.

CONCLUSION

Bien que les résultats de ce projet soient aujourd'hui plutôt maigres, le J.I.S. a entrepris d'importants efforts pour atteindre, même tardivement, les objectifs qu'il s'était fixés. Le réseau est maintenant opérationnel, et il est prévu de le connecter avec d'autres bases de données dans les ministères et les agences gouvernementales. Le programme a pris du retard, mais se révèle tout à fait viable.

MEXIQUE
RENFORCEMENT DU PROJET MULTIMEDIAS "EL RUMBO DE LOS NIÑOS"
(PDC/14 MEX/01)

NATURE DU PROJET

Sous ce titre, le gouvernement mexicain a conçu un programme de radio-télévision pour la jeunesse, destiné à servir de véhicule à des campagnes d'action sociale dans un langage adapté aux enfants.

MISE EN ŒUVRE

Le financement de US\$ 28 000 approuvé par le PIDC a servi à acquérir de l'équipement radio, aménager le studio, équiper la cabine vidéo et assurer la formation du personnel. S'ajoutant aux apports propres du soumissionnaire, le projet a abouti à la production de 233 programmes de radio et de trois productions en vidéo. En outre des livres et des cassettes de programmes ont été élaborés en vue d'une commercialisation.

RÉSULTATS OBTENUS

Dans l'ensemble, la quasi-totalité des objectifs ont été atteints, à l'exception de l'atelier pour les enseignants en réalisation des émissions de radio et de télévision, qui a pris du retard. Ce projet est apparu exemplaire, en ce qu'il a pu contribuer au développement et à l'insertion des nouvelles technologies de la communication dans la formation scolaire. Les programmes de radio interactifs produits dans le cadre de ce projet suscitent l'intérêt des jeunes auditeurs, qui viennent au studio participer aux émissions ou qui le font par téléphone. En dépit des délais intervenus dans l'acquisition de l'équipement du studio vidéo, trois programmes d'animation réalisés par ordinateur ont pu être produits. Enfin, "El Rumbo de los Niños" paraît également cinq fois par semaine sous forme d'encart dans le journal "El Diario", dont les rédacteurs déclarent avoir constaté une augmentation des ventes liée à ce supplément pour les enfants scolarisés. Devant ces résultats encourageants, le rapport coût/résultat apparaît extrêmement positif.

CONCLUSION

Sous ses trois formes (radio, vidéo et presse écrite), ce projet a fourni un important appui aux enseignants, dans la mesure où il a permis l'inauguration d'un nouveau type de matériel d'enseignement multimédias, unique au Mexique.

**SAINTE-LUCIE
RENFORCEMENT DES CAPACITES DE RADIODIFFUSION FM DE LA ST. LUCIA
BROADCASTING CORPORATION (PDC/14 STL/01)**

NATURE DU PROJET

Ce projet avait pour objectif de doter Sainte-Lucie d'un service de radio FM efficace et moderne, au service de l'intérêt général.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a accordé un crédit de US\$ 46 400 à ce projet. Ce montant a été utilisé pour l'achat d'équipement de studio et la formation d'un journaliste à l'Institut de Communication de Masse des Caraïbes (CARIMAC) à Kingston, Jamaïque. Le projet a été normalement mis en œuvre, quoique lentement. L'installation de l'émetteur FM de 3 kW a été quelque peu retardée, car le site destiné à l'accueillir n'était pas tout à fait prêt. Après essais, cet émetteur s'est révélé parfaitement adapté et offre une qualité sonore égale sinon meilleure que la concurrence. Le planning s'est révélé satisfaisant, et la flexibilité issue de la révision du projet très positive. Toutefois il aurait été souhaitable de prendre en compte le fait que les stations de radio gouvernementale qui fonctionnent comme des sociétés commerciales doivent survivre dans un environnement concurrentiel ; cela aurait conduit à concevoir un programme de formation davantage axé sur le marketing que sur les domaines purement journalistiques ou techniques, moins prioritaires dans le cas d'une station qui compte de nombreuses années d'expérience.

RÉSULTATS OBTENUS

L'impression qui prévaut est que RSL (Radio St. Lucia) a maintenant atteint un tournant. L'équipement fourni dans le cadre du projet est de nature à lui rendre sa position de leader sur le marché. Si elle est gérée d'une main sûre, elle sera parfaitement capable de conduire une politique de programmes éducatifs et culturels de qualité, tout en préservant ses paramètres de viabilité. Elle a un rôle important à jouer en matière de communication dans le pays et dans la région. Mais le marketing demeure l'un de ses points faibles. Si le gouvernement de Sainte-Lucie met à sa disposition des fonds ou des infrastructures pour aider à son nouveau départ, elle sera alors tout à fait capable de fonctionner dans des conditions optimales, conformément aux objectifs qui lui ont été assignés.

CONCLUSION

Outre quelques apports techniques encore manquants (car de reportage, groupe électrogène), l'effort doit maintenant porter sur la maîtrise de la gestion, et de la commercialisation. Alors, le projet sera tout à fait viable et pourra aisément prendre de l'ampleur dans plusieurs directions.

ST. CHRISTOPHE & NEVIS
CREATION D'UNE UNITE D'EMISSIONS EDUCATIVES (EMU)
(PDC/13 STK/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet visait à constituer un Centre de production audio et créer une Unité d'Emissions Educatives (EMU) au sein du Ministère de l'Education avec mission de produire des programmes destinés à l'enseignement scolaire et extrascolaire. Il prévoyait en outre d'organiser la formation du personnel de l'Unité et d'un groupe d'enseignants à l'exploitation du matériel, la production de programmes et la conception de documents pédagogiques.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a accordé à un montant de US\$ 32 000 à ce projet. Il a été bien géré par le bénéficiaire, tant pendant sa préparation qu'au cours de sa phase opérationnelle. Il n'y a pas eu de grand retard ; la livraison de l'équipement et la formation ayant été correctement programmées, il en est résulté une mise en oeuvre sans problème. Malheureusement, l'équipement offert par l'UNESCO a fait l'objet d'un cambriolage.

RÉSULTATS OBTENUS

Les activités du projet avaient été engagées selon le calendrier prévu et permettaient d'augurer de bons résultats : le studio était opérationnel, les enseignants des écoles primaires utilisaient les émissions comme complément de leurs cours, et les écoliers appréciaient de cette nouvelle méthode ; mais après le vol, tout s'est arrêté. Le matériel a alors été remplacé par l'Organisation des Etats Américains (OEA). La formation du personnel ayant été réalisée dans le cadre de ce projet, l'EMU pourra rapidement reprendre ses activités dès que des locaux sûrs auront été trouvés. De plus, le programme sera alors parfaitement autosuffisant avec un budget réduit. En outre, il est prévu d'étendre ce service aux écoles secondaires, ainsi que le permet la capacité des moyens de production. Les premiers résultats sont prometteurs, et montrent à quel point un investissement modeste peut s'avérer efficace. L'ouverture de la radio scolaire aux activités associatives doit être encouragée, car elle peut exercer un effet positif sur l'éducation des enfants en âge scolaire et des adultes.

CONCLUSION

L'assistance du PIDC s'est révélée particulièrement efficace : l'installation des équipements a été parfaitement coordonnée avec les programmes de formation, de telle sorte qu'il n'y a eu aucune perte de temps ni de ressources. La mise en œuvre de ce projet a été un modèle de coopération harmonieuse entre le RCA de l'UNESCO et l'organisme bénéficiaire.

SURINAM
CREATION D'UNE UNITE DE RADIO EDUCATIVE
(PDC/14 SUR/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet visait à équiper un studio de radio dédié à la production de programmes éducatifs, former du personnel et des équipes de spécialistes aux techniques de production de ce type de programmes, et augmenter ainsi le volume d'émissions éducatives sur les antennes de la radio nationale.

MISE EN ŒUVRE

Le montant approuvé par le PIDC s'est élevé à un total US\$ 36 000. Il a permis l'équipement complet et l'installation d'un studio de radio ainsi que sa climatisation. La radio scolaire est diffusée au Surinam depuis le début des années 80. Aussi, une équipe expérimentée est prête à mettre le projet en œuvre. Après quelques hésitations du gouvernement, qui ont retardé l'aménagement de locaux appropriés, le projet a démarré rapidement et avec efficacité, commençant à produire des émissions peu après l'achèvement de l'installation. La formation du personnel de la radio scolaire par l'UNESCO et par d'autres institutions (le gouvernement néerlandais) ainsi que des années d'expérience pratique, ont permis la constitution d'une équipe de professionnels motivés et compétents. Malheureusement, les résultats très positifs du côté de la production contrastent avec de sérieuses déficiences de la part des utilisateurs.

RÉSULTATS OBTENUS

Si le planning du présent projet tient bien compte des décevantes expériences précédentes (le projet AVL), il ne prend pas suffisamment la mesure de l'état catastrophique des infrastructures du pays après des années de régime militaire et de guérilla. La plupart des écoles du Surinam sont dépourvues des équipements de base comme l'électricité (ou, quand elle existe, de prises de courant...) dans les salles de classe. Elles ne disposent généralement pas de récepteurs de radio, et si elles en possèdent, elles n'ont pas de budget pour l'achat de piles ou de cassettes, ce qui limite considérablement la portée de la radio scolaire. Il aurait été souhaitable d'éviter l'erreur qui consiste à livrer du matériel – sans assurer le suivi de l'opération – avant d'avoir procédé à une étude de faisabilité.

CONCLUSION

Le Surinam est un vaste pays, aux communications précaires, et dont la population est composée de multiples ethnies. Il a besoin d'une radio qui assure la diffusion de programmes éducatifs et culturels ; toutes initiatives allant dans ce sens doivent être encouragées. Mais il conviendra alors de s'assurer d'un certain degré de modernisation de l'infrastructure des écoles, car l'absence d'équipements scolaires de base ne peut que constituer un obstacle aux tentatives novatrices d'assistance au système éducatif.

TRINIDAD & TOBAGO
UNITE D'INFORMATION RURALE (PDC/15 TRI/01)

NATURE DU PROJET

Développer la communication au sein des communautés rurales et avec le reste du pays. Faciliter les échanges d'informations à travers la presse écrite, la radio et la télévision. La priorité a été accordée à la création du journal local Eastern Voice, et une collaboration a été engagée avec une ONG locale qui exploite la station Radio Toco, dans le but de faire vivre le journal et développer le volet radiophonique du projet.

MISE EN ŒUVRE

Après l'approbation par le PIDC d'un financement de US\$ 30 000, ce projet a été reformulé et axé dans un premier temps sur la création de journaux dans les zones rurales de l'est de Trinité. En dépit des efforts entrepris, il n'a pas été possible de concrétiser une collaboration avec une radio de Tobago, car les difficultés d'obtention d'une licence généraient de nouveaux retards. Le montant accordé a donc servi à l'achat d'équipement et à la rémunération des facilitateurs du programme. L'évaluateur observe que la Coordinatrice du projet au Ministère de l'Information et le RCA ont été confrontés à de nombreuses difficultés : l'organisation du programme de formation et l'installation des équipements ont été problématiques et la formation a débuté avec un retard si important que plusieurs candidats, pourtant sélectionnés, se sont découragés et sont partis vers d'autres horizons. A noter que la période de formation s'est révélée trop courte pour permettre aux stagiaires d'assimiler tout le programme, notamment dans le domaine informatique.

RÉSULTATS OBTENUS

En dépit des efforts conjugués du RCA et de la Coordinatrice, l'Unité n'est pas encore devenue autonome. Mais les deux premiers numéros d'Eastern Voice ont été publiés, et un accord a été signé avec Radio Toco pour l'incorporation et la gestion du journal. L'impact du développement potentiel d'Eastern Voice dans la région est considérable. Le taux d'alphabétisation à Trinité & Tobago est très élevé, et la communauté au sein de laquelle le sondage a été effectué s'est montrée particulièrement réceptive à cette publication. Dans ce contexte, le journal va pouvoir publier des informations locales et servir de forum d'échanges et de communication.

CONCLUSION

La nouvelle collaboration entre les stagiaires d'Eastern Voice et Radio Toco ouvre la perspective d'un bon rapport coût/résultat. Si l'on en juge par les succès d'audience obtenus par Radio Toco, le projet semble désormais s'engager dans une voie prometteuse.

URUGUAY
COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE (PDC/14
URU/01)

NATURE DU PROJET

Mettre en place un programme de coopération avec les municipalités du pays, afin de réaliser des projets de communication consacrés aux préoccupations des citoyens.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a accordé un crédit de US\$ 25 000 à ce projet. Selon le rapport financier, le budget a principalement servi à l'acquisition de matériel informatique, à l'organisation d'une enquête exploratoire et de cinq séminaires répartis dans le pays, et à la collaboration du coordonnateur du projet et d'un consultant en communication sociale. Les activités s'inscrivaient globalement dans un schéma comprenant des recherches bibliographiques, l'organisation d'ateliers sur le thème "Communication, ville et développement social", des enquêtes et interviews en milieu urbain, des ateliers radio et vidéo et la publication d'articles dans la presse.

RÉSULTATS OBTENUS

Sous leur forme initiale, les objectifs ambitieux du projet impliquaient un important investissement ; toutefois, les activités qui ont été mises en œuvre ont, dans l'ensemble, été réalisées avec succès, de sorte que le projet "Ville et Communication" a finalement été mené à bien. L'Uruguay est un petit pays urbanisé ; aussi, les conditions favorables aux premiers échanges d'informations entre les municipalités ont-elles été réunies. Les municipalités constituent un lieu privilégié d'échanges entre les décideurs politiques et la société civile. Pour faire pièce au monopole des réseaux nationaux de communication, les responsables des municipalités ont été incités à réfléchir à l'accroissement de l'efficacité de leur action locale grâce à la diffusion d'informations de proximité d'intérêt collectif. Ainsi, plusieurs municipalités ont constitué des banques d'images afin de gérer leurs propres documents audiovisuels. Certaines municipalités envisagent même de produire une tranche hebdomadaire de programmes audiovisuels pour diffusion par la télévision locale par câble. Il convient toutefois de noter que les responsables municipaux ont été informés de l'existence de ce projet par le biais d'un document écrit ; or, n'ayant pas été personnellement motivés, tous n'ont pas pris la pleine mesure de la portée et de l'importance du projet en matière de gestion municipale.

CONCLUSION

Ce projet a contribué à sensibiliser nombre de responsables, qui sont désormais à même de favoriser le développement du pluralisme, principalement auprès des journalistes qui traitent l'information locale dans les diverses régions du pays.

**CENTRE DE FORMATION DE L'UNION DE RADIODIFFUSION DES ETATS ARABES (ASBU)
(PDC/02 RAB/05)**

NATURE DU PROJET

Ce projet s'est intégré dans le cadre des activités du Centre de formation de l'ASBU (Radio and TV Arab States Broadcasting Union, Damas) qui a pour mission de former un personnel qualifié dans toutes les disciplines de la radio et de la télévision ; il avait pour objectif de permettre à des stagiaires venant des Etats Arabes en développement de se rendre et de séjourner à Damas pour bénéficier des cours du Centre.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a financé ce projet à hauteur de US\$ 90 000. Cet apport a été principalement affecté à la prise en charge du transport aérien et de la subsistance de 47 stagiaires qui entraient dans les critères d'attribution de ce défraiement. En effet, l'évaluateur souligne que le budget de l'ASBU ne couvre que le coût des programmes de formation, et que les gouvernements doivent assurer eux-mêmes les frais de déplacement et de séjour de leurs stagiaires. Or, dans le cas des pays moins développés, il n'existe pas de crédits à cet effet.

RÉSULTATS OBTENUS

Les activités de formation se sont déroulées conformément au planning des cours de l'ASBU. Le Centre de formation a rempli sa mission de manière efficace, et son organisation s'est révélée sans faille. Toutefois, comme il n'est pas en mesure d'assurer le voyage et le séjour à Damas des stagiaires originaires des pays en développement, la subvention de l'UNESCO lui apparaît comme le seul moyen d'aider les stagiaires originaires des Etats arabes les moins développés. Aussi, l'évaluateur considère qu'il serait souhaitable, à la lumière des enseignements de sa mission, que l'ASBU puisse tenter de prévoir des fonds à cet effet dans son propre budget.

CONCLUSION

La formation dispensée par le Centre à l'intention des ingénieurs et des techniciens de radio et de télévision permet ainsi aux Etats arabes en développement de tirer le meilleur parti des technologies de communication dont ils disposent. D'où l'intérêt et l'impact essentiel de ce projet dans le développement des ressources humaines au sein des pays arabes en développement.

PROJET REGIONAL (91)

APPUI A LA FORMATION DANS LES ETATS ARABES EN DEVELOPPEMENT (PDC/12 RAB/01 – PDC/13 RAB/01)

FORMATION DU PERSONNEL DE RADIO-TELEVISION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT MEMBRES DE L'ASBU (PDC/15 RAB/01)

NATURE DU PROJET

Offrir aux journalistes, producteurs, techniciens et ingénieurs de la radio et de la télévision des organismes membres de l'ASBU les moyens d'acquérir de nouveaux savoir-faire théoriques et pratiques dans l'utilisation des techniques de la communication au service de programmes de développement.

MISE EN ŒUVRE

Les trois réunions du Conseil intergouvernemental du PIDC auxquelles chacun de ces projets a été soumis les ont approuvés et dotés des financements suivants : PDC/12 RAB/01 : US\$ 93 550 ; PDC/13 RAB/01 : US\$ 160 000 ; PDC/15 RAB/01 : US\$ 60 000, soit un total de US\$ 313 550. L'ensemble de ces trois tranches de crédits a été affecté aux installations techniques du Centre et aux honoraires et frais des experts, intervenants, conférenciers et interprètes, auxquels ont été associées l'organisation des ateliers et l'acquisition de documentations et publications diverses. La participation des stagiaires des pays arabes en développement s'est déroulée conformément aux conditions dans lesquelles l'aide a été allouée. Le matériel acquis grâce au financement du PIDC a donc été expressément affecté aux activités pour lesquelles il était prévu.

RÉSULTATS OBTENUS

Le Centre reconnaît que l'équipement fourni par le PIDC a été déterminant dans la mise en œuvre de programmes de formation, pour le plus grand bénéfice de l'ensemble des stagiaires. Après avoir assisté à quelques-uns des cours au Centre et eu des entretiens avec ses responsables ainsi qu'avec des stagiaires, l'évaluateur considère évident que tous les objectifs ont été atteints, le projet étant parvenu à son rendement optimal, et que d'importantes améliorations sont intervenues au sein des organismes de radio-télévision dont les stagiaires ont bénéficié du projet financé par l'UNESCO. En outre, l'évaluateur souligne que ces derniers ont généré un effet multiplicateur en devenant à leur tour formateurs lorsqu'ils ont répercuté auprès de leurs collègues ce qu'ils avaient appris au Centre.

CONCLUSION

Dans ce contexte, l'évaluateur recommande l'accroissement de la capacité du Centre et le renforcement de la gamme des équipements numériques accessibles aux stagiaires. En améliorant le niveau de savoir-faire des professionnels dans les diverses disciplines de la radio-télévision, le Centre leur offre par là-même les moyens de participer plus efficacement à l'émergence du pluralisme des médias lorsque les gouvernements décident de le mettre en œuvre.

EGYPTE

CREATION ET MISE EN SERVICE DE LA BANQUE DE DONNEES DU SERVICE NATIONAL D'INFORMATION (SNI) (PDC/13 EGY/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet avait pour objectif de doter le Service National d'Information (SNI) d'une banque de données destinée à établir et renforcer les liens avec d'autres centres, en Egypte et à l'étranger, créer un réseau la reliant aux bureaux affiliés du Caire et aux 58 agences locales du pays, ainsi qu'assurer la formation et/ou le recyclage de son personnel.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet avec un financement de US\$ 80 000. Ce montant a servi à acquérir et installer une banque de données affectée dans un premier temps à des opérations administratives et à la gestion de dossiers tels que la comptabilité, le budget, le personnel, les salaires, les inventaires et les achats. Le système est maintenant opérationnel et le projet a été correctement mis en œuvre. Le personnel du SNI au Caire possède l'expérience nécessaire à l'exploitation des ordinateurs et des logiciels, et certains des collaborateurs ont reçu une formation à cette fin.

RÉSULTATS OBTENUS

Le financement de l'UNESCO a permis au SNI de programmer des applications commerciales qui ont contribué au bon fonctionnement de la banque de données et rendu possible sa récente extension au site Web. Ce site (<http://www.sis.gov.eg/>) est l'une des créations les plus récentes et les plus dynamiques du SNI : il a totalisé 30 millions de connexions depuis 1996. Il s'adresse essentiellement aux Européens et aux Américains qui souhaitent mieux connaître l'Egypte, ainsi qu'aux ressortissants des pays arabes ; les documents sont accessibles en arabe et en anglais. Il comporte deux sites associés, un au Royaume-Uni et un aux États-Unis, qui sont mis à jour quotidiennement. Au niveau régional, le SNI diffuse l'information sur des questions d'intérêt général, comme le contrôle des naissances, l'hygiène ou la lutte contre la bilharziose. Pour cela, il publie les brochures et des bulletins d'information, entreprend des campagnes d'affichage et organise des conférences ainsi que la projection de films éducatifs.

CONCLUSION

Il n'est pas douteux que la banque de données du SNI fournit une documentation très utile à de nombreux usagers, en Egypte et à l'étranger, ainsi qu'en direction des bureaux locaux et des ONG. Toutefois, pour contribuer pleinement au développement du pluralisme en Egypte, l'évaluateur suggère que le SNI puisse faire en sorte que ces archives soient accessibles à l'ensemble du public égyptien ainsi qu'aux médias indépendants, car actuellement, il est très difficile à ces deux groupes d'accéder aux informations de la banque de données.

EGYPTE

DEVELOPPEMENT DE L'INSTITUT DE FORMATION EN RADIO-TELEVISION DE L'ERTU (PDC/14 EGY/01)

NATURE DU PROJET

L'Institut de Formation de la Radio-Télévision Egyptienne a fait appel au PIDC pour un projet qui visait à améliorer les compétences et actualiser les connaissances des journalistes et techniciens de la radio et de la télévision aux niveaux national et régional (Etats arabes et Afrique), et former le personnel des chaînes locales de télévision nouvellement créées. Pour cela, il prévoyait de rénover le studio-école de télévision, et doter le studio-école de radio des équipements appropriés.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet en lui attribuant un montant total de US\$ 188 000, dans le cadre duquel il a fourni de l'équipement destiné aux studios-écoles de radio et de télévision. Le nouveau studio de télévision est utilisé pour tous les cours de production, notamment interviews et tables rondes, mise en scène de petites dramatiques, émissions pour enfants, techniques de post-production.

RÉSULTATS OBTENUS

Les objectifs du projet consistaient à installer un studio de télévision à l'usage du Centre de Formation pour permettre les travaux pratiques des stagiaires et renforcer ainsi leur expérience. La réussite a été totale dans le court terme (bien qu'à plus longue échéance l'on note un besoin en caméras supplémentaires). Les studios de radio ont bien été construits, mais au moment de l'évaluation, l'équipement n'était pas encore installé, et ils ne pouvaient par conséquent pas être utilisés par les stagiaires pour réaliser des programmes dans le cadre de la formation. Les cours de journalisme d'actualité à la radio et à la télévision ne rencontrent guère de problèmes, la production en matière d'information télévisée à l'ERTU se situant dans le cadre d'un standard classique.

CONCLUSION

L'Institut de Formation de la Radio-Télévision Egyptienne apparaît comme exemplaire au sein du monde arabe. Il tire le meilleur parti de ses ressources limitées. Les cadres qui y ont été formés ont exprimé leur enthousiasme vis-à-vis de ce projet. Ils considèrent que, outre le renforcement du savoir-faire des stagiaires, les cours ont exercé un impact notable sur le développement de la collaboration entre les divers départements. La Direction de l'Institut a planifié un usage optimal des installations, et tire le meilleur parti de toutes les possibilités qui peuvent renforcer les activités de formation et élever le niveau de l'enseignement qui y est dispensé.

JORDANIE
EQUIPEMENT DES STUDIOS DE RADIO ET DE TELEVISION A L'UNIVERSITE DE
YARMOUK (IRBID) (PDC/12 JOR/01)

NATURE DU PROJET

La présente évaluation porte sur la Phase II du projet qui avait pour objectif de doter le DJMC (Département de Journalisme et de Communication de Masse) de l'Université de Yarmouk d'installations modernes de production radio et télévision, réaliser des programmes répondant aux besoins de développement de la Jordanie, mettre en place des services locaux de radio et de télévision à l'intention de la communauté d'Irbid, et améliorer la qualité de la formation pour offrir des perspectives élargies de perfectionnement aux professionnels des médias de Jordanie.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet en le dotant d'un financement de US\$ 80 000. Ce crédit a été essentiellement affecté à l'acquisition de matériel vidéo. Dans l'ensemble, le plan de mise en œuvre a été respecté. Le studio de télévision possède désormais une régie de post-production relativement moderne qui fonctionne correctement. En revanche, l'équipement radio demeure très insuffisant et nettement dépassé. Parmi les interlocuteurs de l'évaluateur, aucun n'a mentionné d'acquisition de matériel de radio sur les crédits en provenance du PIDC, si ce n'est l'achat d'un magnétophone.

RÉSULTATS OBTENUS

Cinq ans après l'approbation du projet, les résultats apparaissent mitigés. L'aide apportée par le PIDC a indéniablement permis d'améliorer la qualité du travail en matière de télévision et de journalisme, mais n'a pas fondamentalement remédié aux problèmes récurrents auxquels le DJMC se trouve confronté. Les techniciens des studios de radio et de télévision n'ont pas véritablement reçu la formation nécessaire pour pouvoir utiliser avec une totale efficacité le nouveau matériel, et surtout pour être à même de procéder aux réparations nécessaires. Le matériel est hétéroclite et de qualité très inégale : les techniciens du studio TV sont ainsi contraints d'utiliser des équipements vidéo à des normes très différentes (Betacam, VHS, U-Matic), ce qui occasionne des incohérences dans le montage des films. En outre, les pièces de rechange ne sont pas disponibles, d'où l'abandon pur et simple du matériel qui ne peut être réparé. Enfin, la formation pratique acquise à Yarmouk se révèle insuffisante, car les étudiants de la section audiovisuelle ne peuvent guère obtenir de stages ailleurs qu'à la Radio-Télévision d'Amman ; mais là, le matériel est généralement aux normes numériques. Les étudiants n'y ayant guère été préparés se sentent en porte-à-faux, voire marginalisés.

CONCLUSION

Les difficultés apparues démontrent la nécessité d'un suivi attentif des projets. L'installation d'un matériel audiovisuel moderne exige une réflexion approfondie sur les modalités d'une formation continue des techniciens et sur le problème du choix des équipements utilisés pour la formation en fonction de critères de compatibilité, afin que la formation ne soit pas inadaptée par rapport à la demande des médias nationaux.

MAROC
REORGANISATION ET AUTOMATISATION DU CENTRE DE DOCUMENTATION
DE L'AGENCE MAGHREB ARABE PRESSE (MAP) (PDC/06 MOR/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet visait à moderniser les bases techniques (informatique et microfiches) de l'infrastructure de recherche et de la base de données d'archives et d'actualité de l'Agence Maghreb Arabe Presse, accessibles aux abonnés (professionnels de la presse, documentalistes, organismes officiels etc.), au Maroc et à l'étranger.

MISE EN ŒUVRE

Les deux phases qui constituaient ce projet ont reçu un total de US\$ 105 000 du Compte spécial du PIDC, montant auquel est venu s'ajouter un financement de US\$ 80 000 offert par la France au titre des Fonds-en-dépôt, soit US\$ 185 000 pour l'ensemble des sources. Ces crédits ont permis l'acquisition de matériel de microfichage et d'ordinateurs dotés des logiciels spécifiques de gestion (répertoires, statistiques, consultation, éphémérides etc.). En outre, des activités de formation qualifiées d' "importantes" ont été entreprises sans rencontrer de problème.

RÉSULTATS OBTENUS

Le Centre fournit ses services en quatre langues (arabe, français, anglais, espagnol) aux journalistes (presse écrite, radio, télévision), aux étudiants, aux organismes d'Etat et autres abonnés (ambassades, ONG etc.). L'Agence MAP compte 222 abonnés et quelque 200 utilisateurs de son Centre de documentation. Le matériel acquis grâce à l'aide du PIDC a permis de rationaliser et d'accélérer le traitement et le transit des données à l'intérieur et à l'extérieur de l'Agence.

CONCLUSION

Maghreb Arabe Presse est un organisme bien structuré dont le personnel, très qualifié, tirerait le plus grand profit de sessions de recyclage plus poussées qui pourraient être organisées à la lumière de l'émergence des nouvelles technologies de la communication. Toutefois, en dépit de quelques problèmes résultant de l'hétérogénéité issue de la coexistence des anciens équipements et des nouveaux matériels, la MAP est néanmoins parvenue à optimiser l'exploitation de l'ensemble. L'évaluateur conclut que le rapport coût/résultat final de ce projet est bon, tant du point de vue qualitatif que quantitatif.

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE
INFORMATISATION DE L'AGENCE SYRIENNE D'INFORMATION (SANA)
(PDC/11 SYR/01)

NATURE DU PROJET

Le projet PDC/11 SYR/01, qui portait sur la modernisation de l'infrastructure technique de l'Agence SANA et le renforcement de ses moyens en matière de collecte et d'échanges d'informations aux niveaux national, régional et international, a été soumis au Conseil intergouvernemental du PIDC en deux phases. La première avait pour objectif l'acquisition de matériel informatique, avec la formation associée. La seconde phase s'articulait dans le prolongement des activités déjà entreprises, sollicitant un crédit pour de l'équipement informatique, plus spécialement dans le domaine du traitement de l'information et de l'archivage.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé ce projet en attribuant US\$ 106 000 à la première phase, et US\$ 80 000 à la seconde, soit un total de US\$ 186 000. Outre les importants apports propres de l'Agence (US\$ 738 000 pour la Phase I et US\$ 332 000 pour la Phase II, dont une grande partie pour les locaux), les financements du PIDC ont été en majeure partie investis dans l'acquisition d'équipement informatique. Une tranche affectée aux frais de formation apparaissait également dans les prévisions.

RÉSULTATS OBTENUS

L'Institut Supérieur de Technologie, sous contrat avec SANA pour la réalisation de ce projet, n'a pas été en mesure de proposer à l'Agence une formation pratique pour son personnel. Aussi, l'installation de l'équipement de la Phase I a-t-elle été fortement perturbée. L'impossibilité de mettre en service la totalité de l'équipement reçu a entraîné des retards considérables. Par ailleurs, le personnel de l'Agence affecté au projet d'archivage a semblé n'avoir ni le temps ni les compétences nécessaires pour le mettre en service. Dans ce contexte, plusieurs des objectifs à long terme n'ont pas été atteints : le projet n'a pas abouti à l'intégration du système de communication de SANA au sein des réseaux ; l'archivage informatisé n'a pas été mis en œuvre ; la banque de données n'a pas été créée et le courrier électronique n'a pas été installé dans la totalité des services l'Agence. Par contre, la contribution du PIDC a permis la formation des personnels journalistiques et d'encadrement au traitement informatique ; si cet objectif a été atteint, c'est peut-être parce qu'il était réaliste et faisable. Aujourd'hui, 80 % des journalistes de SANA travaillent sur ordinateur.

CONCLUSION

En dépit des difficultés rencontrées, surtout au début des opérations, il est incontestable que les deux phases du projet ont exercé un impact positif sur le développement général des moyens de communication en Syrie. Le projet dans son ensemble a joué un rôle essentiel en développant au sein des journalistes de SANA l'aptitude à utiliser l'outil informatique. La Phase II a permis à l'Agence d'assurer le service de ses abonnés – y compris la Télévision Syrienne – avec plus de rapidité et d'efficacité.

TUNISIE
INFORMATISATION DE L'AGENCE TUNIS-AFRIQUE PRESSE (TAP)
(PDC/11 TUN/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet avait pour objectif de parvenir à l'informatisation opérationnelle des services de rédaction (desks nationaux et bureaux extérieurs), de documentation et de photographie de l'Agence Tunis-Afrique Presse et, à cette occasion, mettre en œuvre les méthodes d'exploitation d'une agence de presse moderne.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a accordé un financement de 81 000 dollars à ce projet. Pour sa part, la France a fourni une aide totalisant 6 MF étalée sur trois ans, au titre de la coopération bilatérale. A quoi sont venues s'ajouter des actions de formation et d'ingénierie organisées dans le cadre de la coopération permanente. Les fonds ont été affectés à l'acquisition d'équipement informatique (serveurs, logiciels, postes de travail, imprimantes), ainsi qu'aux frais de formation et de personnel.

RÉSULTATS OBTENUS

La configuration du système d'exploitation a été réalisée conformément au plan de travail ; les sessions de formation ont concerné des ingénieurs, des journalistes, des techniciens et des documentalistes. Par la suite, la plate-forme matérielle a été étendue par l'adjonction de nouveaux équipements et le développement de logiciels adaptés aux spécificités de l'exploitation de l'Agence. La formation ayant été entreprise (au Bureau de l'AFP de Chypre pour des raisons de disponibilité d'équipement) préalablement à la mise en service du matériel, celui-ci a pu être exploité dès le départ à sa pleine capacité. L'objectif de formation aux nouveaux équipements a ainsi été réalisé selon le calendrier prévu ; en fait, il constituait l'un des éléments essentiels de la réussite du projet d'informatisation.

CONCLUSION

La Direction de l'Agence TAP a parfaitement ciblé le groupe auquel la formation était surtout destinée (les journalistes les plus anciens, n'ayant pas l'expérience de l'informatique). L'aide du PIDC a ainsi pu être orientée vers le secteur où elle était la plus attendue. L'Agence est maintenant dotée d'une équipe de journalistes aptes à assurer la meilleure exploitation des systèmes mis en place. L'évaluateur conclut que les fonds alloués à ce projet ont été investis de façon optimale.

ARMÉNIE
ETABLISSEMENT DE RELATIONS D'ÉCHANGES AVEC LES RESEAUX
MONDIAUX DE TELEVISION (PDC/16 ARM/01)

NATURE DU PROJET

Ce projet avait pour but de mettre à la disposition du personnel de la rédaction de la Télévision nationale d'Arménie (ANTV) un matériel moderne de production et d'organiser la formation pratique du personnel d'exploitation. Il visait ainsi à mettre l'ANTV en mesure de produire des programmes aux normes internationales permettant des échanges de productions télévisuelles avec les autres pays.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé un financement de US\$ 90 000 pour l'exécution de ce projet. Ce montant a permis l'acquisition d'une unité de sous-titrage (arménien et international) et des accessoires et périphériques appropriés. Si les délais de livraison ont connu quelques retards, les activités du projet se sont néanmoins déroulées dans l'ensemble sans problème majeur. Le personnel technique de la Télévision nationale a reçu une formation spécifique de la part du fournisseur d'équipement (suédois), à l'issue de laquelle l'installation est devenue totalement opérationnelle. Toutefois, l'évaluateur observe que la composante formation/voyages d'études évoquée dans le projet original au bénéfice des journalistes et des interprètes semble avoir été victime de crédits insuffisants, et il recommande une aide complémentaire à cette fin.

RÉSULTATS OBTENUS

Même si les retombées positives de ce projet ont permis l'achat et la diffusion de nouveaux programmes, la mesure de son impact est difficilement mesurable. L'objectif global qui consiste à encourager la Télévision Nationale arménienne à prendre place dans les circuits internationaux de distribution n'en est qu'à un stade initial. L'évaluateur recommande l'acquisition de matériel de doublage venant compléter l'équipement actuel de sous-titrage, afin de permettre à l'ANTV de mettre à l'antenne non seulement des films et des documentaires étrangers, mais aussi des bulletins d'information et des reportages d'actualité, ces derniers étant pratiquement les seuls vecteurs permettant au public arménien d'être tenu au courant de l'actualité mondiale.

CONCLUSION

L'assistance fournie par l'UNESCO s'est révélée appropriée, et l'ANTV a exprimé sa satisfaction ; d'une manière générale, la collaboration a été excellente entre tous les intervenants. Bien que le calendrier n'ait pu être strictement respecté pour des raisons de délais administratifs, les résultats obtenus sont tout à fait satisfaisants.

PROJET INTERREGIONAL (99)

RESEAU INTERNATIONAL POUR LA LIBERTE D'EXPRESSION (PDC/14 INT/02)

NATURE DU PROJET

Contribuer partout dans le monde à la défense des droits de l'Homme dans les domaines de la libre circulation de l'information, des libertés d'expression et d'opinion ; recenser et contacter les sources d'informations relatives à la liberté de la presse dans les pays en développement et obtenir une aide en formation et appui technologique pour les relier au réseau d'échanges d'information ; contribuer à la création de nouvelles organisations régionales de défense de la liberté de l'expression là où il n'en existe pas encore ; organiser et exploiter une bibliothèque électronique sur les questions de liberté d'expression accessible aux organisations du monde entier.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a approuvé le financement de ce projet à hauteur de US\$ 50 000, auxquels sont venues s'ajouter deux subventions du Programme Régulier totalisant US\$ 11 625. L'ensemble de ces crédits a servi à un appui au développement des infrastructures et à l'achat d'équipement (informatique). Au terme de 32 mois d'opérations, les liens du réseau ont été renforcés par l'accès à l'e-mail et la possibilité d'organiser des activités coordonnées. 23 organisations sont membres de l'IFEX et la liste des abonnés compte maintenant 126 groupes et particuliers dans le monde. 132 pays sont couverts. Le réseau d'alerte et d'intervention utilise à la fois l'e-mail, la télécopie, voire le téléphone en cas d'urgence. En cas de menaces ou d'attaque sur un journaliste, écrivain ou média, les alertes, interventions et autres messages sont diffusés à plus de 100 organismes en anglais en français, voire en espagnol.

RÉSULTATS OBTENUS

Les utilisateurs ont été touchés à un rythme plus rapide que prévu. Au Nord, les abonnés se trouvent principalement au Canada et aux Etats-Unis. Les pays européens sont sous-représentés (moins de 15 groupes dans une dizaine de pays d'Europe occidentale et de l'Est). Au Sud, des problèmes d'ordre technique et budgétaire entravent les contacts avec les organisations des pays en développement ; toutefois, de nombreux efforts sont entrepris pour encourager la participation du Sud au système d'échanges de l'IFEX. Des raisons de droits d'auteurs et de marketing n'ont pas encore permis de mettre les informations à la disposition des Universités et du grand public. Evoquant les difficultés rencontrées, l'évaluateur rend compte des opinions divergentes recueillies au sein de l'Organisation sur les méthodes de financement et le système d'échanges ; des dispositions appropriées et des efforts de clarification ont été engagés pour rendre plus transparente une politique de collecte de fonds qui est de nature consultative.

CONCLUSION

Les alertes et interventions sont à la source de campagnes mieux coordonnées contre les violations à l'encontre des journalistes. Une plus grande circulation des informations au sein des organismes qui se consacrent à la défense de la liberté de la presse et d'expression permet des stratégies d'actions mieux concertées.

**BUREAU CENTRAL DES ECHANGES INTERNATIONAUX POUR LA LIBERTE
D'EXPRESSION (PDC/16 INT/02)**

NATURE DU PROJET

Accroître l'efficacité du réseau de messagerie électronique qui distribue l'information et coordonne des campagnes pour la liberté de la presse ; établir la communication avec les organisations et les réseaux pour la liberté de la presse dans les pays en développement, les aider à obtenir la formation et le soutien nécessaires, les relier à l'IFEX et les faire participer aux réseaux ; aider les organisations membres dans la mise sur pied de nouveaux organismes régionaux pour la liberté de la presse là où il n'en existe pas.

MISE EN ŒUVRE

Le PIDC a alloué un crédit de US\$ 56 000 à ce projet. Ce montant a été principalement affecté à un appui aux groupes du Sud (aide à l'équipement et à la communication, formation des représentants, déplacements), au réseau "Actions alerte" (communiqués, traductions) et à l'organisation de l'Assemblée générale de l'IFEX. Ce projet visait à aider financièrement dix groupes pour la liberté d'expression dans des régions où elle est la plus menacée : Defense of Independent Media in Africa (Kenya), Independent Journalism Centre (Nigeria), Freedom of Expression Institute (Afrique du Sud), Institute for the Studies on Free Flow of Information (Indonésie), Free Expression Ghana, Pacific Islands News Association (Iles Fidji), Periodistas (Argentine), Organisation Egyptienne des Droits de la Personne (Egypte), ainsi que certains groupes en Russie, en Moldavie, en République tchèque, en République slovaque et en Hongrie.

RÉSULTATS OBTENUS

Le réseau "Actions alerte" s'est développé rapidement ; le nombre de groupes susceptibles de l'alimenter est maintenant de 38, dont la moitié dans les pays en développement ou en transition, alors que les organisations qui reçoivent ses informations sont de plus en plus nombreuses : lors de la demande d'aide à l'UNESCO, les dirigeants de l'IFEX affirmaient pouvoir joindre 75 organisations dans plus de 35 pays, par e-mail ou autrement ; le nombre d'organismes qui recevaient les messages d'IFEX était de 260, dont 161 dans les pays en développement et en transition. Un an plus tard, ce nombre était passé à 366, dont 207 dans les pays en développement et en transition. Enfin, l'IFEX a créé un site Internet qui permet de retrouver aisément toutes les alertes qu'il a diffusées. Son rôle est de sensibiliser le plus grand nombre possible de personnes aux violations de la liberté d'expression et de la presse dans le monde.

CONCLUSION

L'IFEX a atteint la plupart de ses objectifs. Il a réussi, en cinq ans, à établir un réseau qui a fait la preuve de son utilité, mais qui a besoin de se développer, car il y a encore des régions dans le monde où il ne dispose pas d'antenne et où la liberté d'expression est souvent menacée. Mais, l'organisme reste fragile du fait de sa structure financière. En conséquence, il doit développer ses moyens d'action afin que sa présence sur Internet devienne un outil encore plus puissant de sensibilisation de l'opinion publique internationale.

LISTE DES EVALUATEURS

AFRIQUE		
PROJETS RÉGIONAUX		
1.	AGENCE PANAFRICAINNE D'INFORMATION (PANA)	Azimut International Canada
2.	OPERATION "PARRAINAGE"	A. M. Lambert INC Canada
3.	INSTITUT DE FORMATION AUDIOVISUELLE POUR LES PAYS LUSOPHONES D'AFRIQUE	Mr Jochen Raffelberg Portugal
4.	CREATION DE TROIS CELLULES DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE EN AFRIQUE	Mr Lamine Dioubaté Canada
PROJETS NATIONAUX		
5.	BOTSWANA – INFORMATISATION DE LA REDACTION DE RADIO BOTSWANA	Mr Ari Heinomen Finland
6.	BURKINA FASO – DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION DE LA TELEVISION NATIONALE	Azimut International Canada
7.	GAMBIE – FORMATION A LA COMMUNICATION DANS LA PERSPECTIVE DU CHANGEMENT SOCIAL	Azimut International Canada
8.	GABON – DEVELOPPEMENT DU JOURNAL "LEGALITE"	Mr Lamine Dioubaté Canada
9.	GHANA – DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES POUR L'INDUSTRIE DU LIVRE EN AFRIQUE OCCIDENTALE	Mr Hendrik Bussiek South Africa
10.	GHANA – THE GHANAIAN CHRONICLE	Azimut International Canada
11.	GUINÉE – RENFORCEMENT DU QUOTIDIEN NATIONAL "HOROYA"	Azimut International Canada
12.	GUINÉE-BISSAU – DEVELOPPEMENT DE LA RADIO NATIONALE DANS LE SUD DU PAYS	Azimut International Canada
13.	MALAWI – ASSISTANCE TECHNIQUE AU DEPARTEMENT DE L'INFORMATION	Mr Jochen Raffelberg Portugal
14.	MALI – CENTRE NATIONAL DE PRODUCTION CINEMATOGRAPHIQUE	Mr Lamine Dioubaté Canada
15.	MALI – AMELIORATION DES MOYENS DE PRODUCTION DE LA PRESSE NATIONALE	Mr Lamine Dioubaté Canada
16.	MOZAMBIQUE – PUBLICATION DU MAGAZINE FEMININ "SENDÁ"	Mr Lamine Dioubaté Canada
17.	NIGER – DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE NATIONAL D'EDITION ET DE PRESSE	Mr Lamine Dioubaté Canada
18.	NIGER – AIDE AUX RADIO-CLUBS (RADIO RURALE)	Mrs Christine Ceesay Gambia
19.	SÉNÉGAL – AGENCE DE PRESSE SENEGALAISE (APS)	Mr Lamine Dioubaté Canada
20.	TCHAD – REHABILITATION DE L'AGENCE TCHADIENNE DE PRESSE	Mr Lamine Dioubaté Canada
21.	TOGO – DEVELOPPEMENT DE L'AGENCE TOGOLAISE DE PRESSE	Mr Lamine Dioubaté Canada
22.	TOGO – REHABILITATION DE RADIO KARA-TOGO	Mr Lamine Dioubaté Canada

23.	ZAMBIE – EQUIPEMENT INFORMATIQUE POUR LES JOURNAUX RURAUX EN LANGUE VERNACULAIRE	Mr Ari Heinomen Finland
ASIE ET PACIFIQUE		
PROJETS RÉGIONAUX		
24.	EDUCATION AUX MEDIAS DANS LES PAYS DE L'ASEAN	Mr Jörg Becker Germany
25.	DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE DANS LE PACIFIQUE (PACPRESS)	Mr Jörg Becker Germany
26.	DEVELOPPEMENT DES MOYENS DE FORMATION DES ORGANISMES DE RADIODIFFUSION D'ASIE ET DU PACIFIQUE	Mr Kjell Linder Sweden
27.	FORMATION A LA TELEVISION DANS LE PACIFIQUE	Mrs. Corinne Bondu France
28.	MONOGRAPHIES SUR LES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES RELATIFS A LA COMMUNICATION DE MASSE EN ASIE	Mr Jörg Becker Germany
29.	ASIAVISION : EXTENSION DES ECHANGES D'INFORMATIONS TELEVISEES EN ASIE CENTRALE	Mr David Mould USA
30.	ASIE CENTRALE : JEUNES, TOLERANCE ET TELEVISION	Mr David Mould USA
31.	ECHANGES DE PROGRAMMES DE TELEVISION REALISES PAR LES FEMMES DU PACIFIQUE	Mrs. Kirsti Honkasalo Finland
PROJETS NATIONAUX		
32.	AZERBAÏDJAN – FORMATION ET DEVELOPPEMENT DU JOURNALISME	Mr Nikolay Miroshnik Russian Federation
33.	BANGLADESH – CREATION D'UNE AGENCE DE PRESSE EN LANGUE BENGALI	Mr Chin Saik Yoon Malaysia
34.	CHINE (REP. POP. DE) – MODERNISATION DU “QUOTIDIEN DES AGRICULTEURS”	Mrs. Theresa Hoefert de Turegano USA
35.	CHINE (REP. POP. DE) – FORMATION DE FEMMES JOURNALISTES A LA PRESSE ECRITE ET ELECTRONIQUE	Mrs. Theresa Hoefert de Turegano USA
36.	CHINE (REP. POP. DE) – RECYCLAGE DES JOURNALISTES	Mrs. Theresa Hoefert de Turegano USA
37.	FIDJI – DEVELOPPEMENT DE L'INSTITUT DE FORMATION DES JOURNALISTES	Mr Michel Daeker New-Zealand
38.	ILES COOK – DEVELOPPEMENT DE LA TELEVISION (COOKTEL)	Mrs. Kirsti Honkasalo Finland
39.	INDE – FORMATION D'ENQUETEURS AU CENTRE DE RECHERCHES SUR LA COMMUNICATION DE MASSE	Mr Tawhidul Bangladesh
40.	KAZAKHSTAN – DEVELOPPEMENT DE LA STATION DE RADIO INDEPENDANTE “RADIO MAXIMUM”	Mr David Mould USA
41.	KAZAKHSTAN – FORMATION AUX METIERS DU JOURNALISME ET DES MEDIAS A L'UNIVERSITE D'ETAT DU KAZAKHSTAN	Mrs. Brigitte Jallov Denmark.
42.	KAZAKHSTAN – JOURNAL POUR LES AGRICULTEURS VOISINS DE LA MER D'ARAL	Mr Nikolay Miroshnik Russian Federation
43.	REPUBLIQUE KIRGHIZE – CREATION D'UN CENTRE DE DOCUMENTATION DES MEDIAS	Mr Jochen Raffelberg Portugal
44.	REPUBLIQUE KIRGHIZE – DEVELOPPEMENT DES STATIONS DE RADIO INDEPENDANTES	Mr Jochen Raffelberg Portugal

45.	REPUBLIQUE KIRGHIZE – FORMATION DES JOURNALISTES A L'UNIVERSITE NATIONALE KIRGHIZE	Mr Jochen Raffelberg Portugal
46.	KIRIBATI – PROJET DE DEVELOPPEMENT DU JOURNAL “TE UEKERA”	Mr Peter Lomas Fidji
47.	KIRIBATI – DEVELOPPEMENT DE LA RADIO (K-BROAD)	Mr Michel Daeker New-Zealand
48.	LAOS – DEVELOPPEMENT DU RESEAU DE COMMUNICATION DE L'AGENCE NATIONALE D'INFORMATION	Mr Jochen Raffelberg Portugal
49.	LAOS – DEVELOPPEMENT DU RESEAU PROVINCIAL DE RADIODIFFUSION	Mr Chin Saik Yoon Malaisia
50.	NÉPAL – PROJET D'ENREGISTREMENT DE LA MUSIQUE FOLKLORIQUE NEPALAISE	Mr Kjell Linder Sweden
51.	NÉPAL – INSTITUT DE PRESSE DU NEPAL	Mr Kjell Linder Sweden
52.	NÉPAL – RADIO SAGARMATHA	Mr Kjell Linder Sweden
53.	NIOUE – DEVELOPPEMENT DE LA TELEVISION (NIUTEL)	Mrs. Corinne Bondu France
54.	OUZBÉKISTAN – CREATION D'UN CENTRE DE DOCUMENTATION POUR LES MEDIAS	Mr Nikolay Miroshnik Russian Federation
55.	PAKISTAN – INFORMATISATION DE L' “ASSOCIATED PRESS OF PAKISTAN”	Mr Alan Chip Malasia
56.	SAMOA – PROJET DE DEVELOPPEMENT DU JOURNAL “SAVALI”	Mr Phil Evans Cook Islands.
57.	SAMOA – EXTENSION DE LA TELEVISION (SAMTEL)	Mrs. Corinne Bondu France
58.	TADJIKISTAN – PROGRAMMES D'INFORMATION POUR LA TELEVISION INDEPENDANTE	Mr Jochen Raffelberg Portugal
59.	TUVALU – DEVELOPPEMENT DU JOURNAL “TUVALU ECHOES”	Mr Michel Daeker New-Zealand.
60.	VIÊT NAM – EDIFICATION D'UNE ECOLE DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL DES JOURNALISTES DE LA RADIO	Mr Kjell Linder Sweden
61.	VIÊT NAM – EDUCATION NON FORMELLE PAR LA RADIO ET LA TELEVISION	Mr Chin Saik Yoon Malaysia
AMÉRIQUE LATINE ET LES ILES CARAÏBES		
PROJETS RÉGIONAUX		
62.	FORMATION PEDAGOGIQUE DES UNIVERSITAIRES EN COMMUNICATION	Mrs. Linda Crombie Canada
63.	FORMATION DE SPECIALISTES DE LA VIDEO POUR LE DEVELOPPEMENT REGIONAL DES COMMUNICATIONS	Mrs. Linda Crombie Canada
64.	CREATION D'UN CENTRE D'EMISSIONS TELEVISEES A L'INSTITUT DE COMMUNICATION DE MASSE DES CARAÏBES	Mrs. Linda Crombie Canada
65.	COPRODUCTION TELEVISEE REGIONALE : LA TELEVISION AU SERVICE DE L'INTEGRATION	Mrs. Theresa Hoefert de Turegano USA
66.	RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION DE FILMS ET DE PROGRAMMES DE TELEVISION DANS LES CARAÏBES	Mrs. Theresa Hoefert de Turegano USA
67.	PROGRAMME DE COMMUNICATION AU SERVICE DU PROCESSUS D'INTEGRATION DANS LE CADRE DU “MERCOSUR”	Mrs. Maria Carmen del Rico Sotelo Uruguay

68.	LA COMMUNICATION AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT ET DE L'INTEGRATION CULTURELLE, SCIENTIFIQUE ET EDUCATIVE	Mrs. Corinne Bondu France
69.	ECOLE DES TROIS MONDES	Mr Thomas Nell Germany
PROJETS NATIONAUX		
70.	ANTIGUA & BARBUDA – CREATION D'UNE UNITE DE TELEVISION	Mrs. Corinne Bondu France
71.	ARGENTINE – PRODUCTION TELEVISUELLE POUR LA PROMOTION COMMUNAUTAIRE	Mr Mario F. Gutierrez Olortégui. Peru
72.	BÉLIZE – PRESENTATION DU PATRIMOINE BELIZIEN A LA TELEVISION	Mrs. Daniela Frank Germany
73.	BOLIVIE – VIDEOTHEQUE POPULAIRE MOBILE	Mrs. Linda Crombie Canada
74.	BRÉSIL – CONTRIBUTION DES MEDIAS A LA FORMATION DES FEMMES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	Mr Jörg Becker Germany
75.	CHILI – FORMATION DU PERSONNEL ENSEIGNANT POUR LA RECEPTION ACTIVE DES EMISSIONS DE TELEVISION	Mrs. Linda Crombie Canada
76.	COLOMBIE – CONTRIBUTION DES MEDIAS A LA PREVENTION DES PROBLEMES LIES A LA DROGUE	Mrs. Corinne Bondu France
77.	COLOMBIE – CENTRE DE PRODUCTION RADIOPHONIQUE POUR LE LITTORAL COLOMBIEN	Mrs. Corinne Bondu France
78.	COSTA RICA – CENTRE DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE DU MOUVEMENT COOPERATIF	Mrs. Theresa Hoefert de Turegano USA
79.	CUBA – TELEVISIÓN SERRANA	Mr Thomas Nell Germany
80.	DOMINIQUE – AMELIORATION DE LA PRODUCTION DE PROGRAMMES DE TELEVISION – MARPIN-TV	Mrs. Corinne Bondu France
81.	EQUATEUR – RESEAU NATIONAL DE COMMUNICATION POUR LA DIFFUSION CULTURELLE	Mr Thomas Nell Germany
82.	GUYANA – CREATION D'UNE UNITE DE PRODUCTION RADIO AU DEPARTEMENT D'ETUDES EN COMMUNICATION DE L'UNIVERSITE DE GUYANA	Mr Arnold Gibsons USA
83.	JAMAÏQUE – DEVELOPPEMENT D'UN SYSTEME INFORMATIQUE AU SERVICE D'INFORMATION DE LA JAMAÏQUE	Mr Walter Tauber Spain
84.	MEXIQUE – RENFORCEMENT DU PROJET MULTIMEDIAS “EL RUMBO DE LOS NIÑOS”	Mrs. Margarita Kaufmann Germany
85.	SAINTE-LUCIE – RENFORCEMENT DES CAPACITES DE RADIODIFFUSION FM DE LA ST LUCIA BROADCASTING CORPORATION	Mr Walter Tauber Spain
86.	ST. CHRISTOPHE & NEVIS – CREATION D'UNE UNITE D'EMISSIONS EDUCATIVES	Mr Walter Tauber Spain
87.	SURINAM – CREATION D'UNE UNITE DE RADIO EDUCATIVE	Mr Walter Tauber Spain
88.	TRINIDAD & TOBAGO – UNITE D'INFORMATION RURALE	Mrs. Theresa Hoefert de Turegano USA

89.	URUGUAY – COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE	Mrs. Gladys Isabel Daza Hernandez Colombia
ETATS ARABES		
PROJETS RÉGIONAUX		
90.	CENTRE DE FORMATION DE L'UNION DE RADIODIFFUSION DES ETATS ARABES (ASBU) ; FORMATION DU PERSONNEL DE RADIO-TELEVISION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT MEMBRES DE L'ASBU	Mr Peter Udell United Kingdom
91.	APPUI A LA FORMATION DANS LES ETATS ARABES EN DEVELOPPEMENT	Mr Peter Udell United Kingdom
PROJETS NATIONAUX		
92.	EGYPTE – CREATION ET MISE EN SERVICE DE LA BANQUE DE DONNEES DU SERVICE NATIONAL D'INFORMATION	Mr Peter Udell United Kingdom
93.	EGYPTE – DEVELOPPEMENT DE L'INSTITUT DE FORMATION EN RADIO-TELEVISION DE L'ERTU	Mr Peter Udell United Kingdom
94.	JORDANIE – EQUIPEMENT DES STUDIOS DE RADIO ET DE TELEVISION A L'UNIVERSITE DE YARMOUK (IRBID	Mr Rémy Rieffel France
95.	MAROC- REORGANISATION ET AUTOMATISATION DU CENTRE DE DOCUMENTATION DE L'AGENCE MAGHREB ARABE PRESSE (MAP)	Mr Samir Talami Canada
96.	RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE – INFORMATISATION DE L'AGENCE SYRIENNE D'INFORMATION (SANA)	Mr Peter Udell United Kingdom
97.	TUNISIE – INFORMATISATION DE L'AGENCE TUNIS-AFRIQUE PRESSE –TAP)	Mr Samir Talami Canada
EUROPE		
98.	ARMÉNIE – ETABLISSEMENT DE RELATIONS D'ÉCHANGES AVEC LES RESEAUX MONDIAUX DE TELEVISION	Mr Nikolay Miroshnik Russian Federation
PROJETS INTERRÉGIONAUX		
99.	RESEAU INTERNATIONAL POUR LA LIBERTE D'EXPRESSION (IFEX)	A. M. Lambert INC Canada
100.	BUREAU CENTRAL DES ECHANGES INTERNATIONAUX POUR LA LIBERTE D'EXPRESSION (IFEX)	Mr Mario Cardinal Canada